

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (87)76

Vol. 1987/0030

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 17 février 1987

COM(87) 76

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

E/206/87

ACCELEREE

Délai:

VENDREDI 20 FEVRIER 1987 - 12 H

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : "Yes pour l'Europe"
- programme d'action

Proposition de M. MARIN

Décision proposée

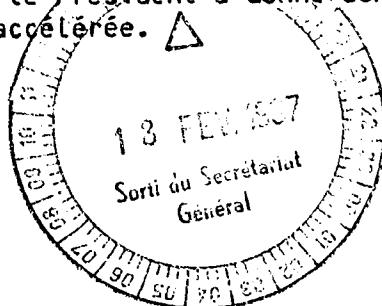
- approuver le projet de proposition modifiée de décision du Conseil établissant un programme d'action "yes pour l'Europe" pour promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté (présentée en vertu de l'art. 149 al.2 CEE)
- accompagné d'un exposé des motifs.
- transmettre cette proposition modifiée pour une nouvelle consultation au Parlement Européen.

Commentaire

La présente proposition modifiée tient compte de certains des amendements proposés par le Parlement Européen et par le Comité Economique et Social à la proposition de décision adoptée par la Commission le 5.3.1986. (COM(86)58).

En outre, elle ajoute des clarifications et précisions au texte, notamment par la mise en place d'un Comité Consultatif suivant la proposition de la Commission en matière de "Comitologie". Aucun changement fondamental ou financier n'est proposé.

S'agissant d'une proposition qui doit être discutée en groupe au Conseil le 20 février, Monsieur le Président a donné son assentiment pour l'engagement d'une procédure écrite accélérée. 



R. GACHOT
Directeur

p.j.

Copie à : MM. DEGIMBE, FROSCHMAIER, EHLERMANN

p.inf. : M. MAYHEW

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG DE L'EMPLOI, AFF. SOC. ET EDUCATION

Services associés :

- pour accord -

DG DE L'INFORMATION, COMMUNICATION, CULTURE : accord

SECRETARIAT GENERAL : accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable (sous réserve
d'une dernière vérification
des textes)

Langue originale

: F

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

Proposition amendée pour la promotion des échanges de
jeunes dans la Communauté européenne: le programme
"YES pour l'Europe" (COM(86)52 final du 5 mars 1986)

NOTE DE PRESENTATION DE M. MARIN A LA COMMISSION

1. A sa séance du 5.2.1986 la Commission a adopté, pour transmission au Conseil et au Parlement européen, une communication et un projet de décision du Conseil relatif au lancement d'un programme de promotion des échanges de jeunes dans la Communauté, le programme "YES pour l'Europe" (Com(86)PV813, P 19)
2. Cette proposition a été discutée par le Parlement européen qui a adopté son avis y relatif le 13.9.86., et par le Comité Economique et Social, dont l'avis date du 17.9.86.
3. Le but de la présente proposition amendée est de tenir compte de certains des amendements proposés par ces deux instances, ainsi que d'ajouter des clarifications et précisions au texte, notamment par la mise en place d'un Comité Consultatif suivant la proposition de la Commission en matière de "Comitologie". Aucun changement fondamental ou financier n'est proposé.
4. La Présidence belge espère que les discussions sur la proposition de la Commission puissent arriver à leur fin pendant le mois d'avril, afin que le Conseil puisse statuer en mai ou juin.
5. La Commission est invitée à approuver le projet de communication ainsi que le projet de décision amendée du Conseil, et leur transmission au Conseil et au Parlement européen.

Proposition modifiée de

DECISION DU CONSEIL

établissant un programme d'action "YES pour l'Europe"
pour promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté

(présentée par la Commission au Conseil en vertu
du second paragraphe de l'article 149 du traité CEE)

EXPOSE DES MOTIFS

1. Une proposition de Décision du Conseil établissant un programme d'action "YES pour l'Europe" pour promouvoir les échanges de jeunes dans le Communauté a été présentée au Conseil le 5 mars 1986 (1). Le Parlement européen a donné son avis sur cette proposition le 13 novembre 1986 (2) et le Comité économique et social, le 17 septembre 1986 (3); et le Forum de la jeunesse a présenté des observations formelles.
2. Le but de cette proposition modifiée est de tenir compte de ces avis; elle incorpore en substance un certain nombre d'amendements proposés par le Parlement européen et le Comité économique et social, de même que certaines modifications et clarifications considérées comme souhaitables au cours des discussions qui ont suivi la publication de la proposition initiale.
3. Les modifications de fond que la Commission a apportées à sa proposition initiale (c'est-à-dire, les modifications autres que les clarifications) sont les suivantes :
 - (a) A l'article 2, la définition des termes "échanges de jeunes" a été élargie de manière à faire apparaître de manière plus explicite que les manifestations tant multilatérales que bilatérales sont concernées, et l'âge minimum des jeunes pouvant y participer a été abaissé à 15 ans. Cette réduction a été proposée par différentes institutions, notamment le Parlement européen, et la Commission reconnaît que dès l'âge de 15 ans les jeunes peuvent tirer profit de l'expérience d'apprentissage pratique qu'un échange de jeunes bien organisé et structuré peut représenter. (Cette modification de la fourchette d'âge est reprise en différents autres points de la proposition de décision et de l'annexe.)
 - (b) Les objectifs ont été ajustés, essentiellement à des fins de clarification. Un objectif supplémentaire (nouveau sous-paragraphe 3(d) a été inclus pour tenir compte de l'amendement parlementaire relatif au soutien des liens entre jeunes.
 - (c) L'article 4 a été profondément remanié, pour tenir compte de la proposition faite par la Commission sur la structure des comités créés en vertu des actes communautaires faisant suite à l'adoption de l'Acte unique. La proposition initiale stipulait que la Commission devait consulter les Etats membres; la proposition modifiée institue un comité consultatif officiel dans lequel le Conseil de l'Europe (compte tenu de l'expérience en matière d'oeuvre internationale pour la jeunesse de son Centre et de son Fonds européen de la jeunesse), et le Forum de la jeunesse, auraient un statut d'observateurs. Par suite de cet amendement, les anciens articles 4.2 et 4.4 deviennent les nouveaux articles 5 et 6 et les articles suivants sont renumérotés.
 - (d) Diverses modifications de moindre importance ont été apportées à l'ancien article 5 (nouvel article 7), notamment à des fins de clarification.

1 COM(86)52 final, JO C ... du ...

2 JO

3 JO

(e) L'article premier de l'annexe à la décision a été profondément remanié. Les principaux effets de ce remaniement sont les suivants :

- redéfinir et clarifier la définition des échanges prévus au programme;
- accepter la recommandation du Parlement voulant que dans certains cas la contribution du programme aux frais autres que les frais de voyage des échanges de jeunes puisse représenter jusqu'à 75%;
- adopter, en tant que facteurs de répartition des aides, trois éléments spécifiques, outre le nombre de jeunes de 15 à 25 ans :
 - . le coût de vie moyen dans chacun des Etats membres par rapport à la moyenne communautaire;
 - . la distance géographique entre les Etats membres;
 - . l'équilibre du flux des échanges à l'intérieur de la Communauté.

Dans cette nouvelle version de l'article 2 de l'annexe, la distinction entre les échanges de plus longue durée (sous-paragraphe (a) et (b) du texte initial) a été supprimée. La valeur de cette distinction a été fortement contestée, et ces deux activités étant incluses dans la définition des échanges de jeunes donnée dans le nouvel article 2 de la décision, il ne semble y avoir aucune raison de maintenir ici cette distinction. Cette modification n'amoindrit pas le soutien de la Commission aux activités multilatérales qui, elles-mêmes, ont obtenu le soutien du Parlement non seulement dans son avis sur le programme "YES pour l'Europe", mais également dans la résolution du Parlement du 16.12.1983 sur un programme européen de service des jeunes. Toutefois, il ne semble plus nécessaire de distinguer formellement ce type d'activité de toutes les autres étant donné qu'il est également inclus dans la nouvelle définition des échanges de jeunes.

(f) L'article 4 de l'annexe a été modifié à des fins de clarification, et pour introduire certaines des opinions qui ont été émises à différents stades.

4. Par contre, la Commission s'est prononcée contre la modification du texte aux points suivants :

- (a) Aucune modification n'a été apportée au préambule. En particulier il n'est fait aucune mention du nouvel article 100 du traité CEE prévu par l'Acte unique, étant donné que le fondement juridique de cette proposition n'est pas concerné par cet article.
- (b) En ce qui concerne la proposition de modification de la fourchette d'âge de 16 à 25 ans (proposition initiale) à 15 à 26 ans (proposition du Parlement européen), la Commission propose d'abaisser la limite d'âge inférieure à 15 ans mais de maintenir la limite

d'âge supérieure à 25 ans. Cette limite ne constitue pas uniquement la limite supérieure des "jeunes" dans le cadre d'autres règlements communautaires importants (par exemple, dans le cas du Fonds social européen), mais elle coïncide aussi avec la limite d'âge supérieure de la plupart des programmes similaires des Etats membres. Il convient de noter que cette fourchette d'âge ne s'applique qu'aux participants aux échanges de jeunes (action A), et que les autres activités proposées (actions B-G) ne comportent aucune restriction quant à l'âge.

- (c) Compte tenu de la définition modifiée des "échanges de jeunes" donnée à l'article 2 de la décision, qui indique clairement que les activités tant multilatérales que bilatérales sont comprises, la Commission n'a accepté aucune des propositions visant à mettre l'accent sur les activités multilatérales. Tant les activités multilatérales que bilatérales sont importantes et il serait injuste de favoriser l'un ou l'autre aspect du programme étant donné que les conditions et les programmes existant dans les Etats membres varient aussi largement. Au contraire, il serait inutile de ménager une certaine souplesse qui permettrait au programme de répondre à l'expérience actuelle des Etats membres et de se fonder sur cette expérience.
- (d) En ce qui concerne la question budgétaire, le Parlement a proposé une augmentation du budget estimé de 30 millions d'Ecus sur trois ans à 50 millions d'Ecus sur la même période. La Commission n'a pas accepté cette suggestion, d'une part, parce que dans un grand nombre d'Etats membres les activités proposées démarreront avec très peu de préparation et que le programme devra donc être mis en place progressivement et, d'autre part, parce que la situation financière de la Communauté en général ne permet pas, semble-t-il, une extension budgétaire de ce niveau à ce stade. De ce fait, la Communauté prendrait modestement part au lancement du programme, mettant l'accent sur la qualité des arrangements et des infrastructures qui devront être mis au point.
- (e) Sur la question des obstacles juridiques et administratifs aux échanges de jeunes, la Commission estime que la législation et la jurisprudence de la Communauté sur la libre circulation des travailleurs sont largement inapplicables, étant donné la nature et la durée des échanges de jeunes et elle n'a donc pas accepté la suggestion du Parlement de faire référence aux possibilités que confère cette législation. D'autre part, les références faites dans le nouvel article 7(b) de la décision modifiée au maintien des droits sociaux acquis renforce le texte de l'ancien article 5(b).
- (f) Différentes autorités, notamment le Parlement et le Comité économique et social, ont soulevé la question de l'extension du programme aux jeunes à l'extérieur de la Communauté. Il a également été noté que la première conférence des ministres européens responsables de la jeunesse, qui s'est tenue au Conseil de l'Europe en décembre 1985, a invité le Conseil de l'Europe à promouvoir, en liaison avec la Communauté européenne, un vaste programme d'échange des jeunes. La Commission attend avec intérêt

les propositions complémentaires du Conseil de l'Europe, mais estime que les premières années d'application du programme "YES pour l'Europe" devraient servir essentiellement à faire des échanges de jeunes une activité reconnue et estimée dans tous les Etats membres de la Communauté, y compris ceux où ils sont peu pratiqués pour l'instant. La Commission considère également que les propositions "YES pour l'Europe" répondent pleinement au mandat qu'a donné le Conseil européen en adoptant les propositions relatives à "l'Europe des citoyens" lors de sa réunion de Milan en juin 1985. L'objectif initial de ces propositions, rappelons-le, était de renforcer "l'image et l'identité" de la Communauté vis-à-vis tant de ses citoyens que du monde extérieur. Pour toutes ces raisons, de même que pour des motifs d'ordre pratique, la Commission ne pense pas que le programme doive être élargi pour l'instant à l'extérieur de la Communauté et n'a accepté aucune modification dans ce sens. Néanmoins, la Commission suivra l'évolution de la situation au fur et à mesure que le programme sera mis sur pied.

(g) La Commission a redéfini, à des fins de clarification, le texte de l'article 4(c) de l'annexe relatif à la Carte jeune européenne, mais n'a pas accepté les observations particulières présentées par le Parlement. Ces observations suggèrent en effet une carte d'usage plus limitée que celle qui est déjà disponible dans certains Etats membres, et il semble approprié de maintenir le texte initial, plus général et par conséquent plus large. Signalons que la Commission soutient déjà la coopération entre les cartes jeunes existantes, et on espère que davantage d'Etats membres seront en mesure de coopérer dans ce domaine de travail en temps utile.

(h) La Commission n'a pas accepté la proposition voulant qu'une partie de la contribution financière communautaire soit spécifiquement consacrée aux initiatives prises par les organisations de jeunes. Cela ne veut pas dire que ces organisations doivent être exclues du programme; en effet, il serait difficile d'envisager le fonctionnement du programme sans les organisations de jeunes. Toutefois, l'importance de ces organisations, et l'appel qu'elles adressent aux jeunes, diffèrent d'un Etat membre à l'autre, de même que la définition de ce qu'est ou n'est pas une organisation de jeunes. En tout cas, il ne serait pas approprié de réserver une partie des fonds d'un programme d'intention générale aux bénéficiaires sur la base de leur structure juridique ou organisationnelle plutôt que de la qualité de leurs projets.

5. Enfin, la Commission a pris acte de la demande adressée par le Parlement de présenter d'autres propositions dans le domaine des échanges scolaires, demande qui a été répercutée. La Commission reconnaît qu'à la suite de l'adoption par le Conseil européen du rapport relatif à "l'Europe des citoyens", et de l'invitation faite aux institutions communautaires de prendre les mesures nécessaires pour sa mise en application, la Communauté fera en sorte de faciliter ces échanges et de participer à leur coût. La Commission estime que cette contribution doit être liée aux efforts réalisés pour améliorer l'enseignement des langues étrangères dans la Communauté européenne de même que pour promouvoir la dimension européenne en matière d'éducation. Elle présentera les propositions appropriées en temps utile, en tenant compte tant du développement des travaux dans ces domaines que de la situation financière de la Communauté.

PROPOSITION INITIALE

PROPOSITION MODIFIEE

Titre, visas, considérants

inchangés

Article premier

inchangé

Article 2

Dans la présente décision, les termes "échanges de jeunes" désignent tous les types de séjours d'une durée comprise normalement entre une et trois semaines effectués par des jeunes de 16 à 25 ans dans un Etat membre autre que celui où ils résident, en vue :

tirets

Article 2

Dans la présente Décision, les termes "échanges de jeunes" désignent les échanges et rencontres bilatéraux et multilatéraux effectués par des groupes de jeunes de 15 à 25 ans d'une durée minimum d'une semaine dans un Etat membre autre que celui où ils résident, en vue :

inchangés

Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION INITIALE

Article 3

Les objectifs du programme "YES pour l'Europe" sont les suivants :

a) promouvoir les échanges de jeunes dans les domaines économique, social, culturel et sportif dans la Communauté européenne en accroissant le nombre de jeunes concernés et en équilibrant le flux d'échanges entre les Etats membres;

b) améliorer la qualité des échanges de jeunes, notamment en aidant à leur préparation et à leur organisation afin de permettre aux jeunes d'en tirer le meilleur profit possible et de jouer également un rôle actif dans leur organisation;

PROPOSITION MODIFIEE

Article 3

Les objectifs du programme "YES pour l'Europe" sont les suivants :

a) promouvoir les échanges de jeunes dans les domaines économiques, sociaux, culturel et sportif, à l'avantage d'un nombre croissant de jeunes provenant de tous les Etats membres de la Communauté, y compris en particulier des régions dans lesquelles peu de possibilités d'échanges existent habituellement;

b) améliorer la qualité des échanges de jeunes tels que définis à l'article 2, notamment en aidant à leur préparation et à leur organisation afin de provoquer un maximum d'impact, ainsi que de permettre aux jeunes d'en tirer le meilleur profit possible, notamment en jouant un rôle actif dans l'organisation des échanges;

PROPOSITION INITIALE

PROPOSITION MODIFIEE

c) encourager la diversification des échanges de jeunes pour les étendre en particulier à des jeunes vivant dans des conditions sociales, économiques et culturelles différentes ainsi qu'à toutes les régions de la Communauté;

c) encourager la diversification des échanges de jeunes et leur rééquilibrage entre les Etats membres, notamment par la promotion d'échanges multi-latéraux, pour les étendre en particulier à des jeunes vivant dans des conditions sociales, économiques et culturelles diverses;

d) soutenir la réalisation d'activités européennes visant à développer des liens associatifs permanents et structurés entre des jeunes ou des groupes de jeunes de différents Etats membres;

d) rechercher les moyens de surmonter les obstacles financiers, juridiques et administratifs pouvant empêcher des jeunes de participer aux échanges ou entraver l'organisation de ceux-ci;

e) rechercher les moyens de surmonter les obstacles financiers, juridiques et administratifs pouvant empêcher des jeunes de participer aux échanges ou entraver l'organisation de ceux-ci;

e) déterminer, avec l'expérience, les nouvelles actions nécessaires au niveau national ou communautaire pour combler les lacunes constatées dans les programmes d'échange existants et pour en redéfinir les priorités.

f) définir, compte tenu des expériences acquises, des nouvelles actions en vue de combler les lacunes éventuelles constatées dans les programmes d'échange existant.

- 4 -

PROPOSITION INITIALE

Article 4

1. La Commission met en oeuvre le programme "YES pour l'Europe" sur la base des différentes incitations et mesures complémentaires.

PROPOSITION MODIFIEE

Article 4

1. La Commission applique le programme "YES pour l'Europe" conformément à cette Décision et son Annexe.

2. Dans l'exécution de cette tâche, la Commission est assistée par un comité consultatif. Ce comité est composé de deux représentants par Etat membre, nommés par la Commission sur proposition de l'Etat membre concerné. Les membres du comité peuvent se faire assister par des experts ou des conseillers. Le comité est présidé par un représentant de la Commission. Le secrétariat du comité est assuré par la Commission. Le Conseil de l'Europe et le Forum Jeunesse des Communautés européennes ont statut d'observateur à ce comité.

3. La Commission peut consulter le comité sur toute question concernant la mise en oeuvre du présent programme. La Commission consulte le comité sur :

- les orientations générales des mesures prévues par le programme;
- les questions d'équilibre général en ce qui concerne les différents types d'actions et les échanges entre Etats membres.

PROPOSITION MODIFIEE

4. Le comité délibère sur les demandes d'avis formulées par la Commission. Celle-ci, en sollicitant l'avis du comité, peut fixer le délai dans lequel l'avis doit être donné. Les délibérations du comité ne sont suivies d'aucun vote. Toutefois, chaque membre du comité peut exiger que son opinion soit consignée au procès verbal.

5. Les délibérations du comité sont confidentielles. Le comité arrête son règlement intérieur.

PROPOSITION INITIALE

PROPOSITION MODIFIEE

Article 5

2. Les crédits nécessaires pour financer ces mesures pendant la période 1987 à 1989 sont évalués à 30 millions d'ECUs.

Les crédits nécessaires pour financer le programme "YES pour l'Europe" la période 1987-1989 sont estimés à 30 millions d'ECUs.

3. La Commission consulte les représentants des Etats membres et du Forum de la jeunesse des Communautés européennes sur toutes les questions importantes touchant à la mise en oeuvre du programme.

Historical Archives of the European Commission

Article 6

4. La Commission veille à la compatibilité et à la complémentarité du présent programme avec les autres actions communautaires relatives aux échanges de jeunes, et notamment les actions prévues par la décision 84/636/CEE. Elle assurera la complémentarité de ses actions avec celles de la Fondation Européenne et elle entretiendra aussi des contacts réguliers avec les organisations internationales agissant dans le domaine des échanges des jeunes en coordonnant son action avec la leur.

La Commission veille à la compatibilité et à la complémentarité du présent programme avec les autres actions communautaires relatives aux échanges de jeunes, et notamment les actions prévues par la décision 84/636/CEE. Elle assurera la complémentarité de ses actions avec celles de la Fondation Européenne et elle entretiendra aussi des contacts réguliers avec les organisations internationales agissant dans le domaine des échanges des jeunes.

PROPOSITION INITIALEArticle 5

1. Les Etats membres apportent leur concours à la réalisation des objectifs du programme "YES pour l'Europe" exposés à l'article 3 de la présente décision et établissent un plan d'action approprié.

2. Chaque Etat membre est tenu en particulier :

a) de désigner ou de créer un ou plusieurs organismes compétentes qui assureront la coordination nationale pour le développement des échanges de jeunes au sein de la Communauté européenne. Si cet organe est autre que l'autorité désignée en vertu de l'article 7 paragraphe 2 de la décision n° 84/636/CEE, il agit en étroite collaboration avec ladite autorité;

b) de prendre au besoin les dispositions nécessaires pour garantir que le séjour à l'étranger de jeunes participant à des échanges agréés n'entraîne pas la perte du droit aux allocations de chômage ou à des indemnités équivalentes.

PROPOSITION MODIFIEEArticle 7

1. Les Etats membres apportent leur concours à la réalisation des objectifs du programme "YES pour l'Europe" exposés à l'article 3 de la présente décision en prenant à cette fin les mesures appropriées.

2. Chaque Etat membre :

a) désigne ou crée une ou plusieurs structures compétentes assurant la coordination à l'échelon national de la mise en oeuvre du programme, sans que pour autant ce mandat soit exclusif de toute autre mission;

b) prend au besoin les dispositions nécessaires pour garantir que le séjour à l'étranger de jeunes participant à des échanges au titre du programme n'entraîne pas la perte de droits acquis, notamment ceux qui sont liés aux prestations sociales.

- 9 -

PROPOSITION INITIALE

Articles 6, 7, 8

PROPOSITION MODIFIEE

deviennent Articles 8, 9, 10

Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION INITIALEANNEXE A LA PROPOSITION DE DECISIONSUR LE PROGRAMME "YES POUR L'EUROPE"

1. Le programme "YES pour l'Europe" regroupe un ensemble de mesures visant à promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté européenne. Ces mesures concernent les jeunes de 16 à 25 ans ainsi que les organisations de jeunes, les animateurs socio-éducatifs, les organisations non gouvernementales, les pouvoirs publics et tous les autres organes susceptibles de jouer un rôle dans la promotion ou l'organisation d'échanges de jeunes.

PROPOSITION MODIFIEEANNEXE A LA PROPOSITION DE DECISIONSUR LE PROGRAMME "YES POUR L'EUROPE"

1. Le programme "YES pour l'Europe" regroupe un ensemble de mesures visant à promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté européenne. Ces mesures concernent les jeunes de 15 à 25 ans ainsi que les organisations de jeunes, les animateurs socio-éducatifs, les organisations non gouvernementales, les pouvoirs publics et tous les autres organes susceptibles de jouer un rôle dans la promotion ou l'organisation d'échanges de jeunes.

PROPOSITION INITIALE

2. Les mesures suivantes seront mises en oeuvre pour améliorer l'aide directe aux échanges de jeunes :

A. Aide financière directe aux échanges de jeunes, à l'exclusion des échanges organisés dans le cadre des systèmes traditionnels d'éducation et de formation. Cette aide transitera normalement par les organes désignés en vertu des dispositions de l'article 5, paragraphe 2, de la décision. Les objectifs quantitatifs assignés à chaque Etat membre seront en fonction du nombre de jeunes dans sa population. L'aide ira par priorité:

a) aux échanges d'une durée minimum d'une semaine qui :

- réunissent des jeunes de différents contextes sociaux, économiques et culturels;
- sensibilisent les jeunes à la dimension européenne;
- bénéficient aussi à des jeunes défavorisés;

PROPOSITION MODIFIEE

2. Les mesures suivantes peuvent être mises en oeuvre pour améliorer l'aide directe et indirecte aux échanges de jeunes :

A. Aide financière aux échanges de jeunes qui procèdent d'une démarche pédagogique explicite, exprimé sous forme de projet cohérent et permettant, dans la mesure du possible, de mesurer l'impact ou les retombées de l'échange, en termes de coopération ou de formation personnelle ou de groupe. Ne sont pas pris en compte les échanges qui s'inscrivent dans le contexte d'un programme scolaire ou de formation professionnelle. Cette aide comportera notamment une contribution, dont le montant peut varier en fonction de la distance, aux frais de voyage entre le lieu de résidence et le lieu où se déroule l'échange (aller et retour), cette contribution ne devait pas dépasser 75% des frais encourus. Dans le calcul de cette aide, des objectifs quantitatifs seront assignés à chaque Etat membre, en fonction du nombre de jeunes dans sa population. Ce calcul tiendra également compte:

PROPOSITION INITIALE

- concernent des régions de la Communauté avec lesquelles les échanges de jeunes sont moins pratiqués.
 - ont été conçus et organisés par des groupes de jeunes eux-mêmes;
- b) aux échanges de plus longue durée, y compris les camps de travail volontaire, qui :
- réunissent des jeunes d'au moins six Etats membres pour étudier et travailler sur un projet d'intérêt communautaire.

PROPOSITION MODIFIEE

- du niveau moyen du coût de vie dans chacun des Etats membres, par rapport à la moyenne communautaire;
- de l'éloignement géographique entre les Etats membres;
- du rééquilibrage des flux d'échanges au sein de la Communauté.

L'aide ira par priorité aux échanges qui :

- réunissent des jeunes de différents contextes sociaux, économiques et culturels;
- sensibilisent les jeunes à la dimension européenne;
- bénéficient aussi à des jeunes défavorisés;
- ont été conçus et organisés par des groupes de jeunes eux-mêmes;
- concernent des régions de la Communauté où normalement sont disponibles peu de possibilités d'échange.

Annexe

Annexe

PROPOSITION INITIALE

PROPOSITION MODIFIEE

Actions B et C

inchangées

Historical Archives of the European Commission

Annexe

Annexe

PROPOSITION INITIALE

D. Aides à l'organisation de visites brèves à l'étranger liées à la préparation d'échanges visant à permettre aux jeunes de suivre une partie reconnue de leur formation professionnelle dans un autre Etat membre.

PROPOSITION MODIFIEE

D. Aides à l'organisation de visites brèves à l'étranger liées à la préparation d'échanges de jeunes dans le contexte de leur formation professionnelle.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION INITIALE

E. Aide à la mise en place et au développement d'activités spécifiques organisées ou financées par les agences de coordination désignées des échanges de jeunes au sein des Etats membres. Ces activités seront liées au développement:

- a) d'une politique d'information interne, comprenant la mise à jour d'une base de données rassemblant toutes les possibilités d'échanges de jeunes et toutes les sources de financement; l'information et la formation des organisateurs d'échanges; la diffusion de l'information auprès des jeunes et des organisateurs d'échanges tant au niveau régional que local;
- b) d'une politique d'information externe des agences de coordination d'autres Etats membres avec mise en place d'une information multilingue et d'un service de consultation pour les jeunes à l'étranger et les organisateurs d'échanges de jeunes accueillis dans le pays;

PROPOSITION MODIFIEE

E. Aide à la mise en place et au développement d'activités spécifiques organisées ou financées par les structures visées à l'article 7.2 de cette Décision. Ces activités seront notamment liées au développement :

- a) d'une politique d'information interne, comprenant la mise à jour d'une base de données rassemblant toutes les possibilités d'échanges de jeunes et toutes les sources de financement; l'information et la formation des organisateurs d'échanges; la diffusion de l'information auprès des jeunes et des organisateurs d'échanges tant au niveau régional que local;
- b) d'une politique d'information externe des agences de coordination d'autres Etats membres avec mise en place d'une information multilingue et d'un service de consultation pour les jeunes venant de l'étranger, ainsi que pour les organisateurs d'échanges de jeunes accueillis dans le pays;

PROPOSITION INITIALE

c) de services consultatifs pouvant assurer une orientation pratique sur la préparation des échanges de jeunes et offrir des cours de formation, notamment linguistique, aux organisateurs d'échanges. Les agences constitueront également le canal par lequel transiteront normalement les aides prévues par le programme "Yes pour l'Europe".

PROPOSITION MODIFIEE

c) de services de consultation pouvant assurer une orientation pratique sur la préparation des échanges de jeunes et offrir des cours de formation, notamment linguistique, aux organisateurs d'échanges. Ces structures constitueront notamment le canal par lequel transiteront normalement les aides prévues par le programme "Yes pour l'Europe".

PROPOSITION INITIALE

F. Aide à la formation européenne d'animateurs socio-éducatifs en vue de mieux organiser et de mieux tirer partie des échanges de jeunes.

4. La Commission complétera les mesures mentionnées aux paragraphes 2 et 3, en

- a) organisant les agences de coordination nationales en réseaux;
- b) produisant et diffusant l'information et la documentation ainsi qu'en favorisant les échanges d'expériences;
- c) suivant leur mise en oeuvre et analysant les tendances ainsi que divers problèmes tels que l'élimination des obstacles juridiques et administratifs, les tendances concernant les réductions pour les voyages ou la faisabilité d'une carte jeune européenne;

PROPOSITION MODIFIEE

F. Aide à la formation européenne d'animateurs socio-éducatifs en vue de mieux organiser et de mieux tirer partie des échanges de jeunes.

3. La Commission peut compléter les mesures mentionnées aux paragraphes 2, en

- a) favorisant les contacts entre les différentes structures visées sous l'article 7.2 de cette Décision;
- b) facilitant la production et la diffusion de l'information et la documentation ainsi qu'en favorisant les échanges d'expériences et la recherche de méthodologies appropriées;
- c) promouvant la mise en oeuvre de mesures pratiques tendant à favoriser la mobilité de jeunes dans les différents Etats membres, y compris la réalisation d'une Carte Jeune européenne, en vue de faciliter leur accession à des services existants à l'échelon national.

PROPOSITION INITIALE

d) fournissant le support technique nécessaire à la mise en oeuvre de programmes d'aides et de subventions.

5. Pour bénéficier de l'aide communautaire, les projets doivent répondre à certains critères de qualité, d'impact et d'efficacité en ce sens qu'ils doivent contribuer à équilibrer les échanges de jeunes entre les Etats membres et à leur faire prendre conscience de leur appartenance à l'Europe.

PROPOSITION MODIFIEE

d) fournissant le support technique nécessaire à la mise en oeuvre de programmes d'aides et de subventions.

4. Pour bénéficier de l'aide communautaire, les projets doivent répondre à certains critères communs de qualité, d'impact et d'efficacité se référant aux objectifs du Programme.

Historical Archives of the European Commission

COM(87) 76

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

E/206/87

ACCELEREE

Délai:

VENDREDI 20 FEVRIER 1987 - 12 H

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : "Yes pour l'Europe"
- programme d'action

Proposition de M. MARIN

Décision proposée

- approuver le projet de proposition modifiée de décision du Conseil établissant un programme d'action "yes pour l'Europe" pour promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté (présentée en vertu de l'art. 149 al.2 CEE)
- accompagné d'un exposé des motifs.
- transmettre cette proposition modifiée pour une nouvelle consultation au Parlement Européen.

Commentaire

La présente proposition modifiée tient compte de certains des amendements proposés par le Parlement Européen et par le Comité Economique et Social à la proposition de décision adoptée par la Commission le 5.3.1986. (COM(86)58).

En outre, elle ajoute des

clarifications et précisions au texte, notamment par la mise en place d'un Comité Consultatif suivant la proposition de la Commission en matière de "Comitologie". Aucun changement fondamental ou financier n'est proposé.

S'agissant d'une proposition qui doit être discutée en groupe au Conseil le 20 février, Monsieur le Président a donné son assentiment pour l'engagement d'une procédure écrite accélérée.

R. GACHOT

Directeur

p.j.

Copie à : MM. DEGIMBE, FROSCHMAIER, EHLERMANN

p.inf. : M. MAYHEW

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG DE L'EMPLOI, AFF. SOC. ET EDUCATION .

Services associés
- pour accord -

DG DE L'INFORMATION, COMMUNICATION, CULTURE : accord
SECRETARIAT GENERAL : accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable (sous réserve
d'une dernière vérification
des textes)

Langue originale

: F

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

Geänderter Vorschlag für die Förderung des Jugendaustauschs in der Europäischen Gemeinschaft : Das "YES für Europa-Programm (COM(86) 52 endg. vom 5. März 1986

Einleitender Vermerk von Herrn Marin für die Kommission

1. Auf ihrer Sitzung am 5.2.1986 hat die Kommission - im Hinblick auf die Vorlage an den Rat und an das Europäische Parlament - eine Mitteilung und den Vorschlag für eine Entscheidung des Rates über ein Aktionsprogramm "YES für Europa" zur Förderung des Jugendaustauschs in der Gemeinschaft angenommen.
2. Dieser Vorschlag wurde vom Europäischen Parlament und vom Wirtschafts- und Sozialausschuß erörtert; ihre Stellungnahmen wurden am 13.11.86 bzw. am 17.9.86 angenommen.
3. Ziel des vorliegenden Vorschlags ist es, einige der von den beiden Instanzen geäußerten Änderungsvorschläge zu berücksichtigen, sowie dem Text gewisse Klarstellungen und Präzisierungen einzufügen, insbesondere im Hinblick auf die Einrichtung eines beratenden Ausschusses gemäß den Kommissionsvorschlägen im Bereich der "Komitologie". Es werden keine grundsätzlichen oder finanzielle Änderungen vorgeschlagen.
4. Die belgische Präsidentschaft hofft, daß die Erörterungen über den Kommissionsvorschlag im April abgeschlossen werden können, so daß der Rat im Mai oder Juni eine Entscheidung treffen kann.
5. Die Kommission wird gebeten, den Entwurf der Mitteilung und den überarbeiteten Entwurf der Ratsentscheidung anzunehmen und ihrer Vorlage an den Rat und das Europäische Parlament zuzustimmen.

Geänderter Vorschlag für eine

ENTSCHEIDUNG DES RATES

Über ein Aktionsprogramm zur Förderung
des Jugendaustauschs in der Gemeinschaft -

"YES für Europa"

(von der Kommission nach Artikel 149 Absatz 2
des EWG-Vertrags dem Rat vorgelegt)

Historical Archives of the European Commission

ERLÄUTERUNGEN

1. Der Vorschlag für eine Entscheidung des Rates über ein Aktionsprogramm zur Förderung des Jugendaustauschs in der Gemeinschaft - "YES für Europa" - ist dem Rat am 5. März 1986 vorgelegt worden¹. Das Europäische Parlament und der Wirtschafts- und Sozialausschuß gaben am 13. November 1986² bzw. am 17. September 1986³ Stellungnahmen zu diesem Vorschlag ab; das Jugendforum hat sich formell dazu geäußert.
2. Ziel dieses geänderten Vorschlags ist es, diese Stellungnahmen zu berücksichtigen; er bezieht im wesentlichen mehrere vom Europäischen Parlament und dem Wirtschafts- und Sozialausschuß vorgeschlagene Änderungen sowie gewisse Änderungen und Klarstellungen ein, die sich im Verlauf der Erörterungen im Anschluß an die Veröffentlichung des ursprünglichen Vorschlags als erforderlich erwiesen haben.
3. Die wesentlichen Änderungen, welche die Kommission an ihrem ursprünglichen Vorschlag vorgenommen hat (d.h. ausgenommen Klarstellungen), sind folgende:
 - a) In Artikel 2 wurde der Begriff "Jugendaustausch" erweitert, sodaß ausdrücklich mehrseitige und zweiseitige Vorhaben erfaßt werden. Das Mindestalter für die in Betracht kommenden Jugendlichen wurde auf 15 Jahre gesenkt. Dies hatten verschiedene Stellen, einschließlich des Europäischen Parlaments vorgeschlagen, und die Kommission erkennt an, daß Jugendliche im Alter von 15 Jahren Nutzer aus dieser Art praktischer Lernerfahrung ziehen können, die ein gut organisierter und strukturierter Jugendaustausch vermitteln sollte. (Diese Änderung der Altersgruppe wird auch an anderen Stellen des Entscheidungsentwurfs und im Anhang wirksam).
 - b) Die Zielsetzungen sind im wesentlichen im Sinne einer Klarstellung angepaßt worden. Ein weiteres Ziel (Artikel 3 Buchstabe d)) wurde hinzugefügt, um der vom Parlament vorgeschlagenen Änderung betreffend die unterstützenden Verbindungsstrukturen zwischen den jungen Menschen Rechnung zu tragen.
 - c) Artikel 4 wurde weitgehend neu gefaßt, um den Vorschlag der Kommission für die Struktur des Ausschusses zu berücksichtigen, der durch Gemeinschaftsinstrumente im Anschluß an die Annahme der einheitlichen Europäischen Akte eingesetzt wurde. Nach dem ursprünglichen Vorschlag sollte die Kommission die Mitgliedstaaten konsultieren; mit dem geänderten Vorschlag wurde ein formeller Beratender Ausschuß eingesetzt, in dem der Europarat (in Anbetracht der Erfahrungen seines Europäischen Jugendzentrums und seines Europäischen Jugendwerks auf dem Gebiet der internationalen Jugendarbeit) und das Jugendforum als Beobachter vertreten sein werden. Wegen dieser Änderung werden die früheren Artikel 4 Absatz 2 und Absatz 4 zu den neuen Artikeln 5 und 6, und die nachfolgenden Artikel sind neu beziffert.
 - d) Der frühere Artikel 5 (neuer Artikel 7) wurde an verschiedenen Stellen geringfügig geändert; es handelt sich insbesondere um Klarstellungen.
 - e) Ziffer 2 des Anhangs zu der Entscheidung wurde weitgehend neu gefaßt. Diese Neufassung hat hauptsächlich folgende Wirkung:

¹ KOM(86) 52 endg., ABL. Nr. C ... vom ...

² ABL. Nr.

³ ABL. Nr.

- Neufestlegung und Klarstellung der Definition von Austauschvorhaben, die in das Programm einbezogen werden;
- Annahme der Empfehlung des Parlaments, die sonstigen Kosten des Jugendaustauschs außer den Reisekosten bis zu 75% zu finanzieren;
- Annahme der folgenden drei spezifischen Elemente als Kriterien für die Zuteilung der Zuschüsse zusätzlich zu der Zahl der jungen Menschen in der Altersgruppe von 15 bis 25 Jahren:
 - ° die durchschnittlichen Lebenserhaltungskosten in den einzelnen Mitgliedstaaten verglichen mit dem Gemeinschaftsdurchschnitt;
 - ° die räumliche Entfernung zwischen den Mitgliedstaaten;
 - ° die Ausgewogenheit der Austauschbewegungen innerhalb der Gemeinschaft;

In dieser geänderten Fassung von Ziffer 2 des Anhangs wurde die Unterscheidung zwischen Austauschvorhaben im allgemeinen und Austauschvorhaben mit längerer Dauer (Buchstaben a) und b) des ursprünglichen Textes) aufgehoben. Die Zweckmäßigkeit dieser Unterscheidung war stark in Frage gestellt worden; da beide Tätigkeiten unter die Definition des Begriffs Jugendaustausch nach Artikel 2 der Entscheidung fallen, erscheint es nicht notwendig, hier die Unterscheidung beizubehalten. Durch diese Änderung wird die von der Kommission gewährte Unterstützung für mehrseitige Austauschvorhaben nicht vermindert; diese werden auch vom Parlament, und zwar nicht nur in der Stellungnahme zum YES-Programm, sondern auch in der EntschlieÙung des Parlaments vom 16.12.1983 über die Einführung eines europäischen Programms für einen freiwilligen Dienst von Jugendlichen unterstützt. Eine formelle Unterscheidung dieser Art von Tätigkeit von allen sonstigen Tätigkeiten erscheint jedoch nicht länger notwendig, da auch sie durch die neue Definition des Jugendaustauschs erfaßt wird.

f) Ziffer 4 des Anhangs wurde geändert, um einiges klarzustellen und Gedanken aufzunehmen, die auf verschiedenen Ebenen geäußert worden waren.

4. Dagegen hat die Kommission sich an folgenden Stellen gegen eine Änderung des Textes entschieden:

- a) Unverändert geblieben ist die Präambel. Insbesondere wurde der neue Artikel 100 des EWG-Vertrags nach der Einheitlichen Europäischen Akte nicht erwähnt, da die Rechtsgrundlage des Vorschlags davon unberührt bleibt.
- b) Zu der vorgeschlagenen Änderung der Altersgruppe 16 bis 25 (wie ursprünglich vorgeschlagen) in 15 bis 26 (wie vom Europäischen Parlament vorgeschlagen) empfiehlt die Kommission eine Senkung der unteren Altersgrenze auf 15, dagegen die Beibehaltung der oberen Altersgrenze von 25. Dies ist nicht nur die übliche obere Altersgrenze für "junge Menschen" nach den meisten anderen Rechtsakten der Gemeinschaft (beispielsweise beim Europäischen Sozialfonds), sondern sie deckt sich auch mit der oberen Altersgrenze in den meisten ähnlichen Programmen der Mitgliedstaaten. Es sei jedoch bemerkt, daß diese Altersgruppe nur für Teilnehmer an Jugendaustauschvorhaben (Aktion A) gilt; bei den sonstigen vorgeschlagenen Tätigkeiten (Aktionen B bis G) gibt es keine Altersgrenzen.
- c) In Anbetracht der geänderten Definition des Begriffs "Jugendaustausch" in Artikel 3 der Entscheidung, mit der klargestellt wird, daß sowohl mehrseitige als auch zweiseitige Tätigkeiten einbezogen werden, hat die Kommission Vorschläge zur Verlegung des Schwergewichts auf mehrseitige

Tätigkeiten abgelehnt. Sowohl mehrseitige als auch zweiseitige Tätigkeiten hätten ihren Wert, und es wäre falsch, das Programm in diese oder die andere Richtung zu lenken, da die Verhältnisse und vorhandenen Programme in den Mitgliedstaaten sehr unterschiedlich sind. Dagegen erscheint es wichtig, einen gewissen Grad an Flexibilität einzubeziehen, damit das Programm auf die bisherigen Erfahrungen der Mitgliedstaaten reagieren und auf sie aufbauen kann.

- d) Was die Mittelausstattung des Programms anbelangt, so schlug das Parlament eine Aufstockung der veranschlagten Mittel von 30 Mio ECU für einen Zeitraum von drei Jahren auf 50 Mio ECU für den gleichen Zeitraum vor. Die Kommission hat diesen Vorschlag nicht angenommen, teils weil die vorgeschlagenen Tätigkeiten in mehreren Mitgliedstaaten auf einem niedrigen Stand der Vorbereitung beginnen und das Programm deshalb eine Anlaufphase benötigt; teils weil die finanziellen Verhältnisse in den Mitgliedstaaten im allgemeinen in dieser Phase eine Aufstockung der Mittel in dieser Höhe nicht zulassen. Das bedeutet, daß die Gemeinschaft in der Anlaufphase des Programms maßvoll vorgehen muß, indem sie das Schwergewicht auf die Qualität der Vorkehrungen und der zu entwickelnden Infrastrukturen legt.
- e) In der Frage der rechtlichen und administrativen Hemmnisse für den Jugendaustausch vertritt die Kommission die Auffassung, daß Rechtsvorschriften und Rechtssprechung der Gemeinschaft auf dem Gebiet der Freizügigkeit der Arbeitnehmer angesichts der Art und der Dauer des Jugendaustauschs weitgehend unanwendbar sind; deshalb lehnt sie den Vorschlag des Parlaments, auf die in den einschlägigen Rechtsvorschriften vorgesehenen Befugnisse Bezug zu nehmen, ab. Dagegen wird der Wortlaut des früheren Artikels 5 Buchstabe b) durch die in Artikel 7 Buchstabe b) der geänderten Fassung der Entscheidung enthaltene Bezugnahme auf die Erhaltung erworbener sozialer Ansprüche verstärkt.
- f) Mehrere Stellen, einschließlich Parlament und Wirtschafts- und Sozialausschuß, haben die Frage einer Ausdehnung des Programms auf Jugendliche, die nicht aus der Gemeinschaft stammen, aufgeworfen. Es wurde außerdem bemerkt, daß die erste Konferenz der für Jugendpolitik zuständigen europäischen Minister im Europarat vom Dezember 1985 an den Europarat appellierte, gemeinsam mit der Europäischen Gemeinschaft ein weitreichendes Jugendaustauschprogramm zu fördern. Die Kommission erwartet mit Interesse ergänzende Vorschläge des Europarates, ist aber der Ansicht, daß das YES-Programm sich in den ersten Jahren auf die Einführung eines Jugendaustauschs als einer in allen Mitgliedstaaten - einschließlich derer, in denen dies gegenwärtig kaum die Praxis ist - anerkannten und geschätzten Tätigkeit konzentrieren sollte. Die Kommission ist außerdem der Meinung, daß die Zielsetzungen des YES-Programms eindeutig dem vom Europäischen Rat bei der Zustimmung zu den Vorschlägen für ein "Europa der Bürger" auf seiner Tagung vom Juni 1985 in Mailand erteilten Mandat entsprechen. Bekanntlich war es das ursprüngliche Ziel dieser Vorschläge, das "Bild und die Identität" der Gemeinschaft bei ihren Bürgern und der Außenwelt zu stärken. Aus diesen Gründen sowie aus praktischen Erwägungen hält die Kommission es gegenwärtig nicht für angebracht, das Programm über die Gemeinschaft hinaus zu erweitern, und hat daher Änderungsvorschläge in dieser Richtung abgelehnt. Doch wird die Kommission diese Lage im Verlauf der Durchführung des Programms überprüfen.
- g) Die Kommission hat zur Klarstellung den Wortlaut von Ziffer 4 Buchstabe c) des Anhangs in bezug auf den Europäischen Jugendausweis neu definiert; die vom Parlament vorgebrachten spezifischen Bemerkungen hat sie jedoch nicht akzeptiert, weil der Vorschlag dahinging, einen in seiner Verwendung stärker begrenzten Ausweis als in einigen Mitgliedstaaten bereits

vorhanden einzuführen, und weil es zweckmäßiger erscheint, den allgemeineren und deshalb umfassenderen ursprünglichen Wortlaut unverändert zu lassen. Es sei bemerkt, daß die Kommission die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der bestehenden Jugendausweise bereits unterstützt, und es wird erwartet, daß mehr Mitgliedstaaten in absehbarer Zeit in der Lage sein werden, sich an diesen Arbeiten zu beteiligen.

- h) Die Kommission hat den Vorschlag, einen Teil des finanziellen Beitrags der Gemeinschaft speziell für Maßnahmen von Jugendorganisationen bereitzustellen, nicht akzeptiert. Das bedeutet jedoch nicht, daß diese Organisationen vom Programm ausgeschlossen werden sollen; es würde vielmehr recht schwierig sein, die Durchführung des Programms ohne Jugendorganisationen zu planen. Die Bedeutung solcher Organisationen und ihre Anziehungskraft auf einzelne Jugendliche sind jedoch von Mitgliedstaat zu Mitgliedstaat unterschiedlich; das gilt auch für die Definition dessen, was eine Jugendorganisation sein oder nicht sein soll. In jedem Fall wäre es unangemessen, einen Teil der Mittel eines absichtlich allgemein gehaltenen Programms den Begünstigten aufgrund ihrer rechtlichen oder organisatorischen Struktur statt aufgrund der Qualität ihrer Vorhaben vorzubehalten.

- 5. Schließlich hat die Kommission die Forderung des Parlaments zur Kenntnis genommen, weitere Vorschläge auf dem Gebiet des schulischen Austauschs zu unterbreiten, eine Forderung, die auch von anderen Seiten vertreten wurde. Die Kommission erkennt an, daß im Anschluß an die Zustimmung des Europäischen Rates zu dem Bericht über das "Europa der Bürger" und die Aufforderung an die Gemeinschaftsorgane, die erforderlichen Schritte zu seiner Verwirklichung zu ergreifen, auf Gemeinschaftsebene geeignete Vorkehrungen zu treffen sind, um Austauschvorhaben zu fördern und finanziell zu unterstützen. Ihrer Auffassung nach sollten derartige Vorkehrungen sich an den Anstrengungen orientieren, die zur Verbesserung des Fremdsprachenunterrichts in der Europäischen Gemeinschaft sowie zur Förderung einer europäischen Dimension im Bildungswesen erbracht werden. Die Kommission wird zu gegebener Zeit geeignete Vorschläge unterbreiten und dabei der Entwicklung der Arbeiten auf diesem Gebiet und den finanziellen Verhältnissen der Gemeinschaft Rechnung tragen.

URSPRÜNGLICHER TEXT

Titel, Bezugsgrundlagen und
Erwägungsgründe

Artikel 1

Artikel 2

Im Sinne dieser Entscheidung bezieht sich der Begriff "Jugendaustausch" auf alle normalerweise ein- bis dreiwöchigen Aufenthalte junger Menschen zwischen 16 und 25 Jahren in einem anderen Mitgliedstaat als ihrem Wohnsitzland, die so angelegt sind, daß sie den Jugendlichen ermöglichen:

Gedankenstriche

Artikel 3

Die Ziele von "Yes für Europa" sind folgende:

- a) Förderung des Jugendaustauschs in der Europäischen Gemeinschaft im Wirtschafts-, Sozial-, Kultur- und Sportbereich, und zwar sowohl was die zahlenmäßige Ausweitung als auch eine ausgewogene Austauschfähigkeit zwischen den Mitgliedstaaten anbelangt;

GEÄNDERTER TEXT

unverändert

unverändert

Artikel 2

Im Sinne dieser Entscheidung bezieht sich der Begriff "Jugendaustausch" auf mindestens einwöchige, zweiseitige und mehrseitige Austauschvorhaben und Begegnungen für Gruppen von jungen Menschen zwischen 15 und 25 Jahren in einem anderen Mitgliedstaat als ihrem Wohnsitzland, die so angelegt sind, daß sie den Jugendlichen ermöglichen:

unverändert

Artikel 3

Die Ziele von "Yes für Europa" sind folgende:

- a) Förderung des Jugendaustauschs im Wirtschafts-, Sozial-, Kultur- und Sportbereich zugunsten einer wachsenden Zahl von Jugendlichen aus allen Mitgliedstaaten der Gemeinschaft, insbesondere unter Einbeziehung der Regionen, in denen sich gewöhnlich wenig Austauschmöglichkeiten bieten;

URSPRÜNGLICHER TEXT

- b) qualitative Verbesserung des Jugendaustausches, namentlich durch eine Unterstützung bei der Vorbereitung und Durchführung von Austauschvorhaben, damit die betreffenden Jugendlichen den größtmöglichen Nutzen daraus ziehen und sich auch an der Konzeption des Austausches aktiv beteiligen können;
- c) Diversifizierung des Jugendaustauschs, um vor allem die Teilnahme Jugendlicher mit unterschiedlichem sozialem, wirtschaftlichem und kulturellem Hintergrund und aus allen Regionen der Gemeinschaft zu ermöglichen;
- d) Auffindung von Mitteln und Wegen zur Überwindung der finanziellen, rechtlichen und verwaltungsmäßigen Hindernisse, die eine Beteiligung an oder die Durchführung von Austauschvorhaben erschweren könnten;

GEÄNDERTER TEXT

- b) qualitative Verbesserung des Jugendaustauschs im Sinne des Artikels 2, namentlich durch eine Unterstützung bei der Vorbereitung und Durchführung von Austauschvorhaben, um eine möglichst breite Wirkung zu erzielen und damit die Jugendlichen den größtmöglichen Nutzen daraus ziehen können, insbesondere indem sie sich aktiv an der Konzeption des Austauschs beteiligen;
- c) Diversifizierung und ausgewogene Verteilung des Jugendaustauschs zwischen den Mitgliedstaaten, insbesondere durch Förderung mehrseitiger Austauschvorhaben, um vor allem die Teilnahme Jugendlicher mit unterschiedlichem sozialen, wirtschaftlichen und kulturellen Hintergrund zu ermöglichen;
- d) Unterstützung der Durchführung europäischer Tätigkeiten zur Entwicklung ständiger Verbindungsstrukturen zwischen Jugendlichen oder Gruppen von Jugendlichen aus den verschiedenen Mitgliedstaaten;
- e) Auffindung von Mitteln und Wegen zur Überwindung der finanziellen, rechtlichen und verwaltungsmäßigen Hindernisse, die eine Beteiligung an oder die Durchführung von Austauschvorhaben erschweren könnten;

URSPRÜNGLICHER TEXT

e) schrittweise Ermittlung von Lücken und neuen Prioritäten bei den vorhandenen Austauschregelungen, die eine zusätzliche Aktion entweder in den Mitgliedstaaten oder auf Gemeinschaftsebene erfordern könnten.

Artikel 4

1. Die Kommission führt das Programm "YES für Europa" auf der Grundlage der verschiedenen Anreize und ergänzenden Maßnahmen durch, die im Anhang erläutert werden.

GEÄNDERTER TEXT

f) Festlegung neuer Maßnahmen im Lichte der Erfahrungen, um etwaige beim Jugendaustausch festgestellte Lücken bei den vorhandenen Austauschprogrammen zu schließen.

Artikel 4

1. Die Kommission führt das Programm "YES für Europa" nach Maßgabe dieser Entscheidung und ihres Anhangs durch.

2. Bei der Wahrnehmung dieser Aufgabe steht der Kommission ein Beratender Ausschuß zur Seite. Er setzt sich aus zwei Vertretern je Mitgliedstaat zusammen, die von der Kommission auf Vorschlag des betreffenden Mitgliedstaats ernannt werden. Die Mitglieder können sich von Sachverständigen oder Beratern unterstützen lassen. Den Vorsitz des Ausschusses führt ein Vertreter der Kommission. Die Sekretariatsgeschäfte werden von der Kommission wahrgenommen. Der Europarat und das Jugendforum der Europäischen Gemeinschaften sind in diesem Ausschuß als Beobachter vertreten.

3. Die Kommission kann den Ausschuß zu allen Fragen bezüglich der Durchführung dieses Programms zu Rate ziehen. Sie konsultiert ihn bezüglich

URSPRÜNGLICHER TEXT

2. Die benötigten Mittel zur Finanzierung dieser Maßnahmen in den Jahren 1987 bis 1989 werden auf 30 Millionen ECU veranschlagt.

3. Zu allen wichtigen Fragen, welche die Durchführung des Programms betreffen, konsultiert die Kommission Vertreter der Mitgliedstaaten und das Jugendforum der Europäischen Gemeinschaften.

GEÄNDERTER TEXT

- der allgemeinen Leitlinien für die im Programm vorgesehenen Maßnahmen;
- Fragen hinsichtlich der allgemeinen Ausgewogenheit in Bezug auf die verschiedenen Arten von Aktionen und in Bezug auf den Austausch zwischen den Mitgliedstaaten.

4. Der Ausschuß berät über Anträge der Kommission, in denen sie den Ausschuß um Stellungnahme bittet; sie kann hierfür eine Frist setzen. Den Beratungen des Ausschusses folgt keine Abstimmung. Jedes Ausschußmitglied kann jedoch verlangen, daß seine Meinung zu Protokoll genommen wird.

5. Die Beratungen des Ausschusses sind vertraulich. Der Ausschuß gibt sich eine Geschäftsordnung.

Artikel 5

Die zur Finanzierung von "Yes für Europa" in der Zeit von 1987 bis 1989 erforderlichen Mittel betragen schätzungsweise 30 Mio ECU.

URSPRÜNGLICHER TEXT

4. Die Kommission sorgt dafür, daß dieses Aktionsprogramm und sonstige Gemeinschaftstätigkeiten, die den Jugendaustausch betreffen, insbesondere die nach Beschluß 84/636/EWG vorgesehenen Maßnahmen, miteinander vereinbar sind und einander ergänzen. Sie stellt insbesondere sicher, daß ihre Tätigkeiten diejenigen der Europäischen Stiftung ergänzen. Die Kommission trägt ferner für regelmäßige Kontakte und eine Koordinierung mit internationalen Organisationen, die auf dem Gebiet des Jugendaustauschs tätig sind, Sorge.

Artikel 5

1. Die Mitgliedstaaten unterstützen die Verwirklichung der in Artikel 3 genannten Ziele von "YES für Europa", gemäß Artikel 3 und stellen einen entsprechenden Aktionsplan auf.

2. Jeder Mitgliedstaat :

- (i) benennt oder schafft eine zuständige Einrichtung(en), die als einzelstaatliche Koordinierungsstelle für den Ausbau des Jugendaustauschs in der Europäischen Gemeinschaft fungiert. Handelt es sich um eine andere Stelle als die in Artikel 7 Absatz 2 des Beschlusses 84/636/EWG genannte Behörde, so ist eine enge Zusammenarbeit zwischen beiden herbeizuführen;

GEÄNDERTER TEXT

Artikel 6

Die Kommission sorgt dafür, daß dieses Aktionsprogramm und sonstige Gemeinschaftstätigkeiten, die den Jugendaustausch betreffen, insbesondere die nach Beschluß 84/636/EWG vorgesehenen Maßnahmen, miteinander vereinbar sind und einander ergänzen. Sie stellt insbesondere sicher, daß ihre Tätigkeiten diejenigen der Europäischen Stiftung ergänzen. Die Kommission trägt ferner für regelmäßige Kontakte mit internationalen Organisationen Sorge, die auf dem Gebiet des Jugendaustauschs tätig sind.

Artikel 7

1. Die Mitgliedstaaten unterstützen die Verwirklichung der in Artikel 3 genannten Ziele von "YES für Europa" und ergreifen die hierzu geeigneten Maßnahmen.

2. Jeder Mitgliedstaat :

- a) benennt oder schafft eine oder mehrere zuständige Einrichtungen, die auf einzelstaatlicher Ebene die Durchführung des Programms koordinieren, ohne daß sich dieses Mandat auf diese Aufgabe beschränken soll;

URSPRÜNGLICHER TEXT

(ii)leitet die erforderlichen Schritte ein, um gegebenenfalls zu gewährleisten, daß Auslandsaufenthalte Jugendlicher, die an anerkannten Jugendaustauschvorhaben teilnehmen, nicht zu einem Verlust des Anspruchs auf Arbeitslosenleistungen oder gleichwertigen Formen der Einkommensunterstützung führen.

Artikel 6, 7 und 8

ANHANG ZU DEM ENTSCHEIDUNGSENTWURF FÜR
FÜR DAS "YES FÜR EUROPA"-PROGRAMM

1. Das YES-Programm enthält verschiedene Anreize und ergänzende Maßnahmen, um den Jugendaustausch in der Europäischen Gemeinschaft zu fördern. Diese Maßnahmen sind auf junge Menschen zwischen 16 und 25 Jahren sowie Jugendverbände, Jugendbetreuer, Nichtregierungsorganisationen, Behörden und alle sonstigen Stellen ausgerichtet, die bei der Förderung oder Durchführung des Jugendaustausches mitwirken können.

2. Es werden folgende Maßnahmen durchgeführt, um die direkte Unterstützung des Jugendaustausches zu verbessern:

GEÄNDERTER TEXT

b) leitet die erforderlichen Schritte ein, um zu gewährleisten, daß Auslandsaufenthalte Jugendlicher, die im Rahmen des Programms an Jugendaustauschvorhaben teilnehmen, nicht zu einem Verlust erworbener Ansprüche, wie insbesondere des Anspruchs auf Sozialleistungen, führen.

werden Artikel 8, 9 und 10.

ANHANG ZU DEM ENTSCHEIDUNGSENTWURF
FÜR DAS "YES FÜR EUROPA"-PROGRAMM

1. Das Programm "YES für Europa" enthält verschiedene Anreize und ergänzende Maßnahmen, um den Jugendaustausch in der Europäischen Gemeinschaft zu fördern. Diese Maßnahmen sind auf junge Menschen zwischen 15 und 25 Jahren sowie Jugendverbände, Jugendbetreuer, Nichtregierungsorganisationen, Behörden und alle sonstigen Stellen ausgerichtet, die bei der Förderung oder Durchführung des Jugendaustausches mitwirken können.

2. Es können folgende Maßnahmen durchgeführt werden, um die direkte und indirekte Unterstützung des Jugendaustausches zu verbessern:

URSPRÜNGLICHER TEXT

- A. Direkte finanzielle Unterstützung des Jugendaustauschs, ausschließlich der Austauschmaßnahmen im Rahmen der formalen Bildungs- und Ausbildungssysteme. Diese Zuschüsse, die Reisekosten decken, werden in der Regel über die in Artikel 5 Absatz 2 des Beschlusses benannten zuständigen Stellen vergeben; dabei werden jedem Mitgliedstaat quantitative Ziele, im Verhältnis zum Anteil der Jugendlichen an seiner Bevölkerung zugewiesen. Die Zuschüsse werden vorrangig vergeben für:
- i) Jugendaustauschvorhaben mit einer Dauer von mindestens einer Woche, die
 - junge Menschen mit unterschiedlichem sozialem, wirtschaftlichem und kulturellem Hintergrund zusammenbringen;
 - die die Jugendlichen für die europäische Dimension aufgeschlossen machen;
 - für Jugendliche aus benachteiligtem Milieu gedacht sind;
 - von Gruppen Jugendlicher selbst initiiert und geplant werden;
 - Gebiete der Gemeinschaft betreffen, die beim Jugendaustausch weniger stark repräsentiert sind.
 - ii) Jugendaustauschvorhaben von längerer Dauer, einschließlich Freiwilligen-Workcamps, die:

GEÄNDERTER TEXT

- A. Direkte finanzielle Unterstützung derjenigen Jugendaustauschmaßnahmen, die sich in Form eines kohärenten Projekts in einen pädagogischen Rahmen einfügen, der es soweit wie möglich gestattet, die Aus- bzw. Nebenwirkungen des Austauschs unter dem Aspekt der Zusammenarbeit oder der Persönlichkeitsbildung bzw. hinsichtlich der Gruppe selbst abzuschätzen. Nicht berücksichtigt werden Austauschaufenthalte, die im Rahmen eines Schulprogramms oder der Berufsausbildung erfolgen. Diese Unterstützung umfaßt unter anderem eine je nach Entfernung unterschiedliche Beteiligung an den Reisekosten zwischen dem Wohnort und dem Ort, an dem der Austausch stattfindet (Hin- und Rückfahrt); diese Beteiligung darf 75% der entstandenen Kosten nicht überschreiten. Bei der Berechnung dieser Zuschüsse werden dem Mitgliedstaat quantitative Ziele im Verhältnis zum Anteil der Jugendlichen an seiner Bevölkerung zugewiesen. Bei dieser Berechnung wird außerdem folgendes berücksichtigt:
- die durchschnittlichen Lebenshaltungskosten in den einzelnen Mitgliedstaaten verglichen mit dem Gemeinschaftsdurchschnitt;

URSPRÜNGLICHER TEXT

- junge Menschen aus mindestens sechs Mitgliedstaaten zur Arbeit an einem Projekt von gemeinsamem europäischem Interesse zusammenbringen.

GEÄNDERTER TEXT

- die räumliche Entfernung zwischen den Mitgliedstaaten;
- die Ausgewogenheit der Austauschbewegungen in der Gemeinschaft.

Die Zuschüsse werden vorrangig vergeben für Austauschvorhaben, die

- junge Menschen mit unterschiedlichem sozialen, wirtschaftlichen und kulturellen Hintergrund zusammenbringen;
- die Jugendlichen für die europäische Dimension aufgeschlossen machen;
- für Jugendliche aus benachteiligtem Milieu gedacht sind;
- von Gruppen Jugendlicher selbst initiiert und geplant werden;
- Gebiete der Gemeinschaft betreffen, in denen es in der Regel wenig Austauschmöglichkeiten gibt.

Punkte B und C

D. Ein Zuschußprogramm für kurze Auslandsaufenthalte in Verbindung mit der Vorbereitung von Austauschvorhaben, um Jugendlichen zu ermöglichen, einen anerkannten und integrierten Teil eines beruflichen Ausbildungsganges in einem anderen Mitgliedstaat zu absolvieren.

unverändert

D. Zuschüsse zu kurzen Auslandsaufenthalten in Verbindung mit der Vorbereitung von Austauschvorhaben für Jugendliche im Rahmen ihrer Berufsausbildung.

URSPRÜNGLICHER TEXT

E. Unterstützung bei der Einführung und Ausweitung spezifischer Tätigkeiten, die von den in den Mitgliedstaaten benannten Koordinierungsstellen für den Jugendaustausch durchgeführt oder gefördert werden. Diese Tätigkeiten betreffen die Verbesserung der:

- (i) internen Informationspolitik, einschließlich der Schaffung einer zentralen Datenbasis, die aktuelle Informationen über alle Austauschmöglichkeiten und Finanzierungsquellen, die Beratung und Ausbildung von Austauschorganisatoren sowie die Vorkehrungen für die Verbreitung von Informationen an Jugendliche und Austauschorganisatoren auf regionaler und lokaler Ebene umfaßt;
- (ii) externen Informationspolitik, einschließlich einer Zusammenarbeit mit den Koordinierungsstellen in den anderen Mitgliedstaaten und der Bereitstellung mehrsprachiger Informationen und Beratung für Jugendliche aus dem Ausland und ausländische Organisatoren von Austauschvorhaben;

GEÄNDERTER TEXT

E. Unterstützung bei der Einführung und Ausweitung spezifischer Tätigkeiten, die von den in Art. 7 Absatz 2 dieser Entscheidung genannten Einrichtungen durchgeführt oder gefördert werden. Diese Tätigkeiten werden insbesondere verbunden sein mit der Entwicklung:

- a) einer internen Informationspolitik, einschließlich der Schaffung einer zentralen Datenbasis, die aktuelle Informationen über alle Austauschmöglichkeiten und Finanzierungsquellen, die Beratung und Ausbildung von Austauschorganisatoren sowie die Vorkehrungen für die Verbreitung von Informationen an Jugendliche und Austauschorganisatoren auf regionaler und lokaler Ebene umfaßt;
- b) einer externen Informationspolitik, einschließlich einer Zusammenarbeit mit den Koordinierungsstellen in anderen Mitgliedstaaten und der Bereitstellung mehrsprachiger Information und Beratung für Jugendliche aus dem Ausland, sowie für die Organisatoren von Austauschvorhaben im Gastland;

URSPRÜNGLICHER TEXT

- (iii) Beratungsdienste, die praktische Anleitung bei der Vorbereitung von Austauschvorhaben und Ausbildungskurse, einschließlich des Sprachunterrichts für Austauschorganisatoren anbieten sollen.

Über diese Stellen werden im allgemeinen auch die Zuschüsse aus dem YES-Programm vergeben.

F. Unterstützung für eine europäische Ausbildung von Jugendbetreuern zur Organisation und Auswertung des Jugendaustauschs.

4. Die Kommission wird Maßnahmen zur Ergänzung und Unterstützung der vorstehend in Ziffer 2 und 3 genannten Tätigkeiten durchführen, die unter anderem folgendes vorsehen:

- (i) Errichtung von Netzen zwischen den einzelstaatlichen Koordinierungsstellen;
- (ii) Zusammenstellung und Verbreitung von Informationen und Dokumentation sowie Förderung des Erfahrungsaustauschs;

GEÄNDERTER TEXT

- c) Beratungsdienste, die praktische Anleitung bei der Vorbereitung von Austauschvorhaben und Ausbildungskurse, einschließlich Sprachunterricht für Austauschorganisatoren anbieten sollen. Über diese Einrichtungen werden im allgemeinen auch die Zuschüsse aus dem YES-Programm vergeben.

F. Unterstützung für eine europäische Ausbildung von Jugendbetreuern im Hinblick auf eine bessere Organisation und Nutzung des Jugendaustauschs.

3. Die Kommission kann Maßnahmen zur Ergänzung und Unterstützung der vorstehend in Ziffer 2 genannten Maßnahmen durchführen, die u.a. folgendes vorsehen:

- a) Förderung der Kontakte zwischen den in Art. 7 Absatz 2 genannten verschiedenen Einrichtungen;
- b) Erleichterung der Erstellung und Verbreitung von Informationen und Dokumentation sowie Förderung des Erfahrungsaustauschs und der Suche nach geeigneten Methoden;

URSPRÜNGLICHER TEXT

GEÄNDERTER TEXT

(iii) Überwachung der Fortschritte und Analyse der Tendenzen und spezifischen Probleme, wie Beseitigung rechtlicher und verwaltungsmäßiger Hindernisse, Trends bei Reisevergünstigungen, Durchführbarkeit eines europäischen Jugendausweises;

(iv) Bereitstellung technischer Sachkenntnis und Unterstützung für die Durchführung von Zuschuß- und Beihilfeprogrammen.

5. Die Vorhaben, die eine Gemeinschaftsunterstützung erhalten, werden entsprechend ihrer Qualität, ihres potentiellen Wirkungskreises und unter Berücksichtigung der Frage ausgewählt, inwieweit sie zu einer ausgewogeneren Austauschstätigkeit zwischen den Mitgliedstaaten und zur Heranbildung eines starken gemeinschaftlichen Identitätsgefühls beitragen.

c) Förderung der Durchführung praktischer Maßnahmen zur Verbesserung der Mobilität der Jugendlichen in den einzelnen Mitgliedstaaten, einschließlich der Einführung eines europäischen Jugendausweises zur Erleichterung des Zugangs zu bereits bestehenden Diensten auf einzelstaatlicher Ebene.

d) Bereitstellung technischer Sachkenntnis und Unterstützung für die Durchführung von Zuschuß- und Beihilfeprogrammen.

4. Die Vorhaben, die eine Gemeinschaftsunterstützung erhalten, müssen bestimmten gemeinsamen Kriterien der Qualität, der Auswirkung und Wirksamkeit entsprechend den Zielsetzungen des Programmes genügen.

COM(87) 76

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

E/206/87

A C C E L E R E E

Délai :

VENDREDI 20 FEVRIER 1987 - 12 H

**Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101**

Objet : "Yes pour l'Europe"
- programme d'action

Proposition de M. MARIN

Décision proposée

- approuver le projet de proposition modifiée de décision du Conseil établissant un programme d'action "yes pour l'Europe" pour promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté (présentée en vertu de l'art. 119 al.2 CEE)
- accompagné d'un exposé des motifs.
- transmettre cette proposition modifiée pour une nouvelle consultation au Parlement Européen.

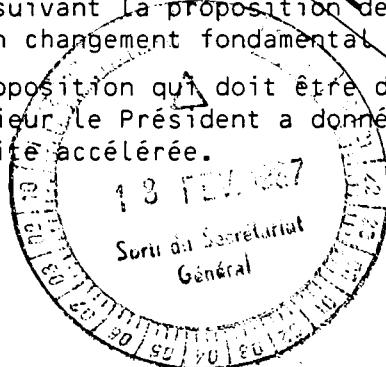
Commentaire

La présente proposition modifiée tient compte de certains des amendements proposés par le Parlement Européen et par le Comité Economique et Social à la proposition de décision adoptée par la Commission le 5.3.1986. (COM(86)58).

En outre, elle ajoute des

clarifications et précisions au texte, notamment par la mise en place d'un Comité Consultatif suivant la proposition de la Commission en matière de "Comitologie". Aucun changement fondamental ou financier n'est proposé.

S'agissant d'une proposition qui doit être discutée en groupe au Conseil le 20 février, Monsieur le Président a donné son assentiment pour l'engagement d'une procédure écrite accélérée.



R. GACHOT
Directeur

p.j.

Copie à : MM. DEGIMBE, FROSCHMAIER, EHLERMANN

p.inf. : M. MAYHEW

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG DE L'EMPLOI, AFF. SOC. ET EDUCATION

Services associés

:

- pour accord -

DG DE L'INFORMATION, COMMUNICATION, CULTURE : accord

SECRETARIAT GENERAL : accord

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE

: Avis favorable (sous réserve
d'une dernière vérification
des textes)

Langue originale

: F

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

Amended proposal for the promotion of youth
exchanges in the European Communities:
the "YES for Europe" programme (COM(86)52
final of 5 March 1986)

NOTE OF PRESENTATION TO THE COMMISSION
BY MR. MARIN

1. At its meeting on 5.2.1986 the Commission adopted a communication and draft Council decision on the launch of a programme to promote youth exchanges in the European Community, the "YES for Europe" programme, and agreed that these should be transmitted to the Council and to the European Parliament (COM(86)PV813, P19).
2. The proposal has been discussed by the European Parliament, which adopted its Opinion on 13.11.86; and by the Economic and Social Committee, whose Opinion dates from 17.9.86.
3. The aim of the present proposal is to take account of some of the amendments proposed in these two Opinions, as well as to add to the text certain clarifications and precisions, in particular with the establishment of an Advisory Committee in accordance with the proposals of the Commission in the field of "Comitology". No fundamental or financial changes are proposed.
4. The Belgian Presidency hopes that discussions on the Commission's proposal will be completed during the month of April, so that the Council can take a Decision in May or June.
5. The Commission is invited to approve the draft communication and draft revised Council decision, and to agree to their transmission to the Council and to the European Parliament.

Amended Proposal for a

COUNCIL DECISION

adopting an action programme for the promotion of youth exchanges in the
Community - the "YES for Europe" programme

(submitted to the Council by the Commission in accordance with the second
paragraph of Article 149 of the EEC Treaty)

Historical Archives of the European Commission

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. A proposal for a Council Decision adopting an action programme for the promotion of youth exchanges in the Community - the "YES for Europe" programme - was laid before the Council on 5 March 1986¹. Opinions on this proposal were delivered by the European Parliament on 13 November 1986² and by the Economic and Social Committee on 17 September 1986³, and a formal comment has been made by the Youth Forum.
2. The purpose of this amended proposal is to take account of these opinions; it incorporates in substance a number of amendments proposed by the European Parliament and the Economic and Social Committee, together with certain changes and clarifications identified as desirable in the course of discussions following the publication of the initial proposal.
3. The changes of substance which the Commission has made to its initial proposal (that is, those other than clarifications) are as follows:
 - (a) In Art. 2, the definition of "youth exchange" has been expanded so as to make more explicit that both multi-lateral and bi-lateral events are covered; and the minimum age for young people eligible to take part has been lowered to 15 years. Such a reduction has been proposed by various bodies, including the European Parliament; and the Commission accepts that young people from the age of 15 can take advantage from the type of practical learning experience that a properly organised and structured youth exchange should represent. (This change in the age range is reflected at various other points in the draft Decision and Annex.)
 - (b) The objectives have been adjusted, essentially in terms of clarification. An additional objective (new sub-para 3(d) has been included, to take account of the Parliamentary amendment on supporting links between young people.
 - (c) Article 4 has been extensively revised, to take account of the proposal made by the Commission on the structure of Committee established under Community instruments following the adoption of the Single Act. The initial proposal required the Commission to consult Member States; the amended proposal would establish a formal Advisory Committee, on which the Council of Europe (in view of the experience of international youth work of its European Youth Centre and Foundation), and the Youth Forum, would have observer status. As a result of this amendment, former Articles 4.2 and 4.4 become new Articles 5 and 6, and subsequent Articles are renumbered.
 - (d) Various minor amendments have been made to former Article 5 (new Article 7), notably for purposes of clarification.
 - (e) Article 1 of the Annex to the Decision has been extensively revised. The main effects of the revision are:

- to redefine and clarify the definition of exchanges which are included within the programme;

¹ COM(86) 52 final; OJ C ... of

² O.J.

³ O.J.

- to accept Parliament's recommendation that in some cases, the programme contribution to non-travel costs of youth exchanges may be as high as 75%;
- to adopt, as factors in the distribution of grants, three specific elements in addition to the number of young people in the age-range 15-25:
 - ° the average cost of living in each of the Member States as compared with the Community average;
 - ° the geographical distance between the Member States;
 - ° the balancing of the flow of exchanges within the Community.

In this revision of Article 2 of the Annex, the distinction between exchanges in general and longer term exchanges (sub paragraphs (a) and (b) of the initial text) has been removed. There has been considerable questioning of the value of the distinction; and since both activities are included within the definition of youth exchanges as provided by revised Art. 2 of the Decision, there seems no need to retain the distinction here. This amendment does not lessen the Commission's support for multi-lateral activities, which themselves were supported by Parliament not only in the Opinion on the "Yes for Europe" programme, but also in Parliament's Resolution of 16/12/83 on a European Voluntary Service Scheme for Young People. However, it no longer seems necessary formally to distinguish this type of activity from all others, given that it, too, is covered by the new definition of youth exchange.

- (f) Article 4 of the Annex has been revised for purposes of clarification, and to introduce some of the ideas that have been put forward at different stages.

4. In contrast, the Commission has decided against changing the text at the following points:

- (a) No changes have been made to the Preamble. In particular, no mention has been made of the new Art. 100 of the EEC Treaty provided by the Single Act, since the legal base of the proposal is unaffected by it.
- (b) On the proposal to change the age-range from 16-25 (as initially proposed) to 15-26 (as proposed by the European Parliament), the Commission proposes the lowering of the initial age-limit to 15, but the maintenance of the upper age-range at 25. This is not only the upper age for "Young People" under other major community regulations (for example, in case of the European Social Fund), it also coincides with the upper age of most similar programmes in the Member States. It should be noted that this age range only applies to participants in youth exchanges (Action A), and that the other activities proposed (Actions B-G) have no age restrictions.

- (c) In view of the revised definition of "youth exchange" in Article 3 of the Decision, making it clear that both multi-lateral and bi-lateral activities are included, the Commission has not accepted any of the proposals to strengthen the accent on multi-lateral activities. Both multi-lateral and bi-lateral activities have their value, and it would seem wrong to bias the programme on one side or on the other, given that the circumstances and the existing programmes of Member States vary so widely. On the contrary, it seems important to build in a degree of flexibility that will enable the programme to respond to and to build on existing Member State experience.
- (d) On the budgetary issue, Parliament proposed an increase in the estimated budget of 30 MECUs over 3 years to 50 MECUs over the same period. The Commission has not accepted this suggestion, partly because in a significant number of Member States, the activities proposed will start from a low level of preparation, and the programme will thus need phasing in; partly because the financial circumstances of the Community in general do not seem to permit a budgetary expansion to that level at this stage. This implies that the Community would take a modest step in the launching of the programme, putting the emphasis on the quality of the arrangements and the infrastructures that will be developed.
- (e) On the question of legal and administrative barriers to youth exchanges, the Commission takes the view that Community legislation and jurisprudence on the free movement of workers are largely inapplicable, given the nature and duration of youth exchanges, and has therefore not accepted Parliament's suggestion that reference should be made to powers under such legislation. On the other hand, the references in new Article 7 (b) of the revised Decision to the retention of acquired social rights strengthen the text in former Article 5(b).
- (f) Various authorities, including Parliament and the Economic and Social Committee, have raised the question of extending the scheme to young people outside the Community. It was also noted that the first Conference of European Ministers responsible for Youth, held at the Council of Europe in December 1985, called on the Council of Europe to promote, in liaison with the European Community, a wide-ranging youth exchange scheme. The Commission awaits with interest the complementary proposals of the Council of Europe, but takes the view that the first years of the "YES for Europe" programme should concentrate on establishing youth exchange as a recognised and valued activity in all the Community's Member States, including those where it is little practised at present. The Commission also considers that the "Yes for Europe" proposals respond clearly to the mandate given by the European Council in adopting the "People's Europe" proposals at its meeting in Milan in June 1985. The initial purpose of these proposals, it may be remembered, was to strengthen the "image and identity" of the Community, vis-à-vis both its citizens and the outside world. For all these reasons, as well as for reasons of practicality, the Commission does not consider that the programme should for the present be enlarged beyond the Community, and has accepted no amendments in that direction. Nonetheless, the Commission will keep the situation under review as the programme develops.
- (g) The Commission has redefined, for purposes of clarification, the text in Article 4(c) of the Annex relating to a European Youth Card, but has not accepted the specific comments put forward by

Parliament. This is because those comments would suggest a card more limited in its use than is already available in some Member States, and it seems appropriate to leave the more general, and therefore wider-ranging, initial text. It should be noted that the Commission is already giving support to cooperation between existing youth cards, and it is hoped that more Member States will feel able to join in this area of work in due course.

- (h) The Commission has not accepted the proposal that part of the Community's financial contribution be specifically earmarked for initiatives by young peoples' organisations. This is not to imply that such organisations should be excluded from the programme; indeed, it would be difficult to envisage the operation of the programme without young peoples' organisations. However, the importance of such organisations, and their appeal to individual young people, varies between Member States; as does the definition of what is, or is not, a young people's organisation. In any event, it would seem inappropriate to reserve part of the funds of an intentionally general programme to recipients on the basis of their legal or organisational structure rather than the quality of their projects.

5. Finally, the Commission has noted the request by Parliament that it should present further proposals in the field of school exchanges, a request that has been echoed in other quarters. The Commission accepts that, following the adoption of the "People's Europe" report by the European Council, and its request to the Community's Institutions to take the necessary steps for its implementation, provision should be made at Community level to facilitate such exchanges and to help with their cost. The Commission considers that such provision should relate to efforts being made to improve the teaching of foreign languages in the European Community, as well as to the promotion of a European Dimension in Education. It will make the appropriate proposals, having regard both to the development of work in these fields and to the Community's financial circumstances, in due course.

ORIGINAL PROPOSAL

AMENDED PROPOSAL

Title, citations, recitals

unchanged

Article 1

unchanged

Article 2

For the purposes of this Decision, the term "youth exchanges" shall refer to visits lasting normally between 1 and 3 weeks made by young people between the ages of 16 and 25 years to a Member State other than the Member State in which they reside, and which are specifically planned in such a way as to enable young people:

Article 2

For the purposes of this Decision, the term "youth exchanges" shall refer to bilateral and multilateral exchanges and encounters of groups of young people between the ages of 15 and 25 years of a minimum duration of one week in a Member State other than the Member State in which they reside, and which are specifically planned in such a way as to enable young people :

indents

unchanged

Article 3

The objectives of the YES for Europe programme shall be as follows :

- (a) to promote youth exchanges in the economic, social, cultural and sporting field within the European Community, to increase the number of young people involved and to balance the flow of youth exchanges as between Member States;

Article 3

The objectives of the YES for Europe programme shall be as follows:

- (a) to promote youth exchanges in the economic, social, cultural and sporting fields for an increasing number of young people from all the Member States of the Community, including, in particular, regions in which few opportunities for such exchanges are customarily available.

ORIGINAL PROPOSAL

- (b) to promote improvement in the quality of youth exchanges, in particular through assistance with the preparation and organization of exchanges, so as to maximize the benefit to the young people concerned and also enable them to play an active role in setting up exchanges;
- (c) to encourage diversification in youth exchanges and in particular to extend participation to young people from all kinds of social, economic and cultural backgrounds and from all regions of the Community;
- (d) to identify ways and means of overcoming the various financial, legal and administrative obstacles which may inhibit participation in or the organisation of youth exchanges;
- (e) to identify progressively gaps and new priorities in existing arrangements for exchanges which could require supplementary action either within Member States or at Community level.

AMENDED PROPOSAL

- (b) to promote improvements in the quality of youth exchanges, as defined in Article 2, in particular through assistance with the preparation and organization of exchanges, so as to achieve the maximum impact and maximize the benefit to the young people concerned, in particular by enabling them to play an active part in organizing the exchanges;
- (c) to encourage diversification in youth exchanges and achieve an improved balance between Member States, including by the promotion of multi-lateral exchanges, so as to extend participation, in particular, to young people from all kinds of social, economic and cultural backgrounds;
- (d) to support the pursuit of European activities aimed at developing permanent and structured links between young people and groups of young people in the various Member States;
- (e) to identify ways and means of overcoming the various financial, legal and administrative obstacles which may inhibit participation in or the organisation of youth exchanges;
- (f) to define, in the light of the experience gained, new actions aimed at filling any gaps discovered in existing youth exchange programmes.

Article 4

1. The Commission shall implement the YES for Europe programme on the basis of the different incentives and complementary measures set out in the Annex.

Article 4

1. The Commission shall implement the "YES for Europe" programme in conformity with this Decision and its Annex.

2. In performing this task, the Commission shall be assisted by an advisory committee. The committee shall be composed of two representatives per Member State, appointed by the Commission on the basis of proposals from the Member State concerned. Members of the committee may be assisted by experts or advisers. The committee shall be chaired by a representative of the Commission. The secretariat of the committee shall be provided by the Commission. The Council of Europe and the Youth Forum of the European Communities shall be represented within the committee as observers.

3. The Commission may consult the committee on all questions concerning the implementation of the programme. The Commission shall consult the committee on:

- the general approach concerning the measures provided for by the programme,
- questions of general balance concerning the exchanges between Member States and concerning the various types of actions.

ORIGINAL PROPOSAL

AMENDED PROPOSAL

4. The Committee shall examine matters on which the Commission has requested an opinion. In requesting such opinion, the Commission may set a time-limit by which it must be delivered. The Committee shall not vote on opinions, but each member of the Committee may require that his views be entered in the minutes.

5. The committee's deliberations shall be confidential. The committee shall adopt its own rules of procedure.

Article 5

2. The estimated amount needed to finance these measures during the period 1987-1989 is 30 million ECU.

3. On all matters of importance concerning the implementation of the programme, the Commission shall consult representatives of Member States and the Youth Forum of the European Communities.

4. The Commission shall see to it that there is consistency and complementarity between this action programme and other Community activities affecting youth exchanges, in particular those provided for under Decision 84/636/EEC. The Commission shall

The estimated amount needed to finance the "YES for Europe" programme during the period 1987-1989 is 30 million ECU.

Article 6

The Commission shall see to it that there is consistency and complementarity between this action programme and other Community activities affecting youth exchanges, in particular those provided for under Decision 84/636/EEC. The Commission shall ensure the complementarity

ORIGINAL PROPOSAL

ensure the complementary of its actions with those of the European Foundation and shall also maintain regular contact and coordination with international organisations working in the field of youth exchanges.

Article 5

1. Member States shall lend their support to achieving the objectives of the YES for Europe programme as set out in Article 3 and shall draw up an action plan accordingly.

2. Each Member State shall in particular:

- (i) designate or otherwise set up a competent body (or bodies) to act as the national coordination agency for the development of youth exchanges within the European Community. Where this body differs from the authority designated according to Article 7 (2) of Decision 84/636/EEC, it shall operate in close liaison with that authority;
- (ii) take steps to ensure, where such is not already the case, that travel abroad by young people participating in recognized youth exchanges does not result in loss of entitlement to unemployment benefit or equivalent forms of income support.

AMENDED PROPOSAL

of its actions with those of the European Foundation and shall also maintain regular contact with international organizations working in the field of youth exchanges.

Article 7

1. The Member States shall lend their support to achieving the objectives of the "YES for Europe" programme as set out in Article 3 of this Decision by taking appropriate measures to that end.

2. Each Member State shall:

- (a) designate or otherwise set up a competent body (or bodies) responsible for coordinating the implementation of the programme at national level, although this may not necessarily be the only task assigned to these bodies;
- (b) take steps to ensure that travel abroad by young people participating in youth exchanges under the programme does not result in the loss of acquired rights, in particular those relating to social benefits.

ORIGINAL PROPOSAL

Articles 6,7,8

ANNEX TO THE DRAFT DECISION
ON THE "YES FOR EUROPE" PROGRAMME

1. The YES for Europe programme is designed as a range of incentive measures to promote the development of youth exchanges in the European Community. These measures are directed at young people from 16 to 25 years of age, as well as youth organisations, youth workers, non-governmental organisations, public authorities and all other bodies able to play a role in promoting or organising youth exchanges.

2. The following measures to improve direct support for youth exchanges shall be implemented:

A. Measures providing direct financial support for youth exchanges excluding exchanges organised within the formal education and training systems. These grants, which will cover mobility costs, will normally be channelled through appropriate bodies designated under Art. 5.2 of this Decision, each Member State being assigned quantitative objectives proportionate to its youth population. In the allocation of grants, priority will be given to :

AMENDED PROPOSAL

become Articles 8,9,10

ANNEX TO THE DRAFT DECISION
ON THE "YES FOR EUROPE" PROGRAMME

1. The "YES for Europe" programme is designed as a range of incentive measures to promote the development of youth exchanges in the European Community. The measures are directed at young people from 15 to 25 years of age, as well as youth organizations, youth workers, non-governmental organizations, public authorities and all other bodies able to play a role in promoting or organizing youth exchanges.

2. The following measures to improve direct and indirect support for youth exchanges may be implemented:

A. Measures providing financial aid for youth exchanges with an explicitly educational purpose, expressed in the form of a coherent project, and so devised that the impact or repercussions of the exchange, in terms of cooperation or individual or group training, may be assessed. Exchanges organized as part of an educational or vocational training programme shall be excluded. This aid will consist principally of a contribution, the amount of which may vary in relation to the distance involved, to travel costs between the place of

ORIGINAL PROPOSAL

- a) youth exchanges of at least one week's duration which:
- bring together young people from different social, economic and cultural background;
 - bring out to young people the European dimension of life;
 - are also designed for young people from disadvantaged backgrounds;
 - have been initiated and planned by groups of young people themselves;
 - concern regions of the Community that are not strongly represented in youth exchanges.
- b) youth exchanges of longer duration, including voluntary work camps which:
- bring together young people from at least six Member States to study and work on a project of common European interest.

AMENDED PROPOSAL

of residence and the place where the exchange takes place (and back again); this contribution should not exceed 75 % of the expenses incurred. In calculating this aid, quantitative objectives will be assigned to each Member State in relation to the number of young people in its population. The calculation will also take account of:

- the average cost of living in each Member State in relation to the Community average;
- the geographical distance between the Member States;
- restoring the balance of the flow of exchanges within the Community.

In the allocation of grants priority will be given to exchanges which :

- bring together young people with different social, economic and cultural backgrounds;
- make young people aware of the European dimension;
- are also designed for young people with disadvantaged backgrounds;
- have been initiated and planned by groups of young people themselves;
- concern regions of the Community where few opportunities for exchanges are customarily available.

ORIGINAL PROPOSALAMENDED PROPOSAL

Actions B and C

unchanged

D. A grant scheme for short visits abroad connected with the preparation of exchanges designed to enable young people to spend a recognised integrated part of a vocational training course in another Member State.

D. A grant scheme for short visits abroad connected with the preparation of exchanges of young people as part of their vocational training.

E. Assistance for the setting up and development of specific activities organised or sponsored by the designated coordination agencies on youth exchanges within Member States. These activities shall be concerned with the development of:

E. Assistance for the setting up and development of specific activities organized or sponsored by the bodies referred to in Article 7(2) of this Decision. These activities shall be concerned, in particular, with the development of:

(i) internal information policy, including provision for an up-to-date central data base on all youth exchange opportunities and on sources of funding, advice and training for exchange organisers, as well as provisions for the dissemination of information to young people and exchange organisers at regional and local level, or

a) internal information policy, including provision for an up-to-date central data base on all youth exchange opportunities and on sources of funding, advice and training for exchange organizers, as well as provisions for the dissemination of information to young people and exchange organizers at regional and local level;

ORIGINAL PROPOSAL

(ii) external information policy, including liaison with coordination agencies in other Member States and provision of multilingual information and advice to young people from abroad and to organisers of incoming youth exchanges, or

(iii) advisory services equipped to give practical guidance on the preparation of youth exchanges and offer training courses, including language tuition, to exchange organisers.

These agencies shall also be the channel through which grants from YES for Europe programme are generally passed.

F. Aid for European training for youth workers on the better organisation and exploitation of youth exchanges.

AMENDED PROPOSAL

b) external information policy, including liaison with coordination agencies in other Member States and provision of multilingual information and advice to young people coming from abroad and to organizers of incoming youth exchanges;

c) advisory services equipped to give practical guidance on the preparation of youth exchanges and offer training courses, including language tuition, to exchange organizers. These bodies shall, in particular, be the channel through which grants from "YES for Europe" programme are generally passed.

F. Aid for European training for youth workers aimed at better organization and exploitation of youth exchanges.

ORIGINAL PROPOSAL

4. Measures to complement and support those referred to under paragraph 2 and 3 above shall be carried out by the Commission including measures:
- (i) to develop networking arrangements between national coordination agencies;
 - (ii) to produce and disseminate information and documentation and promote exchanges of experience;
 - (iii) to monitor progress and analyse trends and specific issues such as the elimination of legal and administrative obstacles, trends in travel concessions, the feasibility of establishing a European youth card;
 - (iv) to provide technical expertise and support for the implementation of grant and subvention schemes.
5. Projects to receive Community assistance shall be chosen on the basis of their quality, their potential scale of impact and the extent to which they contribute to a more even balance of activity in youth exchanges between Member States and to building up a strong sense of Community identity.

AMENDED PROPOSAL

3. Measures to complement and support those referred to in paragraph 2 above may be carried out by the Commission, including measures to:
- a) encourage contacts between the bodies referred to in Article 7(2) of this Decision;
 - b) facilitate the production and dissemination of information and documentation and encourage exchanges of experience and the search for appropriate methodologies;
 - c) promote the implementation of practical measures to encourage the mobility of young people in the Member States, including the issue of a European youth card to facilitate their access to existing services at national level.
 - d) provide technical expertise and support for the implementation of grant and subsidy schemes.
4. Projects to receive Community assistance shall be chosen on the basis of joint criteria of quality, impact and efficiency responding to the programme objectives.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(87) 76 final

Bruxelles, Le 20 février 1987

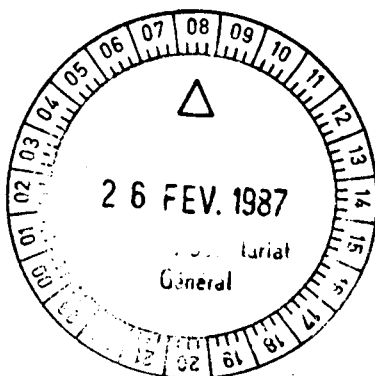
Proposition modifiée de

DECISION DU CONSEIL

établissant un programme d'action "YES pour l'Europe"
pour promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté

(présentée par la Commission au Conseil en vertu
du second paragraphe de l'article 149 du traité CEE)

COM(87) 76 final



EXPOSE DES MOTIFS

1. Une proposition de Décision du Conseil établissant un programme d'action "YES pour l'Europe" pour promouvoir les échanges de jeunes dans le Communauté a été présentée au Conseil le 5 mars 1986 (1). Le Parlement européen a donné son avis sur cette proposition le 13 novembre 1986 (2) et le Comité économique et social, le 17 septembre 1986 (3); et le Forum de la jeunesse a présenté des observations formelles.
2. Le but de cette proposition modifiée est de tenir compte de ces avis; elle incorpore en substance un certain nombre d'amendements proposés par le Parlement européen et le Comité économique et social, de même que certaines modifications et clarifications considérées comme souhaitables au cours des discussions qui ont suivi la publication de la proposition initiale.
3. Les modifications de fond que la Commission a apportées à sa proposition initiale (c'est-à-dire, les modifications autres que les clarifications) sont les suivantes :
 - (a) A l'article 2, la définition des termes "échanges de jeunes" a été élargie de manière à faire apparaître de manière plus explicite que les manifestations tant multilatérales que bilatérales sont concernées, et l'âge minimum des jeunes pouvant y participer a été abaissé à 15 ans. Cette réduction a été proposée par différentes institutions, notamment le Parlement européen, et la Commission reconnaît que dès l'âge de 15 ans les jeunes peuvent tirer profit de l'expérience d'apprentissage pratique qu'un échange de jeunes bien organisé et structuré peut représenter. (Cette modification de la fourchette d'âge est reprise en différents autres points de la proposition de décision et de l'annexe.)
 - (b) Les objectifs ont été ajustés, essentiellement à des fins de clarification. Un objectif supplémentaire (nouveau sous-paragraphe 3(d)) a été inclus pour tenir compte de l'amendement parlementaire relatif au soutien des liens entre jeunes.
 - (c) L'article 4 a été profondément remanié, pour tenir compte de la proposition faite par la Commission sur la structure des comités créés en vertu des actes communautaires faisant suite à l'adoption de l'Acte unique. La proposition initiale stipulait que la Commission devait consulter les Etats membres; la proposition modifiée institue un comité consultatif officiel dans lequel le Conseil de l'Europe (compte tenu de l'expérience en matière d'oeuvre internationale pour la jeunesse de son Centre et de son Fonds européen de la jeunesse), et le Forum de la jeunesse, auraient un statut d'observateurs. Par suite de cet amendement, les anciens articles 4.2 et 4.4 deviennent les nouveaux articles 5 et 6 et les articles suivants sont renumérotés.
 - (d) Diverses modifications de moindre importance ont été apportées à l'ancien article 5 (nouvel article 7), notamment à des fins de clarification.

¹ COM(86)52 final, JO C ... du ...

² JO

³ JO

- (e) L'article premier de l'annexe à la décision a été profondément remanié. Les principaux effets de ce remaniement sont les suivants :
- redéfinir et clarifier la définition des échanges prévus au programme;
 - accepter la recommandation du Parlement voulant que dans certains cas la contribution du programme aux frais autres que les frais de voyage des échanges de jeunes puisse représenter jusqu'à 75%;
 - adopter, en tant que facteurs de répartition des aides, trois éléments spécifiques, outre le nombre de jeunes de 15 à 25 ans :
 - . le coût de vie moyen dans chacun des Etats membres par rapport à la moyenne communautaire;
 - . la distance géographique entre les Etats membres;
 - . l'équilibre du flux des échanges à l'intérieur de la Communauté.

Dans cette nouvelle version de l'article 2 de l'annexe, la distinction entre les échanges de plus longue durée (sous-paragraphes (a) et (b) du texte initial) a été supprimée. La valeur de cette distinction a été fortement contestée, et ces deux activités étant incluses dans la définition des échanges de jeunes donnée dans le nouvel article 2 de la décision, il ne semble y avoir aucune raison de maintenir ici cette distinction. Cette modification n'amoindrit pas le soutien de la Commission aux activités multilatérales qui, elles-mêmes, ont obtenu le soutien du Parlement non seulement dans son avis sur le programme "YES pour l'Europe", mais également dans la résolution du Parlement du 16.12.1983 sur un programme européen de service des jeunes. Toutefois, il ne semble plus nécessaire de distinguer formellement ce type d'activité de toutes les autres étant donné qu'il est également inclus dans la nouvelle définition des échanges de jeunes.

- (f) L'article 4 de l'annexe a été modifié à des fins de clarification, et pour introduire certaines des opinions qui ont été émises à différents stades.

4. Par contre, la Commission s'est prononcée contre la modification du texte aux points suivants :

- (a) Aucune modification n'a été apportée au préambule. En particulier il n'est fait aucune mention du nouvel article 100 du traité CEE prévu par l'Acte unique, étant donné que le fondement juridique de cette proposition n'est pas concerné par cet article.
- (b) En ce qui concerne la proposition de modification de la fourchette d'âge de 16 à 25 ans (proposition initiale) à 15 à 26 ans (proposition du Parlement européen), la Commission propose d'abaisser la limite d'âge inférieure à 15 ans mais de maintenir la limite

d'âge supérieure à 25 ans. Cette limite ne constitue pas uniquement la limite supérieure des "jeunes" dans le cadre d'autres règlements communautaires importants (par exemple, dans le cas du Fonds social européen), mais elle coïncide aussi avec la limite d'âge supérieure de la plupart des programmes similaires des Etats membres. Il convient de noter que cette fourchette d'âge ne s'applique qu'aux participants aux échanges de jeunes (action A), et que les autres activités proposées (actions B-G) ne comportent aucune restriction quant à l'âge.

- (c) Compte tenu de la définition modifiée des "échanges de jeunes" donnée à l'article 2 de la décision, qui indique clairement que les activités tant multilatérales que bilatérales sont comprises, la Commission n'a accepté aucune des propositions visant à mettre l'accent sur les activités multilatérales. Tant les activités multilatérales que bilatérales sont importantes et il serait injuste de favoriser l'un ou l'autre aspect du programme étant donné que les conditions et les programmes existant dans les Etats membres varient aussi largement. Au contraire, il serait inutile de ménager une certaine souplesse qui permettrait au programme de répondre à l'expérience actuelle des Etats membres et de se fonder sur cette expérience.
- (d) En ce qui concerne la question budgétaire, le Parlement a proposé une augmentation du budget estimé de 30 millions d'Ecus sur trois ans à 50 millions d'Ecus sur la même période. La Commission n'a pas accepté cette suggestion, d'une part, parce que dans un grand nombre d'Etats membres les activités proposées démarreront avec très peu de préparation et que le programme devra donc être mis en place progressivement et, d'autre part, parce que la situation financière de la Communauté en général ne permet pas, semble-t-il, une extension budgétaire de ce niveau à ce stade. De ce fait, la Communauté prendrait modestement part au lancement du programme, mettant l'accent sur la qualité des arrangements et des infrastructures qui devront être mis au point.
- (e) Sur la question des obstacles juridiques et administratifs aux échanges de jeunes, la Commission estime que la législation et la jurisprudence de la Communauté sur la libre circulation des travailleurs sont largement inapplicables, étant donné la nature et la durée des échanges de jeunes et elle n'a donc pas accepté la suggestion du Parlement de faire référence aux possibilités que confère cette législation. D'autre part, les références faites dans le nouvel article 7(b) de la décision modifiée au maintien des droits sociaux acquis renforce le texte de l'ancien article 5(b).
- (f) Différentes autorités, notamment le Parlement et le Comité économique et social, ont soulevé la question de l'extension du programme aux jeunes à l'extérieur de la Communauté. Il a également été noté que la première conférence des ministres européens responsables de la jeunesse, qui s'est tenue au Conseil de l'Europe en décembre 1985, a invité le Conseil de l'Europe à promouvoir, en liaison avec la Communauté européenne, un vaste programme d'échange des jeunes. La Commission attend avec intérêt

les propositions complémentaires du Conseil de l'Europe, mais estime que les premières années d'application du programme "YES pour l'Europe" devraient servir essentiellement à faire des échanges de jeunes une activité reconnue et estimée dans tous les Etats membres de la Communauté, y compris ceux où ils sont peu pratiqués pour l'instant. La Commission considère également que les propositions "YES pour l'Europe" répondent pleinement au mandat qu'a donné le Conseil européen en adoptant les propositions relatives à "l'Europe des citoyens" lors de sa réunion de Milan en juin 1985. L'objectif initial de ces propositions, rappelons-le, était de renforcer "l'image et l'identité" de la Communauté vis-à-vis tant de ses citoyens que du monde extérieur. Pour toutes ces raisons, de même que pour des motifs d'ordre pratique, la Commission ne pense pas que le programme doive être élargi pour l'instant à l'extérieur de la Communauté et n'a accepté aucune modification dans ce sens. Néanmoins, la Commission suivra l'évolution de la situation au fur et à mesure que le programme sera mis sur pied.

(g) La Commission a redéfini, à des fins de clarification, le texte de l'article 4(c) de l'annexe relatif à la Carte jeune européenne, mais n'a pas accepté les observations particulières présentées par le Parlement. Ces observations suggèrent en effet une carte d'usage plus limitée que celle qui est déjà disponible dans certains Etats membres, et il semble approprié de maintenir le texte initial, plus général et par conséquent plus large. Signalons que la Commission soutient déjà la coopération entre les cartes jeunes existantes, et on espère que davantage d'Etats membres seront en mesure de coopérer dans ce domaine de travail en temps utile.

(h) La Commission n'a pas accepté la proposition voulant qu'une partie de la contribution financière communautaire soit spécifiquement consacrée aux initiatives prises par les organisations de jeunes. Cela ne veut pas dire que ces organisations doivent être exclues du programme; en effet, il serait difficile d'envisager le fonctionnement du programme sans les organisations de jeunes. Toutefois, l'importance de ces organisations, et l'appel qu'elles adressent aux jeunes, diffèrent d'un Etat membre à l'autre, de même que la définition de ce qu'est ou n'est pas une organisation de jeunes. En tout cas, il ne serait pas approprié de réserver une partie des fonds d'un programme d'intention générale aux bénéficiaires sur la base de leur structure juridique ou organisationnelle plutôt que de la qualité de leurs projets.

5. Enfin, la Commission a pris acte de la demande adressée par le Parlement de présenter d'autres propositions dans le domaine des échanges scolaires, demande qui a été répercutée. La Commission reconnaît qu'à la suite de l'adoption par le Conseil européen du rapport relatif à "l'Europe des citoyens", et de l'invitation faite aux institutions communautaires de prendre les mesures nécessaires pour sa mise en application, la Communauté fera en sorte de faciliter ces échanges et de participer à leur coût. La Commission estime que cette contribution doit être liée aux efforts réalisés pour améliorer l'enseignement des langues étrangères dans la Communauté européenne de même que pour promouvoir la dimension européenne en matière d'éducation. Elle présentera les propositions appropriées en temps utile, en tenant compte tant du développement des travaux dans ces domaines que de la situation financière de la Communauté.

PROPOSITION INITIALE

PROPOSITION MODIFIEE

Titre, visas, considérants

inchangés

Article premier

inchangé

Article 2

Dans la présente décision, les termes "échanges de jeunes" désignent tous les types de séjours d'une durée comprise normalement entre une et trois semaines effectués par des jeunes de 16 à 25 ans dans un Etat membre autre que celui où ils résident, en vue :

tirets

Article 2

Dans la présente décision, les termes "échanges de jeunes" désignent les échanges et rencontres bilatéraux et multilatéraux effectués par des groupes de jeunes de 15 à 25 ans d'une durée minimale d'une semaine dans un Etat membre autre que celui où ils résident, en vue :

inchangés

Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION INITIALE

Article 3

Les objectifs du programme "YES pour l'Europe" sont les suivants :

a) promouvoir les échanges de jeunes dans les domaines économique, social, culturel et sportif dans la Communauté européenne en accroissant le nombre de jeunes concernés et en équilibrant le flux d'échanges entre les Etats membres;

b) améliorer la qualité des échanges de jeunes, notamment en aidant à leur préparation et à leur organisation afin de permettre aux jeunes d'en tirer le meilleur profit possible et de jouer également un rôle actif dans leur organisation;

PROPOSITION MODIFIEE

Article 3

Les objectifs du programme "YES pour l'Europe" sont les suivants :

a) promouvoir les échanges de jeunes dans les domaines économiques, sociaux, culturels et sportifs, à l'avantage d'un nombre croissant de jeunes provenant de tous

les Etats membres, y compris en particulier des régions dans lesquelles peu de possibilités d'échanges existent habituellement;

b) améliorer la qualité des échanges de jeunes tels que définis à l'article 2, notamment en aidant à leur préparation et à leur organisation afin d'obtenir un effet maximum, ainsi que de permettre aux jeunes d'en tirer le meilleur profit possible, notamment en jouant un rôle actif dans l'organisation des échanges;

PROPOSITION INITIALE

c) encourager la diversification des échanges de jeunes pour les étendre en particulier à des jeunes vivant dans des conditions sociales, économiques et culturelles différentes ainsi qu'à toutes les régions de la Communauté;

d) rechercher les moyens de surmonter les obstacles financiers, juridiques et administratifs pouvant empêcher des jeunes de participer aux échanges ou entraver l'organisation de ceux-ci;

e) déterminer, avec l'expérience, les nouvelles actions nécessaires au niveau national ou communautaire pour combler les lacunes constatées dans les programmes d'échange existants et pour en redéfinir les priorités.

PROPOSITION MODIFIEE

c) encourager la diversification des échanges de jeunes et leur rééquilibrage entre les Etats membres, notamment par la promotion d'échanges multi-latéraux, pour les étendre en particulier à des jeunes vivant dans des conditions sociales, économiques et culturelles diverses;

d) soutenir la réalisation d'activités européennes visant à développer des liens associatifs permanents et structurés entres des jeunes ou des groupes de jeunes de différents Etats membres;

e) rechercher les moyens de surmonter les obstacles financiers, juridiques et administratifs pouvant empêcher des jeunes de participer aux échanges ou entraver l'organisation de ceux-ci;

f) définir, compte tenu des expériences acquises, des nouvelles actions en vue de combler les lacunes éventuelles constatées dans les programmes d'échange existants.

PROPOSITION INITIALE

Article 4

1. La Commission met en oeuvre le programme "YES pour l'Europe" sur la base des différentes incitations et mesures complémentaires.

PROPOSITION MODIFIEE

Article 4

1. La Commission applique le programme "YES pour l'Europe" conformément à la présente décision et à son annexe.

2. Dans l'exécution de cette tâche, la Commission est assistée par un comité consultatif. Ce comité est composé de deux représentants par Etat membre, nommés par la Commission sur proposition de l'Etat membre concerné. Les membres du comité peuvent se faire assister par des experts ou des conseillers. Le comité est présidé par un représentant de la Commission. Le secrétariat du comité est assuré par la Commission. Un représentant du Conseil de l'Europe et un représentant du Forum Jeunesse des Communautés européennes participent aux travaux du Comité en tant qu'observateurs.

3. La Commission peut consulter le comité sur toute question concernant la mise en oeuvre du présent programme. La Commission consulte le comité sur :

- les orientations générales des mesures prévues par le programme;
- les questions d'équilibre général en ce qui concerne les différents types d'actions et les échanges entre Etats membres.

PROPOSITION MODIFIEE

4. Le comité délibère sur les demandes d'avis formulées par la Commission. Celle-ci, en sollicitant l'avis du comité, peut fixer le délai dans lequel l'avis doit être donné. Les délibérations du comité ne sont suivies d'aucun vote. Toutefois, chaque membre du comité peut exiger que son opinion soit consignée au procès verbal.

5. Les délibérations du comité sont confidentielles. Le comité arrête son règlement intérieur.

PROPOSITION INITIALE

2. Les crédits nécessaires pour financer ces mesures pendant la période 1987 à 1989 sont évalués à 30 millions d'ECUs.

3. La Commission consulte les représentants des Etats membres et du Forum de la jeunesse des Communautés européennes sur toutes les questions importantes touchant à la mise en oeuvre du programme.

PROPOSITION MODIFIEE

Article 5

Les crédits nécessaires pour financer le programme "YES pour l'Europe" pendant la période 1987-1989 sont estimés à 30 millions d'Ecus.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION INITIALE

4. La Commission veille à la compatibilité et à la complémentarité du présent programme avec les autres actions communautaires relatives aux échanges de jeunes, et notamment les actions prévues par la décision 84/636/CEE. Elle assurera la complémentarité de ses actions avec celles de la Fondation Européenne et elle entretiendra aussi des contacts réguliers avec les organisations internationales agissant dans le domaine des échanges des jeunes en coordonnant son action avec la leur.

PROPOSITION MODIFIEE

Article 6

La Commission veille à la compatibilité et à la complémentarité du présent programme avec les autres actions communautaires relatives aux échanges de jeunes, et notamment les actions prévues par la décision 84/636/CEE. Elle assurera la complémentarité de ses actions avec celles de la Fondation Européenne et elle entretiendra aussi des contacts réguliers avec les organisations internationales agissant dans le domaine des échanges de jeunes.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION INITIALE

Article 5

1. Les Etats membres apportent leur concours à la réalisation des objectifs du programme "YES pour l'Europe" exposés à l'article 3 de la présente décision et établissent un plan d'action approprié.

2. Chaque Etat membre est tenu en particulier :

a) de désigner ou de créer un ou plusieurs organismes compétentes qui assureront la coordination nationale pour le développement des échanges de jeunes au sein de la Communauté européenne. Si cet organe est autre que l'autorité désignée en vertu de l'article 7 paragraphe 2 de la décision n° 84/636/CEE, il agit en étroite collaboration avec ladite autorité;

b) de prendre au besoin les dispositions nécessaires pour garantir que le séjour à l'étranger de jeunes participant à des échanges agréés n'entraîne pas la perte du droit aux allocations de chômage ou à des indemnités équivalentes.

PROPOSITION MODIFIEE

Article 7

1. Les Etats membres apportent leur concours à la réalisation des objectifs du programme "YES pour l'Europe" exposés à l'article 3 en prenant à cette fin les mesures appropriées.

2. Chaque Etat membre :

a) désigne ou crée une ou plusieurs structures compétentes assurant la coordination à l'échelon national de la mise en oeuvre du programme, sans que pour autant ce mandat soit exclusif de toute autre mission;

b) prend au besoin les dispositions nécessaires pour garantir que le séjour à l'étranger de jeunes participant à des échanges au titre du programme n'entraîne pas la perte de droits notamment ceux qui sont liés aux prestations sociales.

PROPOSITION INITIALE

Articles 6, 7, 8

PROPOSITION MODIFIEE

deviennent Articles 8, 9, 10

Historical Archives of the European Commission

Annexe

Annexe

PROPOSITION INITIALE

PROPOSITION MODIFIEE

ANNEXE A LA PROPOSITION DE DECISION

ANNEXE DE LA PROPOSITION DE DECISION

SUR LE PROGRAMME "YES POUR L'EUROPE"

SUR LE PROGRAMME "YES POUR L'EUROPE"

1. Le programme "YES pour l'Europe" regroupe un ensemble de mesures visant à promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté européenne. Ces mesures concernent les jeunes de 16 à 25 ans ainsi que les organisations de jeunes, les animateurs socio-éducatifs, les organisations non gouvernementales, les pouvoirs publics et tous les autres organes susceptibles de jouer un rôle dans la promotion ou l'organisation d'échanges de jeunes.

1. Le programme "YES pour l'Europe" regroupe un ensemble de mesures visant à promouvoir les échanges de jeunes dans la Communauté européenne. Ces mesures concernent les jeunes de 15 à 25 ans ainsi que les organisations de jeunes, les animateurs socio-éducatifs, les organisations non gouvernementales, les pouvoirs publics et tous les autres organes susceptibles de jouer un rôle dans la promotion ou l'organisation d'échanges de jeunes.

Annexe

PROPOSITION INITIALE

2. Les mesures suivantes seront mises en oeuvre pour améliorer l'aide directe aux échanges de jeunes :

A. Aide financière directe aux échanges de jeunes, à l'exclusion des échanges organisés dans le cadre des systèmes traditionnels d'éducation et de formation. Cette aide transitera normalement par les organes désignés en vertu des dispositions de l'article 5, paragraphe 2, de la décision. Les objectifs quantitatifs assignés à chaque Etat membre seront en fonction du nombre de jeunes dans sa population. L'aide ira par priorité:

a) aux échanges d'une durée minimum d'une semaine qui :

- réunissent des jeunes de différents contextes sociaux, économiques et culturels;
- sensibilisent les jeunes à la dimension européenne;
- bénéficient aussi à des jeunes défavorisés;

Annexe

PROPOSITION MODIFIEE

2. Les mesures suivantes peuvent être mises en oeuvre pour améliorer l'aide directe et indirecte aux échanges de jeunes :

A. Aide financière aux échanges de jeunes qui procèdent d'une démarche pédagogique explicite, exprimée sous forme de projet cohérent et permettant, dans la mesure du possible, de mesurer les effets ou les retombées de l'échange, en termes de coopération ou de formation personnelle ou de groupe. Ne sont pas pris en compte les échanges qui s'inscrivent dans le contexte d'un programme scolaire ou de formation professionnelle. Cette aide comportera notamment une contribution, dont le montant peut varier en fonction de la distance, aux frais de voyage entre le lieu de résidence et le lieu où se déroule l'échange (aller et retour), cette contribution ne devrait pas dépasser 75% des frais exposés. Dans le calcul de cette aide, des objectifs quantitatifs seront assignés à chaque Etat membre, en fonction du nombre de jeunes dans sa population. Ce calcul tiendra également compte:

PROPOSITION INITIALE

- concernent des régions de la Communauté avec lesquelles les échanges de jeunes sont moins pratiqués.
 - ont été conçus et organisés par des groupes de jeunes eux-mêmes;
- b) aux échanges de plus longue durée, y compris les camps de travail volontaire, qui :
- réunissent des jeunes d'au moins six Etats membres pour étudier et travailler sur un projet d'intérêt communautaire.

PROPOSITION MODIFIEE

- du niveau moyen du coût de la vie dans chacun des Etats membres, par rapport à la moyenne communautaire;
- de l'éloignement géographique entre les Etats membres;
- du rééquilibrage des flux d'échanges au sein de la Communauté.

L'aide ira par priorité aux échanges qui :

- réunissent des jeunes de différents contextes sociaux, économiques et culturels;
- sensibilisent les jeunes à la dimension européenne;
- bénéficient aussi à des jeunes défavorisés;
- ont été conçus et organisés par des groupes de jeunes eux-mêmes;
- concernent des régions de la Communauté où normalement il y a peu de possibilité d'échange.

Annexe

Annexe

PROPOSITION INITIALE

PROPOSITION MODIFIEE

Actions B et C

inchangées

Historical Archives of the European Commission

Annexe

Annexe

PROPOSITION INITIALE

D. Aides à l'organisation de visites brèves à l'étranger liées à la préparation d'échanges visant à permettre aux jeunes de suivre une partie reconnue de leur formation professionnelle dans un autre Etat membre.

PROPOSITION MODIFIEE

D. Aides à l'organisation de visites brèves à l'étranger liées à la préparation d'échanges de jeunes dans le contexte de leur formation professionnelle.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION INITIALE

E. Aide à la mise en place et au développement d'activités spécifiques organisées ou financées par les agences de coordination désignées des échanges de jeunes au sein des Etats membres. Ces activités seront liées au développement:

- a) d'une politique d'information interne, comprenant la mise à jour d'une base de données rassemblant toutes les possibilités d'échanges de jeunes et toutes les sources de financement; l'information et la formation des organisateurs d'échanges; la diffusion de l'information auprès des jeunes et des organisateurs d'échanges tant au niveau régional que local;
- b) d'une politique d'information externe des agences de coordination d'autres Etats membres avec mise en place d'une information multilingue et d'un service de consultation pour les jeunes à l'étranger et les organisateurs d'échanges de jeunes accueillis dans le pays;

PROPOSITION MODIFIEE

E. Aide à la mise en place et au développement d'activités spécifiques organisées ou financées par les structures visées à l'article 7 paragraphe 2, de la présente décision. Ces activités seront notamment liées au développement :

- a) d'une politique d'information interne, comprenant la mise à jour d'une base de données rassemblant toutes les possibilités d'échanges de jeunes et toutes les sources de financement; l'information et la formation des organisateurs d'échanges; la diffusion de l'information auprès des jeunes et des organisateurs d'échanges tant au niveau régional que local;
- b) d'une politique d'information externe des agences de coordination d'autres Etats membres avec mise en place d'une information multilingue et d'un service de consultation pour les jeunes venant de l'étranger, ainsi que pour les organisateurs d'échanges de jeunes accueillis dans le pays;

PROPOSITION INITIALE

c) de services consultatifs pouvant assurer une orientation pratique sur la préparation des échanges de jeunes et offrir des cours de formation, notamment linguistique, aux organisateurs d'échanges. Les agences constitueront également le canal par lequel transiteront normalement les aides prévues par le programme "Yes pour l'Europe".

PROPOSITION MODIFIEE

c) de services de consultation pouvant assurer une orientation pratique sur la préparation des échanges de jeunes et offrir des cours de formation, notamment linguistique, aux organisateurs d'échanges. Ces structures constitueront notamment le canal par lequel transiteront normalement les aides prévues par le programme "Yes pour l'Europe".

Annexe

Annexe

PROPOSITION INITIALE

F. Aide à la formation européenne d'animateurs socio-éducatifs en vue de mieux organiser et de mieux tirer partie des échanges de jeunes.

4. La Commission complétera les mesures mentionnées aux paragraphes 2 et 3, en

a) organisant les agences de coordination nationales en réseaux;

b) produisant et diffusant l'information et la documentation ainsi qu'en favorisant les échanges d'expériences;

c) suivant leur mise en oeuvre et analysant les tendances ainsi que divers problèmes tels que l'élimination des obstacles juridiques et administratifs, les tendances concernant les réductions pour les voyages ou la faisabilité d'une carte jeune européenne;

PROPOSITION MODIFIEE

F. Aide à la formation européenne d'animateurs socio-éducatifs en vue de mieux organiser et de mieux tirer partie des échanges de jeunes.

3. La Commission peut compléter les mesures mentionnées au paragraphe 2, en

a) favorisant les contacts entre les différentes structures visées sous l'article 7 paragraphe 2 de la présente décision;

b) facilitant la production et la diffusion de l'information et de la documentation ainsi qu'en favorisant les échanges d'expériences et la recherche de méthodologies appropriées;

c) promouvant la mise en oeuvre de mesures pratiques tendant à favoriser la mobilité des jeunes dans les différents Etats membres, y compris la réalisation d'une Carte Jeune européenne, en vue de faciliter leur accès à des services existant à l'échelon national.

PROPOSITION INITIALE

d) fournissant le support technique nécessaire à la mise en oeuvre de programmes d'aides et de subventions.

5. Pour bénéficier de l'aide communautaire, les projets doivent répondre à certains critères de qualité, d'impact et d'efficacité en ce sens qu'ils doivent contribuer à équilibrer les échanges de jeunes entre les Etats membres et à leur faire prendre conscience de leur appartenance à l'Europe.

PROPOSITION MODIFIEE

d) fournissant le support technique nécessaire à la mise en oeuvre de programmes d'aides et de subventions.

4. Pour bénéficier de l'aide communautaire, les projets doivent répondre à certains critères communs de qualité, d'effet et d'efficacité se référant aux objectifs du Programme.

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(87) 76 endg.

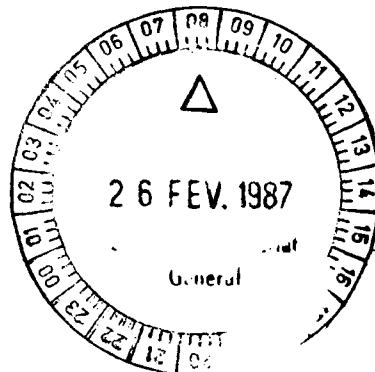
Brüssel, den 20. Februar 1987

Geänderter Vorschlag für eine ENTSCHEIDUNG DES RATES

über ein Aktionsprogramm zur Förderung des Jugendaustauschs
in der Gemeinschaft - "YES für Europa"

(von der Kommission nach Artikel 149 Absatz 2
des EWG-Vertrags dem Rat vorgelegt)

KOM(87) 76 endg.



ERLÄUTERUNGEN

1. Der Vorschlag für eine Entscheidung des Rates über ein Aktionsprogramm zur Förderung des Jugendaustauschs in der Gemeinschaft - "YES für Europa" - ist dem Rat am 5. März 1986 vorgelegt worden¹. Das Europäische Parlament und der Wirtschafts- und Sozialausschuß gaben am 13. November 1986² bzw. am 17. September 1986³ Stellungnahmen zu diesem Vorschlag ab; das Jugendforum hat sich formell dazu geäußert.
2. Ziel dieses geänderten Vorschlags ist es, diese Stellungnahmen zu berücksichtigen; er bezieht im wesentlichen mehrere vom Europäischen Parlament und dem Wirtschafts- und Sozialausschuß vorgeschlagene Änderungen sowie gewisse Änderungen und Klarstellungen ein, die sich im Verlauf der Erörterungen im Anschluß an die Veröffentlichung des ursprünglichen Vorschlags als erforderlich erwiesen haben.
3. Die wesentlichen Änderungen, welche die Kommission an ihrem ursprünglichen Vorschlag vorgenommen hat (d.h. ausgenommen Klarstellungen), sind folgende:
 - a) In Artikel 2 wurde der Begriff "Jugendaustausch" erweitert, sodaß ausdrücklich mehrseitige und zweiseitige Vorhaben erfaßt werden. Das Mindestalter für die in Betracht kommenden Jugendlichen wurde auf 15 Jahre gesenkt. Dies hatten verschiedene Stellen, einschließlich des Europäischen Parlaments vorgeschlagen, und die Kommission erkennt an, daß Jugendliche im Alter von 15 Jahren Nutzen aus dieser Art praktischer Lernerfahrung ziehen können, die ein gut organisierter und strukturierter Jugendaustausch vermitteln sollte. (Diese Änderung der Altersgruppe wird auch an anderen Stellen des Entscheidungsentwurfs und im Anhang wirksam).
 - b) Die Zielsetzungen sind im wesentlichen im Sinne einer Klarstellung angepaßt worden. Ein weiteres Ziel (Artikel 3 Buchstabe d)) wurde hinzugefügt, um der vom Parlament vorgeschlagenen Änderung betreffend die unterstützenden Verbindungsstrukturen zwischen den jungen Menschen Rechnung zu tragen.
 - c) Artikel 4 wurde weitgehend neu gefaßt, um den Vorschlag der Kommission für die Struktur des Ausschusses zu berücksichtigen, der durch Gemeinschaftsinstrumente im Anschluß an die Annahme der einheitlichen Europäischen Akte eingesetzt wurde. Nach dem ursprünglichen Vorschlag sollte die Kommission die Mitgliedstaaten konsultieren; mit dem geänderten Vorschlag würde ein formeller Beratender Ausschuß eingesetzt, in dem der Europarat (in Anbetracht der Erfahrungen seines Europäischen Jugendzentrums und seines Europäischen Jugendwerks auf dem Gebiet der internationalen Jugendarbeit) und das Jugendforum als Beobachter vertreten sein werden. Wegen dieser Änderung werden die früheren Artikel 4 Absatz 2 und Absatz 4 zu den neuen Artikeln 5 und 6, und die nachfolgenden Artikel sind neu beziffert.
 - d) Der frühere Artikel 5 (neuer Artikel 7) wurde an verschiedenen Stellen geringfügig geändert; es handelt sich insbesondere um Klarstellungen.
 - e) Ziffer 2 des Anhangs zu der Entscheidung wurde weitgehend neu gefaßt. Diese Neufassung hat hauptsächlich folgende Wirkung:

¹ KOM(86) 52 endg., ABL. Nr. C ... vom ...

² ABL. Nr. ...

³ ABL. Nr. ...

- Neufestlegung und Klarstellung der Definition von Austauschvorhaben, die in das Programm einbezogen werden;
- Annahme der Empfehlung des Parlaments, die sonstigen Kosten des Jugendaustauschs außer den Reisekosten bis zu 75% zu finanzieren;
- Annahme der folgenden drei spezifischen Elemente als Kriterien für die Zuteilung der Zuschüsse zusätzlich zu der Zahl der jungen Menschen in der Altersgruppe von 15 bis 25 Jahren:
 - ° die durchschnittlichen Lebenserhaltungskosten in den einzelnen Mitgliedstaaten verglichen mit dem Gemeinschaftsdurchschnitt;
 - ° die räumliche Entfernung zwischen den Mitgliedstaaten;
 - ° die Ausgewogenheit der Austauschbewegungen innerhalb der Gemeinschaft;

In dieser geänderten Fassung von Ziffer 2 des Anhangs wurde die Unterscheidung zwischen Austauschvorhaben im allgemeinen und Austauschvorhaben mit längerer Dauer (Buchstaben a) und b) des ursprünglichen Textes) aufgehoben. Die Zweckmäßigkeit dieser Unterscheidung war stark in Frage gestellt worden; da beide Tätigkeiten unter die Definition des Begriffs Jugendaustausch nach Artikel 2 der Entscheidung fallen, erscheint es nicht notwendig, hier die Unterscheidung beizubehalten. Durch diese Änderung wird die von der Kommission gewährte Unterstützung für mehrseitige Austauschvorhaben nicht vermindert; diese werden auch vom Parlament, und zwar nicht nur in der Stellungnahme zum YES-Programm, sondern auch in der Entschliebung des Parlaments vom 16.12.1983 über die Einführung eines europäischen Programms für einen freiwilligen Dienst von Jugendlichen unterstützt. Eine formelle Unterscheidung dieser Art von Tätigkeit von allen sonstigen Tätigkeiten erscheint jedoch nicht länger notwendig, da auch sie durch die neue Definition des Jugendaustauschs erfaßt wird.

f) Ziffer 4 des Anhangs wurde geändert, um einiges klarzustellen und Gedanken aufzunehmen, die auf verschiedenen Ebenen geäußert worden waren.

4. Dagegen hat die Kommission sich an folgenden Stellen gegen eine Änderung des Textes entschieden:

a) Unverändert geblieben ist die Präambel. Insbesondere wurde der neue Artikel 100 des EWG-Vertrags nach der Einheitlichen Europäischen Akte nicht erwähnt, da die Rechtsgrundlage des Vorschlags davon unberührt bleibt.

b) Zu der vorgeschlagenen Änderung der Altersgruppe 16 bis 25 (wie ursprünglich vorgeschlagen) in 15 bis 26 (wie vom Europäischen Parlament vorgeschlagen) empfiehlt die Kommission eine Senkung der unteren Altersgrenze auf 15, dagegen die Beibehaltung der oberen Altersgrenze von 25. Dies ist nicht nur die übliche obere Altersgrenze für "junge Menschen" nach den meisten anderen Rechtsakten der Gemeinschaft (beispielsweise beim Europäischen Sozialfonds), sondern sie deckt sich auch mit der oberen Altersgrenze in den meisten ähnlichen Programmen der Mitgliedstaaten. Es sei jedoch bemerkt, daß diese Altersgruppe nur für Teilnehmer an Jugendaustauschvorhaben (Aktion A) gilt; bei den sonstigen vorgeschlagenen Tätigkeiten (Aktionen B bis G) gibt es keine Altersgrenzen.

c) In Anbetracht der geänderten Definition des Begriffs "Jugendaustausch" in Artikel 3 der Entscheidung, mit der klargestellt wird, daß sowohl mehrseitige als auch zweiseitige Tätigkeiten einbezogen werden, hat die Kommission Vorschläge zur Verlegung des Schwergewichts auf mehrseitige

Tätigkeiten abgelehnt. Sowohl mehrseitige als auch zweiseitige Tätigkeiten hätten ihren Wert, und es wäre falsch, das Programm in diese oder die andere Richtung zu lenken, da die Verhältnisse und vorhandenen Programme in den Mitgliedstaaten sehr unterschiedlich sind. Dagegen erscheint es wichtig, einen gewissen Grad an Flexibilität einzubeziehen, damit das Programm auf die bisherigen Erfahrungen der Mitgliedstaaten reagieren und auf sie aufbauen kann.

- d) Was die Mittelausstattung des Programms anbelangt, so schlug das Parlament eine Aufstockung der veranschlagten Mittel von 30 Mio ECU für einen Zeitraum von drei Jahren auf 50 Mio ECU für den gleichen Zeitraum vor. Die Kommission hat diesen Vorschlag nicht angenommen, teils weil die vorgeschlagenen Tätigkeiten in mehreren Mitgliedstaaten auf einem niedrigen Stand der Vorbereitung beginnen und das Programm deshalb eine Anlaufphase benötigt; teils weil die finanziellen Verhältnisse in den Mitgliedstaaten im allgemeinen in dieser Phase eine Aufstockung der Mittel in dieser Höhe nicht zulassen. Das bedeutet, daß die Gemeinschaft in der Anlaufphase des Programms maßvoll vorgehen muß, indem sie das Schwergewicht auf die Qualität der Vorkehrungen und der zu entwickelnden Infrastrukturen legt.
- e) In der Frage der rechtlichen und administrativen Hemmnisse für den Jugendaustausch vertritt die Kommission die Auffassung, daß Rechtsvorschriften und Rechtssprechung der Gemeinschaft auf dem Gebiet der Freizügigkeit der Arbeitnehmer angesichts der Art und der Dauer des Jugendaustauschs weitgehend unanwendbar sind; deshalb lehnt sie den Vorschlag des Parlaments, auf die in den einschlägigen Rechtsvorschriften vorgesehenen Befugnisse Bezug zu nehmen, ab. Dagegen wird der Wortlaut des früheren Artikels 5 Buchstabe b) durch die in Artikel 7 Buchstabe b) der geänderten Fassung der Entscheidung enthaltene Bezugnahme auf die Beibehaltung erworbener sozialer Ansprüche verstärkt.
- f) Mehrere Stellen, einschließlich Parlament und Wirtschafts- und Sozialausschuß, haben die Frage einer Ausdehnung des Programms auf Jugendliche, die nicht aus der Gemeinschaft stammen, aufgeworfen. Es wurde außerdem bemerkt, daß die erste Konferenz der für Jugendpolitik zuständigen europäischen Minister im Europarat vom Dezember 1985 an den Europarat appellierte, gemeinsam mit der Europäischen Gemeinschaft ein weitreichendes Jugendaustauschprogramm zu fördern. Die Kommission erwartet mit Interesse ergänzende Vorschläge des Europarates, ist aber der Ansicht, daß das YES-Programm sich in den ersten Jahren auf die Einführung eines Jugendaustauschs als einer in allen Mitgliedstaaten - einschließlich derer, in denen dies gegenwärtig kaum die Praxis ist - anerkannten und geschätzten Tätigkeit konzentrieren sollte. Die Kommission ist außerdem der Meinung, daß die Zielsetzungen des YES-Programms eindeutig dem vom Europäischen Rat bei der Zustimmung zu den Vorschlägen für ein "Europa der Bürger" auf seiner Tagung vom Juni 1985 in Mailand erteilten Mandat entsprechen. Bekanntlich war es das ursprüngliche Ziel dieser Vorschläge, das "Bild und die Identität" der Gemeinschaft bei ihren Bürgern und der Außenwelt zu stärken. Aus diesen Gründen sowie aus praktischen Erwägungen hält die Kommission es gegenwärtig nicht für angebracht, das Programm über die Gemeinschaft hinaus zu erweitern, und hat daher Änderungsvorschläge in dieser Richtung abgelehnt. Doch wird die Kommission diese Lage im Verlauf der Durchführung des Programms überprüfen.
- g) Die Kommission hat zur Klarstellung den Wortlaut von Ziffer 4 Buchstabe c) des Anhangs in bezug auf den Europäischen Jugendausweis neu definiert; die vom Parlament vorgebrachten spezifischen Bemerkungen hat sie jedoch nicht akzeptiert, weil der Vorschlag dahinging, einen in seiner Verwendung stärker begrenzten Ausweis als in einigen Mitgliedstaaten bereits

vorhanden einzuführen, und weil es zweckmäßiger erscheint, den allgemeineren und deshalb umfassenderen ursprünglichen Wortlaut unverändert zu lassen. Es sei bemerkt, daß die Kommission die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der bestehenden Jugendausweise bereits unterstützt, und es wird erwartet, daß mehr Mitgliedstaaten in absehbarer Zeit in der Lage sein werden, sich an diesen Arbeiten zu beteiligen.

h) Die Kommission hat den Vorschlag, einen Teil des finanziellen Beitrags der Gemeinschaft speziell für Maßnahmen von Jugendorganisationen bereitzustellen, nicht akzeptiert. Das bedeutet jedoch nicht, daß diese Organisationen vom Programm ausgeschlossen werden sollen; es würde vielmehr recht schwierig sein, die Durchführung des Programms ohne Jugendorganisationen zu planen. Die Bedeutung solcher Organisationen und ihre Anziehungskraft auf einzelne Jugendliche sind jedoch von Mitgliedstaat zu Mitgliedstaat unterschiedlich; das gilt auch für die Definition dessen, was eine Jugendorganisation sein oder nicht sein soll. In jedem Fall wäre es unangemessen, einen Teil der Mittel eines absichtlich allgemein gehaltenen Programms den Begünstigten aufgrund ihrer rechtlichen oder organisatorischen Struktur statt aufgrund der Qualität ihrer Vorhaben vorzubehalten.

5. Schließlich hat die Kommission die Forderung des Parlaments zur Kenntnis genommen, weitere Vorschläge auf dem Gebiet des schulischen Austauschs zu unterbreiten, eine Forderung, die auch von anderen Seiten vertreten wurde. Die Kommission erkennt an, daß im Anschluß an die Zustimmung des Europäischen Rates zu dem Bericht über das "Europa der Bürger" und die Aufforderung an die Gemeinschaftsorgane, die erforderlichen Schritte zu seiner Verwirklichung zu ergreifen, auf Gemeinschaftsebene geeignete Vorkehrungen zu treffen sind, um Austauschvorhaben zu fördern und finanziell zu unterstützen. Ihrer Auffassung nach sollten derartige Vorkehrungen sich an den Anstrengungen orientieren, die zur Verbesserung des Fremdsprachenunterrichts in der Europäischen Gemeinschaft sowie zur Förderung einer europäischen Dimension im Bildungswesen erbracht werden. Die Kommission wird zu gegebener Zeit geeignete Vorschläge unterbreiten und dabei der Entwicklung der Arbeiten auf diesem Gebiet und den finanziellen Verhältnissen der Gemeinschaft Rechnung tragen.

URSPRÜNGLICHER TEXT

Titel, Bezugsgrundlagen und
Erwägungsgründe

Artikel 1

Artikel 2

Im Sinne dieser Entscheidung bezieht sich der Begriff "Jugendaustausch" auf alle normalerweise ein- bis dreiwöchigen Aufenthalte junger Menschen zwischen 16 und 25 Jahren in einem anderen Mitgliedstaat als ihrem Wohnsitzland, die so angelegt sind, daß sie den Jugendlichen ermöglichen:

Gedankenstriche

Artikel 3

Die Ziele von "Yes für Europa" sind folgende:

- a) Förderung des Jugendaustauschs in der Europäischen Gemeinschaft im Wirtschafts-, Sozial-, Kultur- und Sportbereich, und zwar sowohl was die zahlenmäßige Ausweitung als auch eine ausgewogene Austausch Tätigkeit zwischen den Mitgliedstaaten anbelangt;

GEÄNDERTER TEXT

unverändert

unverändert

Artikel 2

Im Sinne dieser Entscheidung bezieht sich der Begriff "Jugendaustausch" auf mindestens einwöchige, zweiseitige und mehrseitige Austauschvorhaben und Begegnungen für Gruppen von jungen Menschen zwischen 15 und 25 Jahren in einem anderen Mitgliedstaat als ihrem Wohnsitzland, die so angelegt sind, daß sie den Jugendlichen ermöglichen:

unverändert

Artikel 3

Die Ziele von "Yes für Europa" sind folgende:

- a) Förderung des Jugendaustauschs im Wirtschafts-, Sozial-, Kultur- und Sportbereich zugunsten einer wachsenden Zahl von Jugendlichen aus allen Mitgliedstaaten insbesondere unter Einbeziehung der Regionen, in denen sich gewöhnlich wenig Austauschmöglichkeiten bieten;

URSPRÜNGLICHER TEXT

- b) qualitative Verbesserung des Jugendaustausches, namentlich durch eine Unterstützung bei der Vorbereitung und Durchführung von Austauschvorhaben, damit die betreffenden Jugendlichen den größtmöglichen Nutzen daraus ziehen und sich auch an der Konzeption des Austausches aktiv beteiligen können;
- c) Diversifizierung des Jugendaustauschs, um vor allem die Teilnahme Jugendlicher mit unterschiedlichem sozialem, wirtschaftlichem und kulturellem Hintergrund und aus allen Regionen der Gemeinschaft zu ermöglichen;
- d) Auffindung von Mitteln und Wegen zur Überwindung der finanziellen, rechtlichen und verwaltungsmäßigen Hindernisse, die eine Beteiligung an oder die Durchführung von Austauschvorhaben erschweren könnten;

GEÄNDERTER TEXT

- b) qualitative Verbesserung des Jugendaustauschs im Sinne des Artikels 2, namentlich durch eine Unterstützung bei der Vorbereitung und Durchführung von Austauschvorhaben, um eine möglichst breite Wirkung zu erzielen und damit die Jugendlichen den größtmöglichen Nutzen daraus ziehen können, insbesondere indem sie sich aktiv an der Konzeption des Austauschs beteiligen;
- c) Diversifizierung und ausgewogene Verteilung des Jugendaustauschs zwischen den Mitgliedstaaten, insbesondere durch Förderung mehrseitiger Austauschvorhaben, um vor allem die Teilnahme Jugendlicher mit unterschiedlichem sozialen, wirtschaftlichen und kulturellen Hintergrund zu ermöglichen;
- d) Unterstützung der Durchführung europäischer Tätigkeiten zur Entwicklung ständiger Verbindungsstrukturen zwischen Jugendlichen oder Gruppen von Jugendlichen aus den verschiedenen Mitgliedstaaten;
- e) Auffindung von Mitteln und Wegen zur Überwindung der finanziellen, rechtlichen und verwaltungsmäßigen Hindernisse, die eine Beteiligung an oder die Durchführung von Austauschvorhaben erschweren könnten;

URSPRÜNGLICHER TEXT

e) schrittweise Ermittlung von Lücken und neuen Prioritäten bei den vorhandenen Austauschregelungen, die eine zusätzliche Aktion entweder in den Mitgliedstaaten oder auf Gemeinschaftsebene erfordern könnten.

Artikel 4

1. Die Kommission führt das Programm "YES für Europa" auf der Grundlage der verschiedenen Anreize und ergänzenden Maßnahmen durch, die im Anhang erläutert werden.

GEÄNDERTER TEXT

f) Festlegung neuer Maßnahmen im Lichte der Erfahrungen, um etwaige beim Jugendaustausch festgestellte Lücken bei den vorhandenen Austauschprogrammen zu schließen.

Artikel 4

1. Die Kommission führt das Programm "YES für Europa" nach Maßgabe dieser Entscheidung und ihres Anhangs durch.

2. Bei der Wahrnehmung dieser Aufgabe steht der Kommission ein Beratender Ausschuß zur Seite. Er setzt sich aus zwei Vertretern je Mitgliedstaat zusammen, die von der Kommission auf Vorschlag des betreffenden Mitgliedstaats ernannt werden. Die Mitglieder können sich von Sachverständigen oder Beratern unterstützen lassen. Den Vorsitz des Ausschusses führt ein Vertreter der Kommission. Die Sekretariatsgeschäfte werden von der Kommission wahrgenommen. Je ein Vertreter des Europarats und des Jugendforums der Europäischen Gemeinschaften nehmen an den Arbeiten dieses Ausschusses als Beobachter teil.

3. Die Kommission kann den Ausschuß zu allen Fragen bezüglich der Durchführung dieses Programms zu Rate ziehen. Sie konsultiert ihn bezüglich

URSPRÜNGLICHER TEXT

2. Die benötigten Mittel zur Finanzierung dieser Maßnahmen in den Jahren 1987 bis 1989 werden auf 30 Millionen ECU veranschlagt.

3. Zu allen wichtigen Fragen, welche die Durchführung des Programms betreffen, konsultiert die Kommission Vertreter der Mitgliedstaaten und das Jugendforum der Europäischen Gemeinschaften.

GEÄNDERTER TEXT

- der allgemeinen Leitlinien für die im Programm vorgesehenen Maßnahmen;
- Fragen hinsichtlich der allgemeinen Ausgewogenheit in bezug auf die verschiedenen Arten von Aktionen und in bezug auf den Austausch zwischen den Mitgliedstaaten.

4. Der Ausschuß berät über Anträge der Kommission, in denen sie den Ausschuß um Stellungnahme bittet; sie kann hierfür eine Frist setzen. Den Beratungen des Ausschusses folgt keine Abstimmung. Jedes Ausschußmitglied kann jedoch verlangen, daß seine Meinung zu Protokoll genommen wird.

5. Die Beratungen des Ausschusses sind vertraulich. Der Ausschuß gibt sich eine Geschäftsordnung.

Artikel 5

Die zur Finanzierung von "Yes für Europa" in der Zeit von 1987 bis 1989 erforderlichen Mittel betragen schätzungsweise 30 Mio ECU.

URSPRÜNGLICHER TEXT

4. Die Kommission sorgt dafür, daß dieses Aktionsprogramm und sonstige Gemeinschaftstätigkeiten, die den Jugendaustausch betreffen, insbesondere die nach Beschluß 84/636/EWG vorgesehenen Maßnahmen, miteinander vereinbar sind und einander ergänzen. Sie stellt insbesondere sicher, daß ihre Tätigkeiten diejenigen der Europäischen Stiftung ergänzen. Die Kommission trägt ferner für regelmäßige Kontakte und eine Koordinierung mit internationalen Organisationen, die auf dem Gebiet des Jugendaustauschs tätig sind, Sorge.

Artikel 5

1. Die Mitgliedstaaten unterstützen die Verwirklichung der in Artikel 3 genannten Ziele von "YES für Europa", gemäß Artikel 3 und stellen einen entsprechenden Aktionsplan auf.

2. Jeder Mitgliedstaat :

- (i) benennt oder schafft eine zuständige Einrichtung(en), die als einzelstaatliche Koordinierungsstelle für den Ausbau des Jugendaustauschs in der Europäischen Gemeinschaft fungiert. Handelt es sich um eine andere Stelle als die in Artikel 7 Absatz 2 des Beschlusses 84/636/EWG genannte Behörde, so ist eine enge Zusammenarbeit zwischen beiden herbeizuführen;

GEÄNDERTER TEXT

Artikel 6

Die Kommission sorgt dafür, daß dieses Aktionsprogramm und sonstige Gemeinschaftstätigkeiten, die den Jugendaustausch betreffen, insbesondere die nach Beschluß 84/636/EWG vorgesehenen Maßnahmen, miteinander vereinbar sind und einander ergänzen. Sie stellt insbesondere sicher, daß ihre Tätigkeiten diejenigen der Europäischen Stiftung ergänzen. Die Kommission trägt ferner für regelmäßige Kontakte mit internationalen Organisationen Sorge, die auf dem Gebiet des Jugendaustauschs tätig sind.

Artikel 7

1. Die Mitgliedstaaten unterstützen die Verwirklichung der in Artikel 3 genannten Ziele von "YES für Europa" und ergreifen die hierzu geeigneten Maßnahmen.

2. Jeder Mitgliedstaat :

- a) benennt oder schafft eine oder mehrere zuständige Einrichtungen, die auf einzelstaatlicher Ebene die Durchführung des Programms koordinieren, ohne daß sich dieses Mandat auf diese Aufgabe beschränken soll;

URSPRÜNGLICHER TEXT

(ii) leitet die erforderlichen Schritte ein, um gegebenenfalls zu gewährleisten, daß Auslandsaufenthalte Jugendlicher, die an anerkannten Jugendaustauschvorhaben teilnehmen, nicht zu einem Verlust des Anspruchs auf Arbeitslosenleistungen oder gleichwertigen Formen der Einkommensunterstützung führen.

Artikel 6, 7 und 8

ANHANG ZU DEM ENTSCHEIDUNGSENTWURF FÜR
FÜR DAS "YES FÜR EUROPA"-PROGRAMM

1. Das YES-Programm enthält verschiedene Anreize und ergänzende Maßnahmen, um den Jugendaustausch in der Europäischen Gemeinschaft zu fördern. Diese Maßnahmen sind auf junge Menschen zwischen 16 und 25 Jahren sowie Jugendverbände, Jugendbetreuer, Nichtregierungsorganisationen, Behörden und alle sonstigen Stellen ausgerichtet, die bei der Förderung oder Durchführung des Jugendaustausches mitwirken können.

2. Es werden folgende Maßnahmen durchgeführt, um die direkte Unterstützung des Jugendaustausches zu verbessern:

GEÄNDERTER TEXT

b) leitet die erforderlichen Schritte ein, um zu gewährleisten, daß Auslandsaufenthalte Jugendlicher, die im Rahmen des Programms an Jugendaustauschvorhaben teilnehmen, nicht zu einem Verlust von Ansprüchen, wie insbesondere des Anspruchs auf Sozialleistungen, führen.

werden Artikel 8, 9 und 10.

ANHANG ZU DEM ENTSCHEIDUNGSENTWURF
FÜR DAS "YES FÜR EUROPA"-PROGRAMM

1. Das Programm "YES für Europa" enthält verschiedene Anreize und ergänzende Maßnahmen, um den Jugendaustausch in der Europäischen Gemeinschaft zu fördern. Diese Maßnahmen sind auf junge Menschen zwischen 15 und 25 Jahren sowie Jugendverbände, Jugendbetreuer, Nichtregierungsorganisationen, Behörden und alle sonstigen Stellen ausgerichtet, die bei der Förderung oder Durchführung des Jugendaustausches mitwirken können.

2. Es können folgende Maßnahmen durchgeführt werden, um die direkte und indirekte Unterstützung des Jugendaustausches zu verbessern:

URSPRÜNGLICHER TEXTGEÄNDERTER TEXT

A. Direkte finanzielle Unterstützung des Jugendaustauschs, ausschließlich der Austauschmaßnahmen im Rahmen der formalen Bildungs- und Ausbildungssysteme. Diese Zuschüsse, die Reisekosten decken, werden in der Regel über die in Artikel 5 Absatz 2 des Beschlusses benannten zuständigen Stellen vergeben; dabei werden jedem Mitgliedstaat quantitative Ziele, im Verhältnis zum Anteil der Jugendlichen an seiner Bevölkerung zugewiesen. Die Zuschüsse werden vorrangig vergeben für:

- i) Jugendaustauschvorhaben mit einer Dauer von mindestens einer Woche, die
 - junge Menschen mit unterschiedlichem sozialem, wirtschaftlichem und kulturellem Hintergrund zusammenbringen;
 - die die Jugendlichen für die europäische Dimension aufgeschlossen machen;
 - für Jugendliche aus benachteiligtem Milieu gedacht sind;
 - von Gruppen Jugendlicher selbst initiiert und geplant werden;
 - Gebiete der Gemeinschaft betreffen, die beim Jugendaustausch weniger stark repräsentiert sind.

- ii) Jugendaustauschvorhaben von längerer Dauer, einschließlich Freiwilligen-Workcamps, die:

A. Direkte finanzielle Unterstützung derjenigen Jugendaustauschmaßnahmen, die sich in Form eines kohärenten Projekts in einen pädagogischen Rahmen einfügen, der es soweit wie möglich gestattet, die Aus- bzw. Nebenwirkungen des Austauschs unter dem Aspekt der Zusammenarbeit oder der Persönlichkeitsbildung bzw. hinsichtlich der Gruppe selbst abzuschätzen. Nicht berücksichtigt werden Austauschaufenthalte, die im Rahmen eines Schulprogramms oder der Berufsausbildung erfolgen. Diese Unterstützung umfaßt unter anderem eine je nach Entfernung unterschiedliche Beteiligung an den Reisekosten zwischen dem Wohnort und dem Ort, an dem der Austausch stattfindet (Hin- und Rückfahrt); diese Beteiligung darf 75% der entstandenen Kosten nicht überschreiten. Bei der Berechnung dieser Zuschüsse werden dem Mitgliedstaat quantitative Ziele im Verhältnis zum Anteil der Jugendlichen an seiner Bevölkerung zugewiesen. Bei dieser Berechnung wird außerdem folgendes berücksichtigt:

- die durchschnittlichen Lebenshaltungskosten in den einzelnen Mitgliedstaaten verglichen mit dem Gemeinschaftsdurchschnitt;

URSPRÜNGLICHER TEXT

GEÄNDERTER TEXT

- junge Menschen aus mindestens sechs Mitgliedstaaten zur Arbeit an einem Projekt von gemeinsamem europäischem Interesse zusammenbringen.

- die Entfernung zwischen den Mitgliedstaaten;
- die Ausgewogenheit der Austauschbewegungen in der Gemeinschaft.

Die Zuschüsse werden vorrangig vergeben für Austauschvorhaben, die

- junge Menschen mit unterschiedlichem sozialen, wirtschaftlichen und kulturellen Hintergrund zusammenbringen;
- die Jugendlichen für die europäische Dimension aufgeschlossen machen;
- für Jugendliche aus benachteiligtem Milieu gedacht sind;
- von Gruppen Jugendlicher selbst initiiert und geplant werden;
- Gebiete der Gemeinschaft betreffen, in denen es in der Regel wenig Austauschmöglichkeiten gibt.

Punkte B und C

unverändert

D. Ein Zuschußprogramm für kurze Auslandsaufenthalte in Verbindung mit der Vorbereitung von Austauschvorhaben, um Jugendlichen zu ermöglichen, einen anerkannten und integrierten Teil eines beruflichen Ausbildungsganges in einem anderen Mitgliedstaat zu absolvieren.

D. Zuschüsse zu kurzen Auslandsaufenthalten in Verbindung mit der Vorbereitung von Austauschvorhaben für Jugendliche im Rahmen ihrer Berufsausbildung.

URSPRÜNGLICHER TEXT

E. Unterstützung bei der Einführung und Ausweitung spezifischer Tätigkeiten, die von den in den Mitgliedstaaten benannten Koordinierungsstellen für den Jugendaustausch durchgeführt oder gefördert werden. Diese Tätigkeiten betreffen die Verbesserung der:

- (i) internen Informationspolitik, einschließlich der Schaffung einer zentralen Datenbasis, die aktuelle Informationen über alle Austauschmöglichkeiten und Finanzierungsquellen, die Beratung und Ausbildung von Austauschorganismen sowie die Vorkehrungen für die Verbreitung von Informationen an Jugendliche und Austauschorganismen auf regionaler und lokaler Ebene umfaßt;
- (ii) externen Informationspolitik, einschließlich einer Zusammenarbeit mit den Koordinierungsstellen in den anderen Mitgliedstaaten und der Bereitstellung mehrsprachiger Informationen und Beratung für Jugendliche aus dem Ausland und ausländische Organisatoren von Austauschvorhaben;

GEÄNDERTER TEXT

E. Unterstützung bei der Einführung und Ausweitung spezifischer Tätigkeiten, die von den in Art. 7 Absatz 2 dieser Entscheidung genannten Einrichtungen durchgeführt oder gefördert werden. Diese Tätigkeiten werden insbesondere verbunden sein mit der Entwicklung:

- a) einer internen Informationspolitik, einschließlich der Schaffung einer zentralen Datenbasis, die aktuelle Informationen über alle Austauschmöglichkeiten und Finanzierungsquellen, die Beratung und Ausbildung von Austauschorganismen sowie die Vorkehrungen für die Verbreitung von Informationen an Jugendliche und Austauschorganismen auf regionaler und lokaler Ebene umfaßt;
- b) einer externen Informationspolitik, einschließlich einer Zusammenarbeit mit den Koordinierungsstellen in anderen Mitgliedstaaten und der Bereitstellung mehrsprachiger Information und Beratung für Jugendliche aus dem Ausland, sowie für die Organisatoren von Austauschvorhaben im Gastland;

URSPRÜNGLICHER TEXT

- (iii) Beratungsdienste, die praktische Anleitung bei der Vorbereitung von Austauschvorhaben und Ausbildungskurse, einschließlich des Sprachunterrichts für Austauschorganisatoren anbieten sollen.

Über diese Stellen werden im allgemeinen auch die Zuschüsse aus dem YES-Programm vergeben.

F. Unterstützung für eine europäische Ausbildung von Jugendbetreuern zur Organisation und Auswertung des Jugendaustauschs.

4. Die Kommission wird Maßnahmen zur Ergänzung und Unterstützung der vorstehend in Ziffer 2 und 3 genannten Tätigkeiten durchführen, die unter anderem folgendes vorsehen:

- (i) Errichtung von Netzen zwischen den einzelstaatlichen Koordinierungsstellen;
- (ii) Zusammenstellung und Verbreitung von Informationen und Dokumentation sowie Förderung des Erfahrungsaustauschs;

GEÄNDERTER TEXT

- c) Beratungsdienste, die praktische Anleitung bei der Vorbereitung von Austauschvorhaben und Ausbildungskurse, einschließlich Sprachunterricht für Austauschorganisatoren anbieten sollen. Über diese Einrichtungen werden im allgemeinen auch die Zuschüsse aus dem YES-Programm vergeben.

F. Unterstützung für eine europäische Ausbildung von Jugendbetreuern im Hinblick auf eine bessere Organisation und Nutzung des Jugendaustauschs.

3. Die Kommission kann Maßnahmen zur Ergänzung und Unterstützung der vorstehend in Ziffer 2 genannten Maßnahmen durchführen, die u.a. folgendes vorsehen:

- a) Förderung der Kontakte zwischen den in Art. 7 Absatz 2 genannten verschiedenen Einrichtungen;
- b) Erleichterung der Erstellung und Verbreitung von Informationen und Dokumentation sowie Förderung des Erfahrungsaustauschs und der Suche nach geeigneten Methoden;

URSPRÜNGLICHER TEXT

GEÄNDERTER TEXT

(iii) Überwachung der Fortschritte und Analyse der Tendenzen und spezifischen Probleme, wie Beseitigung rechtlicher und verwaltungsmäßiger Hindernisse, Trends bei Reisevergünstigungen, Durchführbarkeit eines europäischen Jugendausweises;

(iv) Bereitstellung technischer Sachkenntnis und Unterstützung für die Durchführung von Zuschuß- und Beihilfeprogrammen.

5. Die Vorhaben, die eine Gemeinschaftsunterstützung erhalten, werden entsprechend ihrer Qualität, ihres potentiellen Wirkungskreises und unter Berücksichtigung der Frage ausgewählt, inwieweit sie zu einer ausgewogeneren Austauschstätigkeit zwischen den Mitgliedstaaten und zur Heranbildung eines starken gemeinschaftlichen Identitätsgefühls beitragen.

c) Förderung der Durchführung praktischer Maßnahmen zur Verbesserung der Mobilität der Jugendlichen in den einzelnen Mitgliedstaaten, einschließlich der Einführung eines europäischen Jugendausweises zur Erleichterung des Zugangs zu bereits bestehenden Diensten auf einzelstaatlicher Ebene.

d) Bereitstellung technischer Sachkenntnis und Unterstützung für die Durchführung von Zuschuß- und Beihilfeprogrammen.

4. Die Vorhaben, die eine Gemeinschaftsunterstützung erhalten, müssen bestimmten gemeinsamen Kriterien der Qualität, der Auswirkung und Wirksamkeit entsprechend den Zielsetzungen des Programmes genügen.

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

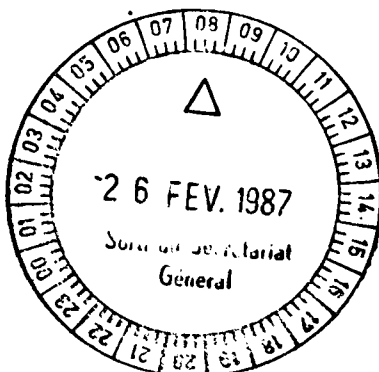
COM(87) 76 def.

Bruxelles, 20 febbraio 1987

Proposta modificata di
DECISIONE DEL CONSIGLIO

che istituisce un programma di azione inteso a favorire gli scambi
di giovani nella Comunità "Yes per l'Europa"

(presentata dalla Commissione al Consiglio in conformità
dell'articolo 149, paragrafo 2 del trattato CEE)



COM(87) 76 def.

RELAZIONE

1. Il 5 marzo 1986 è stata trasmessa al Consiglio la proposta di decisione relativa ad un programma di azione inteso a favorire gli scambi di giovani nella Comunità "Yes per l'Europa" (1). I relativi pareri sono stati espressi dal Parlamento europeo il 13 novembre 1986 (2) e dal Comitato economico e sociale il 17 settembre 1986 (3) ed inoltre il Forum della gioventù ha reso noto il proprio commento formale su tale proposta.
2. Questa proposta modificata intende appunto tener conto dei pareri succitati; essa include in sostanza tutta una serie di emendamenti proposti dal Parlamento europeo e dal Comitato economico e sociale, unitamente a taluni cambiamenti e chiarimenti giudicati opportuni nel corso delle discussioni che hanno fatto seguito alla pubblicazione della proposta iniziale.
3. I principali cambiamenti che la Commissione ha apportato alla sua proposta iniziale (oltre a quelli che sono i vari chiarimenti) sono i seguenti:
 - a) all'articolo 2, la definizione di "scambi di giovani" è stata ampliata per rendere più esplicito il fatto che vi rientrano le iniziative tanto multilaterali quanto bilaterali; l'età minima di partecipazione per i giovani è stata ridotta a 15 anni. Questa riduzione è stata proposta da vari organismi oltre che dal Parlamento europeo; la Commissione concorda con il fatto che i giovani che hanno compiuto i 15 anni di età possano beneficiare di quell'esperienza di apprendimento concreto che è rappresentata da uno scambio ben organizzato e strutturato. (Questa riduzione del limite di età è stata riportata in vari altri punti del progetto di decisione nonché dell'Allegato);
 - b) i vari obiettivi sono stati adeguati soprattutto in termini di maggiore chiarezza. E' stato inserito un altro obiettivo (nuovo punto (d) paragrafo 3) per tener conto della modifica richiesta dal Parlamento e relativa al sostegno dei collegamenti tra giovani;
 - c) l'articolo 4 è stato ampiamente ridefinito per tener conto della proposta avanzata dalla Commissione relativa alla struttura del comitato istituito nel quadro degli strumenti comunitari ed in seguito all'adozione dell'Atto unico. La proposta iniziale prevedeva la consultazione degli Stati membri da parte della Commissione. La proposta modificata prevede l'istituzione formale di un comitato consultivo al quale parteciperebbero in qualità di osservatori il Consiglio d'Europa (data l'esperienza della sua Fondazione e del suo centro europeo per la gioventù, in materia di attività per i giovani a livello internazionale), nonché il Forum della gioventù. In seguito alla modifica i precedenti paragrafi 2 e 4 dell'articolo 4, sono divenuti i nuovi articoli 5 e 6 e pertanto risultano diversamente numerati anche gli articoli successivi;
 - d) alcune altre modifiche di minore importanza sono state apportate al precedente articolo 5 (nuovo articolo 7) soprattutto a fini di maggiore chiarezza;
 - e) è stato ampiamente riesaminato l'articolo 1 dell'Allegato alla decisione per evidenziare i seguenti punti:
 - nuova formulazione più chiara della definizione di scambi rientranti nel programma;

(1) COM(86) 52 def.: GU C del .

(2) GU

(3) GU .

- accoglimento della raccomandazione del Parlamento per la quale, in alcuni casi, il contributo a fronte delle spese non di viaggio può essere portato al 75%;
- presa in considerazione come fattori distributivi delle sovvenzioni, di tre elementi specifici, oltre al numero di giovani di età compresa tra i 15-25 anni:
 - . costo medio della vita in ciascuno degli Stati membri confrontato alla media comunitaria;
 - . distanza geografica tra gli Stati membri;
 - . equilibrio delle varie correnti di scambi all'interno della Comunità.

In questa nuova formulazione dell'articolo 2 dell'Allegato, è stata soppressa la distinzione tra scambi in generale e scambi di maggiore durata (sottoparagrafi (a) e (b) del testo iniziale). E' stata a lungo discussa l'importanza della distinzione che appare ormai inutile, poiché entrambe le attività rientrano nella definizione di "scambi di giovani", di cui al nuovo articolo 2 della decisione. La modifica non riduce comunque il sostegno della Commissione a favore di attività multilaterali appoggiate dal Parlamento non soltanto nel parere sul programma "Yes per l'Europa" ma anche nella sua risoluzione 16/12/83 relativa ad un programma di servizio volontario europeo per i giovani. Tuttavia, non appare più necessario distinguere formalmente questo tipo di attività rispetto ad altre in quanto rientrante anch'essa nel campo di applicazione della nuova definizione di "scambio di giovani".

f) L'articolo 4 dell'Allegato è stato modificato per maggiore chiarezza e per inserirvi alcune idee che sono state avanzate a varie riprese.

4. La Commissione si è invece opposta a modificare il testo relativamente ai punti seguenti:

- a) non è stato portato alcun cambiamento al Preambolo. In particolare, non è stato fatto riferimento al nuovo articolo 100 del trattato CEE previsto dall'Atto unico in quanto non incidente sul fondamento giuridico della proposta;
- b) relativamente al cambiamento dei limiti di età da 16-25 (come inizialmente proposto) a 15-26 anni (come proposto dal Parlamento europeo), la Commissione propone di ridurre il limite iniziale a 15 anni mantenendo tuttavia quello superiore a 25 anni. Si tratta infatti del limite di età che prevale in tutti gli altri principali regolamenti comunitari in materia di giovani (ad es. per quanto riguarda il Fondo sociale europeo), e che coincide inoltre con il limite superiore di età previsto dalla maggior parte dei programmi simili attuati negli Stati membri. Va osservato che questo gruppo di età vale soltanto per i partecipanti agli scambi di giovani (Azione A), mentre per le altre attività proposte (Azioni B-G) non vi sono restrizioni in tal senso;

- c) data la nuova definizione di "scambio di giovani" di cui all'articolo 3 della decisione, la quale chiarisce che vi rientrano le attività tanto multilaterali quanto bilaterali, la Commissione non ha accolto alcun'altra proposta intesa a dare maggiore rilievo alle attività multilaterali. Tutte le attività, multilaterali e bilaterali, hanno la loro importanza e risulterebbe errato agganciare il programma ad una parte o all'altra data l'estrema varietà delle situazioni e dei programmi esistenti nei vari Stati membri. Appare invece importante inserire un grado di flessibilità che consenta al programma di adeguarsi e corrispondere a quelle che sono le esperienze esistenti negli Stati membri;
- d) dal punto di vista finanziario, il Parlamento ha proposto un aumento del previsto bilancio di 30 Mio di ECU per tre anni a 50 Mio di ECU sempre per un triennio. La Commissione non ha accettato tale suggerimento, in parte, per il fatto che in alcuni Stati membri le attività proposte saranno avviate partendo da un basso livello di preparazione ed il programma dovrà pertanto essere adattato, ed in parte a causa del fatto che il contesto finanziario della Comunità in generale non appare tale da consentire a questo stadio un simile ampliamento di bilancio. Ciò significa che la Comunità parteciperà in misura ridotta al varo del programma dando invece maggiore risalto alle disposizioni adottate ed alle infrastrutture sviluppate;
- e) per quanto riguarda il problema degli ostacoli giuridici ed amministrativi agli scambi di giovani, la Commissione, ritenendo che la normativa e la giurisprudenza comunitaria sulla libera circolazione dei lavoratori non possano in gran parte essere applicate date la natura e la durata degli scambi di giovani, non ha accolto il suggerimento del Parlamento inteso a fare riferimento ai poteri ed ai diritti previsti nell'ambito della legislazione succitata. D'altro canto, i riferimenti del nuovo articolo 7, paragrafo b), della decisione modificata per la salvaguardia dei diritti sociali acquisiti rafforza il testo del precedente articolo 5, paragrafo 2, lettera (ii);
- f) alcuni organismi o istituzioni, tra le quali il Parlamento europeo e il Comitato economico e sociale, hanno sollevato il problema dell'ampliamento del programma ai giovani che risiedono al di fuori della Comunità. Era stato anche osservato che la prima Conferenza dei ministri europei responsabili del settore della gioventù, svoltasi presso il Consiglio d'Europa nel dicembre 1985, ha invitato il Consiglio d'Europa stesso a promuovere, di concerto con la Comunità europea, un programma più esteso di scambi per i giovani. La Commissione attende con interesse le proposte complementari del Consiglio d'Europa, ma ritiene che i primi anni del programma "Yes per l'Europa" dovrebbero essere dedicati a creare gli scambi di giovani come attività riconosciuta ed utile in tutti gli Stati membri della Comunità, compresi quelli nei quali questo tipo di iniziative trova attualmente scarsa attuazione. La Commissione ritiene inoltre che le proposte "Yes per l'Europa" corrispondano perfettamente al mandato definito dal Consiglio europeo al momento dell'adozione delle proposte per "l'Europa dei cittadini" nella sua riunione di Milano del giugno 1985. E' opportuno ricordare che lo scopo iniziale di queste proposte era quello di rafforzare "l'immagine e l'identità" della Comunità nei confronti tanto dei suoi cittadini, quanto del mondo esterno. Per tutti questi motivi, oltre che per ragioni pratiche, la Commissione reputa che per il momento il programma non debba essere ampliato oltre i limiti comunitari e quindi non ha accettato alcuna modifica in tale senso. Essa continuerà comunque ad esaminare la situazione seguendo quelli che saranno gli sviluppi del programma;
- g) per maggiore chiarezza, la Commissione ha rielaborato il testo dell'articolo 4, paragrafo (iii), dell'Allegato, relativo ad una Tessera europea "Giovani", ma non ha accolto le osservazioni specifiche avanzate dal Parlamento.

Ciò è dovuto al fatto che tali osservazioni andavano nella direzione di una tessera più limitata nel suo uso rispetto a quanto già avviene in alcuni Stati membri; è apparso pertanto opportuno lasciare il testo iniziale più generico e quindi di più ampia portata. Va osservato che la Commissione interviene già a sostegno della cooperazione tra le varie iniziative esistenti in materia di tessere per i giovani, auspicando che altri Stati membri possano a tempo debito aderire a tale iniziativa.

h) La Commissione non ha accolto la proposta in base alla quale una parte del contributo finanziario comunitario dovrebbe essere specificamente destinata ad iniziative avviate da organizzazioni di giovani. Ciò non significa che queste organizzazioni dovrebbero essere escluse dal programma; in effetti, sarebbe difficile prevedere l'attuazione del programma senza la partecipazione delle organizzazioni giovanili. Tuttavia, la loro importanza e la relativa incidenza per i singoli giovani variano a seconda dello Stato membro e lo stesso avviene relativamente alla definizione di ciò che è, o non è, una "organizzazione giovanile o di giovani". Risulterebbe in ogni caso non appropriato riservare una parte dei fondi di un programma, appositamente concepito di portata generale, ad una categoria di beneficiari, sulla base della loro struttura giuridica o organizzativa anziché sulla base della qualità dei loro progetti.

5. La Commissione ha infine preso nota della richiesta del Parlamento per la presentazione di ulteriori proposte nel campo degli scambi scolastici, richiesta che ha trovato eco favorevole anche presso altri ambienti interessati. La Commissione concorda sul fatto che, in seguito all'adozione del rapporto sull'"Europa dei cittadini" da parte del Consiglio europeo, e la richiesta da questo avanzata alle istituzioni comunitarie di adottare le necessarie misure per la relativa attuazione, opportune disposizioni debbano essere prese a livello comunitario per agevolare questi scambi assumendone una parte dei costi. La Commissione ritiene che dette disposizioni dovrebbero concernere iniziative avviate per migliorare l'insegnamento delle lingue straniere nella Comunità europea nonché per promuovere una dimensione europea nel settore dell'istruzione. Essa presenterà quindi a tempo debito le opportune proposte tenendo presenti gli sviluppi delle attività in questi settori nonché la congiuntura finanziaria della Comunità.

PROPOSTA INIZIALE

Visti e considerandi

Articolo 1

Articolo 2

Ai sensi della presente decisione, per "scambi di giovani" si intendono le visite della durata normale compresa tra una e tre settimane, effettuate da giovani di età compresa tra i 16 e i 25 anni in uno Stato membro diverso da quello di residenza, specificamente volte a consentire ai giovani di:

PROPOSTA MODIFICATA

Nessuna modifica

Nessuna modifica

Articolo 2

Ai sensi della presente decisione, per "scambi di giovani" s'intendono gli scambi e gli incontri bilaterali e multilaterali effettuati da gruppi di giovani di età compresa tra i 15 e i 25 anni della durata minima di una settimana in uno Stato membro diverso da quello di residenza, specificamente volti a consentire ai giovani:

Nessuna modifica

Historical Archives of the European Communities

PROPOSTA INIZIALE

Articolo 3

Gli obiettivi del programma "YES per l'Europa" sono i seguenti:

- (a) promuovere gli scambi di giovani nei settori economico, sociale, culturale e sportivo nella Comunità, aumentare il numero di giovani interessati, equilibrare il flusso degli scambi tra gli Stati membri;
- (b) contribuire al miglioramento della qualità degli scambi di giovani, in particolare fornendo assistenza alla loro preparazione ed organizzazione, al fine di ottimizzarne i vantaggi per i giovani interessati e di consentire loro di svolgere un ruolo attivo nella definizione degli scambi;

PROPOSTA MODIFICATA

Articolo 3

Gli obiettivi del programma "YES per l'Europa" sono i seguenti:

- a) promuovere gli scambi di giovani nei settori economico, sociale, culturale e sportivo, aperti ad un numero crescente di giovani provenienti da tutti gli Stati membri ed in particolare dalle regioni nelle quali abitualmente esistono poche possibilità di scambi;
- b) contribuire al miglioramento della qualità degli scambi di giovani definiti all'articolo 2, in particolare fornendo assistenza alla loro preparazione ed organizzazione, al fine di ottenere il massimo impatto, nonché di ottimizzarne i vantaggi per i giovani interessati, svolgendo soprattutto un ruolo attivo nell'organizzazione degli scambi;

PROPOSTA INIZIALE

PROPOSTA MODIFICATA

(c) incoraggiare la diversificazione degli scambi di giovani e, in particolare, estenderne la partecipazione a giovani di diversa origine sociale, economica e culturale appartenenti a tutte le regioni della Comunità;

c) incoraggiare la diversificazione degli scambi di giovani ed il loro riequilibrio tra gli Stati membri, in particolare mediante la promozione di scambi multilaterali, per estenderne la partecipazione a giovani che vivono in condizioni sociali, economiche e culturali diverse;

d) sostenere la realizzazione di attività europee intese a sviluppare legami associativi permanenti e strutturati tra giovani o gruppi di giovani appartenenti a vari Stati membri;

(d) individuare gli strumenti e le modalità per superare i diversi ostacoli finanziari, giuridici ed amministrativi che possono ostacolare la partecipazione agli scambi di giovani o la loro organizzazione;

e) individuare gli strumenti e le modalità per superare i diversi ostacoli finanziari, giuridici ed amministrativi che possono ostacolare la partecipazione agli scambi di giovani o la loro organizzazione;

(e) individuare gradualmente i ritardi e le nuove priorità degli accordi vigenti in materia di scambi che potrebbero richiedere un'azione supplementare sia all'interno di singoli Stati membri sia a livello comunitario;

f) definire, tenendo conto delle esperienze acquisite, nuove azioni intese a colmare le eventuali lacune constatate nei programmi di scambio esistenti.

PROPOSTA INIZIALE

Articolo 4

1. La Commissione attua il programma "YES per l'Europa" in conformità dei diversi incentivi e delle misure complementari di cui in allegato.

PROPOSTA MODIFICATA

Articolo 4

1. La Commissione applica il programma "YES per l'Europa" conformemente alla presente decisione ed al suo allegato.
2. Nell'attuare tale compito, la Commissione è assistita da un comitato consultivo. Il comitato è composto da due rappresentanti per ciascuno Stato membro, nominati dalla Commissione su proposta dello Stato membro interessato. I membri del comitato possono farsi assistere da esperti o consiglieri. Il comitato è presieduto da un rappresentante della Commissione la quale provvede al segretariato del comitato stesso. Un rappresentante del Consiglio d'Europa e un rappresentante del Forum gioventù delle Comunità europee partecipano ai lavori del Comitato in qualità di osservatori.
3. La Commissione può consultare il comitato su ogni problema relativo all'attuazione del presente programma. La Commissione consulta il comitato.
 - sugli orientamenti generali delle misure previste dal programma;
 - sui problemi di equilibrio generale relativi agli scambi tra gli Stati membri ed ai diversi tipi di azioni.

PROPOSTA INIZIALE

PROPOSTA MODIFICATA

2. Lo stanziamento necessario per finanziare queste misure nel periodo 1987-1989 è valutato a 30 milioni di ECU.

4. Il comitato delibera sulle richieste di parere formulate dalla Commissione. La Commissione, nel sollecitare il parere del comitato, fissare il termine entro il quale detto parere dovrà essere emesso. Alle deliberazioni del comitato non fa seguito nessuna votazione. Ogni membro può esigere tuttavia che la sua opinione sia messa a verbale.

5. Le deliberazioni del comitato sono riservate. Il comitato stabilisce il proprio regolamento interno.

Articolo 5

Lo stanziamento necessario per finanziare il programma "YES per l'Europa", durante il periodo 1987/1989, è stimato a 30 Mio di ECU.

PROPOSTA INIZIALE

PROPOSTA MODIFICATA

Articolo 6

3. La Commissione consulta in merito a qualsiasi problema importante relativo all'attuazione del programma, i rappresentanti degli Stati membri nonché il Forum della Gioventù della Comunità europea.
4. La Commissione vigila affinché il presente programma d'azione sia coerente e complementare con le altre attività comunitarie relative agli scambi di giovani, in particolare quelle previste dalla decisione 84/636/CEE. La Commissione assicura la complementarietà delle proprie azioni con quelle della Fondazione europea; inoltre si tiene in regolare contatto e in coordinamento con le organizzazioni internazionali operanti nel settore degli scambi di giovani.

La Commissione vigila affinché il presente programma di azione sia coerente e complementare con le altre attività comunitarie relative agli scambi di giovani, in particolare con quelle previste dalla decisione 84/636/CEE. La Commissione assicura la complementarità delle proprie azioni con quelle della Fondazione europea e si tiene inoltre in regolare contatto con le organizzazioni internazionali operanti nel settore degli scambi di giovani.

- 1 -

PROPOSTA INIZIALE

Articolo 5

1. Gli Stati membri contribuiscono al conseguimento degli obiettivi del programma "YES per l'Europa", di cui all'articolo 3, adottando a tal fine un apposito programma d'azione.
2. In particolare, ciascuno Stato membro:
 - (i) designa o istituisce un competente organismo (o più organismi) incaricato di operare come agenzia nazionale di coordinamento per lo sviluppo di scambi di giovani all'interno della Comunità europea. Tale organismo, qualora non sia l'autorità designata conformemente all'articolo 7, paragrafo 2 della decisione 84/636/CEE, opera in stretta concertazione con la suddetta autorità;
 - (ii) qualora non siano già previste, adotta le opportune misure per garantire che i viaggi all'estero di giovani partecipanti a scambi riconosciuti non comportino la perdita dei diritti alle indennità di disoccupazione o ad altre forme equivalenti di sussidio di reddito.

PROPOSTA MODIFICATA

Articolo 7

1. Gli Stati membri contribuiscono al conseguimento degli obiettivi del programma "Yes per l'Europa", di cui all'articolo 3
adottando a tal fine le opportune misure.
2. Ciascuno Stato membro:
 - a) designa o istituisce una o più strutture competenti chiamate ad assicurare il coordinamento a livello nazionale dell'attuazione del programma, senza tuttavia che tale mandato escluda qualsiasi altro compito;
 - b) ove necessario adotta le opportune misure per garantire che il soggiorno all'estero di giovani partecipanti a scambi effettuati nell'ambito del programma non comporti la perdita di diritti in particolare di quelli relativi alle prestazioni sociali.

PROPOSTA INIZIALE

Articolo 6

La Commissione adotta le misure necessarie per attuare la presente decisione.

Articolo 7

La Commissione sottopone al Consiglio ed al Parlamento una relazione sull'attuazione della presente decisione unitamente alla presentazione della sua proposta di riesame della decisione 84/636/CEE.

Articolo 8

Gli Stati membri sono destinatari della presente decisione.

PROPOSTA MODIFICATA

Articolo 8

La Commissione adotta le misure necessarie per attuare la presente decisione.

Articolo 9

La Commissione sottopone al Consiglio e al Parlamento una relazione sull'attuazione della presente decisione unitamente alla presentazione della sua proposta di riesame della decisione 84/636/CEE.

Articolo 10

Gli Stati membri sono destinatari della presente decisione.

PROPOSTA INIZIALE

ALLEGATO AL PROGETTO DI DECISIONE

SUL PROGRAMMA "YES PER L'EUROPA"

1. Il programma "YES per l'Europa" è concepito come una serie di misure complementari a carattere di incentivo intese a favorire lo sviluppo di scambi di giovani nella Comunità europea. Dette misure riguardano i giovani di età compresa tra i 16 ed 25 anni, nonché le organizzazioni giovanili, i giovani lavoratori, le organizzazioni non governative, le competenti autorità pubbliche e tutti gli altri organismi che possono svolgere un ruolo nella promozione o nella organizzazione di detti scambi.

PROPOSTA MODIFICATA

ALLEGATO ALLA PROPOSTA DI DECISIONE

SUL PROGRAMMA "YES PER L'EUROPA"

1. Il programma "Yes per l'Europa" è concepito come una serie di misure intese a favorire gli scambi di giovani nella Comunità europea. Dette misure riguardano i giovani di età compresa tra i 15 ed i 25 anni, nonché le organizzazioni di giovani, gli assistenti giovanili e gli animatori socio-educativi, le organizzazioni non governative, le competenti autorità pubbliche e tutti gli altri organismi che possono svolgere un ruolo nella promozione o nell'organizzazione di detti scambi.

PROPOSTA INIZIALE

2. Per migliorare il sostegno diretto a favore degli scambi di giovani è prevista l'attuazione delle seguenti misure:

A. Misure di sostegno finanziario diretto a favore di scambi di giovani, esclusi gli scambi organizzati nell'ambito dei normali sistemi di istruzione e formazione. Le sovvenzioni, versate a fonte delle spese di mobilità, saranno di norma convogliate mediante i competenti organismi di cui all'art.5, paragrafo 2 della presente decisione, assegnata a ciascuno Stato membro obiettivi quantitativi in proporzione alla sua popolazione giovanile. Nell'assegnazione delle sovvenzioni sarà data carattere prioritaria a:

PROPOSTA MODIFICATA

2. Per migliorare il sostegno diretto ed indiretto a favore degli scambi di giovani potrà essere prevista l'attuazione delle seguenti misure:

A. Misure di sostegno finanziario a favore di scambi di giovani previsti nel quadro di una precisa impostazione pedagogica espressa sotto forma di progetto coerente ed intesa, nella misura del possibile, a valutare l'impatto o gli effetti dello scambio, in termini di cooperazione o di formazione personale o di gruppo. Non sono presi in considerazione gli scambi che rientrano nel contesto di un programma scolastico o di formazione professionale. Questo aiuto finanziario comporterà, in particolare, un contributo d'importo variabile in funzione della distanza, a fronte delle spese di viaggio tra il luogo di residenza ed il luogo nel quale si svolge lo scambio (andata e ritorno), e la cui entità non dovrebbe superare il 75% delle spese sostenute. Nel calcolo dell'aiuto in questione, a ciascuno Stato membro saranno assegnati precisi obiettivi quantitativi in proporzione alla sua popolazione giovanile. Il calcolo terrà conto anche:

PROPOSTA INIZIALE

PROPOSTA MODIFICATA

(i) scambi della durata minima di una settimana, i quali:

- riuniscano i giovani di diversa origine sociale, economica e culturale;
- siano destinati a giovani svantaggiati da un punto di vista economico o altro;
- siano stati avviati e programmati da gruppi di giovani;
- riguardino regioni della Comunità non adeguatamente rappresentate nel settore degli scambi di giovani.

(ii) scambi di maggiore durata, compresi i campi di lavoro volontario, i quali:

- riuniscano giovani provenienti da almeno sei Stati membri allo scopo di studiare e lavorare su un progetto di comune interesse europeo.

- del livello medio del costo della vita in ciascuno degli Stati membri rispetto alla media comunitaria;
- della distanza geografica tra gli Stati membri;
- del riequilibrio del flusso di scambi all'interno della Comunità.

Nell'assegnazione dell'aiuto finanziario sarà dato carattere prioritario agli scambi che:

- riuniscano giovani di diversa origine sociale, economica e culturale;
- sensibilizzino i giovani alla dimensione europea;
- vadano anche a beneficio di giovani svantaggiati;
- siano stati concepiti ed organizzati da gruppi di giovani;
- riguardino regioni della Comunità che normalmente offrono scarse possibilità di scambio.

PROPOSTA INIZIALE

Punti B e C

D. Un regime di sovvenzioni per brevi visite all'estero in rapporto con la preparazione di scambi destinati a consentire ai giovani di trascorrere in un altro Stato membro un periodo riconosciuto parte integrante di un corso di formazione professionale.

PROPOSTA MODIFICATA

Nessuna modifica

D. Regime di sovvenzioni per brevi visite all'estero connesse con la preparazione di scambi di giovani nell'ambito della loro formazione professionale.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSTA INIZIALE

PROPOSTA MODIFICATA

3. Per il miglioramento delle infrastrutture e del sostegno indiretto agli scambi di giovani, è prevista l'attuazione delle seguenti misure:

E. Assistenza a favore della creazione e dello sviluppo di attività specifiche organizzate o patrocinate dalle agenzie di coordinamento designate nei singoli Stati membri per gli scambi di giovani. Queste attività devono riguardare:

(i) una politica di informazione interna, comprendente la disponibilità di una base centrale di dati aggiornata su tutte le possibilità di scambi nonché sulle varie fonti di finanziamento, la consulenza e la formazione per i vari promotori, nonché la divulgazione delle informazioni a giovani e promotori di scambi a livello regionale e locale, o

(ii) una politica di informazione esterna, comprendente il collegamento con le agenzie di coordinamento in altri Stati membri e la disponibilità di informazioni a carattere multilingue e lo svolgimento di un'opera di consulenza a favore di giovani provenienti dall'estero e di promotori di scambi, o

E. Aiuto a favore della creazione e dello sviluppo di attività specifiche organizzate o finanziate dalle strutture di cui all'articolo 7, paragrafo 2

Queste attività saranno in particolare connesse allo sviluppo:

a) di una politica d'informazione interna, comprendente la disponibilità di una base centrale di dati aggiornata su tutte le possibilità di scambi di giovani nonché sulle varie fonti di finanziamento; l'informazione e la formazione per i vari promotori; la divulgazione delle informazioni a giovani e promotori di scambi a livello regionale e locale;

b) di una politica d'informazione esterna delle agenzie di coordinamento di altri Stati membri con lo svolgimento di un'opera d'informazione a carattere multilingue e di consulenza a favore dei giovani provenienti dall'estero, nonché dei promotori di scambi di giovani accolti nel paese;

PROPOSTA INIZIALE

(iii) servizi di consulenza che siano in grado di fornire un orientamento pratico sulla preparazione degli scambi nonché di offrire corsi di formazione, con inclusa una preparazione linguistica, per i promotori di scambi.

PROPOSTA MODIFICATA

c) di servizi di consulenza in grado di fornire un orientamento pratico sulla preparazione degli scambi di giovani nonché di offrire corsi di formazione, segnatamente d'ordine linguistico, per i promotori di scambi. Dette strutture costituiranno in particolare il canale attraverso il quale saranno normalmente trasferite le sovvenzioni assegnate nell'ambito del programma "Yes per l'Europa".

PROPOSTA INIZIALE

PROPOSTA MODIFICATA

- F. Aiuti a favore di una formazione europea destinata ai giovani lavoratori in materia di organizzazione e valorizzazione degli scambi.
4. La Commissione attuerà tutte le misure intese a completare e sostenere quelle citate nei precedenti paragrafi 2 e 3, ed in particolare:
- (i) una serie di accordi per il funzionamento della rete tra le varie agenzie nazionali di coordinamento;
- (ii) la produzione e la divulgazione di informazioni e documentazione nonché la promozione degli scambi di esperienze;
- (iii) la verifica dei progressi realizzati e l'analisi di tendenze e di specifici problemi quali la soppressione di ostacoli giuridici ed amministrativi, le tendenze in materia di agevolazioni di viaggio, la fattibilità di una Tessera europea "Giovani";
- F. Aiuti a favore di una formazione europea destinata ad animatori socio-educativi per una migliore organizzazione ed una più efficace utilizzazione degli scambi di giovani.
3. La Commissione può integrare le misure di cui al paragrafo 2,
- a) favorendo i contatti tra le diverse strutture di cui all'articolo 7 paragrafo 2;
- b) agevolando la produzione e la divulgazione di informazioni e documentazione, nonché la promozione di scambi di esperienze e la ricerca di metodologie appropriate;
- c) promuovendo l'attuazione di misure pratiche intese a favorire la mobilità di giovani nei diversi Stati membri, inclusa la creazione di una Tessera europea "Giovani" per facilitare il loro accesso ai servizi esistenti a livello nazionale.

PROPOSTA INIZIALE

(iv) un'opera di assistenza tecnica e di sostegno per l'attuazione dei regimi di sovvenzioni e contributi.

5. I progetti che potranno beneficiare dell'assistenza comunitaria saranno scelti in base alla loro qualità, all'entità potenziale del loro impatto e del loro contributo ad un sempre maggiore equilibrio tra i vari Stati membri, per quanto riguarda le attività di scambio svolte, nonché allo sviluppo di un forte sentimento di identità comunitaria.

PROPOSTA MODIFICATA

d) svolgendo un'opera di assistenza tecnica e di sostegno per l'attuazione dei regimi di sovvenzioni e contributi.

4. I progetti che potranno beneficiare dell'assistenza comunitaria sono scelti in base a taluni criteri comuni di qualità, d'impatto e di efficacia relativamente a quelli che sono gli obiettivi del programma.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

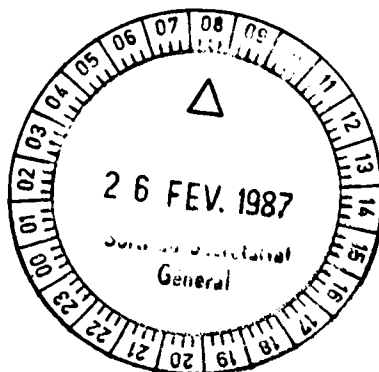
COM(87) 76 def.

Brussel, 20 februari 1987

Gewijzigd voorstel voor een BESCHIKKING VAN DE RAAD

tot vaststelling van een Actieprogramma ter bevordering
van de uitwisseling van jongeren in de
Gemeenschap - het YES for Europe"-Programma

(door de Commissie bij de Raad ingediend overeenkomstig
artikel 149, tweede alinea van het EEG-Verdrag)



COM(87) 76 def.

MEMORIE VAN TOELICHTING

1. Een voorstel voor een Beschikking van de Raad tot vaststelling van een Actieprogramma ter bevordering van de uitwisseling van jongeren in de Gemeenschap - het "YES for Europe"-Programma - werd op 5 maart 1986 aan de Raad voorgelegd¹. Adviezen betreffende het voorstel werden uitgebracht door het Europese Parlement op 13 november 1986² en door het Economisch en Sociaal Comité op 17 september 1986³, terwijl een formeel commentaar werd geleverd door het Jeugdforum.
2. De bedoeling van dit gewijzigde voorstel is rekening te houden met deze adviezen; in hoofdzaak behelst het een aantal door het Europese Parlement en het Economisch en Sociaal Comité voorgestelde wijzigingen, evenals bepaalde veranderingen en toelichtingen die in de loop van de op de publikatie van het oorspronkelijke voorstel volgende discussies wenselijk zijn gebleken.
3. De belangrijkste wijzigingen die de Commissie in haar oorspronkelijke voorstel heeft aangebracht zijn (afgezien van de toelichtingen) de volgende:
 - (a) In artikel 2 is de definitie van "uitwisseling van jongeren" uitgebreid om duidelijker tot uitdrukking te brengen dat zowel multilaterale als bilaterale activiteiten onder het programma vallen; voorts is de minimumleeftijd voor jongeren die in aanmerking komen om aan het programma deel te nemen verlaagd tot 15 jaar. Deze verlaging is door diverse lichamen voorgesteld, onder andere het Europese Parlement; en de Commissie stemt ermee in dat jongeren vanaf de leeftijd van 15 jaar gebruik kunnen maken van een praktische leerervaring zoals deze door een behoorlijk georganiseerde en gestructureerde jongerenuitwisseling mogelijk zou moeten worden gemaakt. (Met deze verandering van de leeftijdsgroep is ook op diverse andere punten in de ontwerp-beschikking en de bijlage rekening gehouden.)
 - (b) De doelstellingen zijn aangepast, hoofdzakelijk in de zin van verheldering. Een bijkomende doelstelling (nieuw sub-lid 3d) is opgenomen om rekening te houden met het amendement van het Parlement betreffende het steunen van banden tussen jongeren;
 - (c) Artikel 4 is grondig herzien om rekening te houden met het door de Commissie gedane voorstel betreffende de structuur van het comité dat is opgericht krachtens Gemeenschapsinstrumenten na goedkeuring van de Europese Akte. Volgens het oorspronkelijke voorstel was de Commissie verplicht de lid-staten te raadplegen; ingevolge het gewijzigde voorstel zou een officieel raadgevend comité worden opgericht, waarin de Raad van Europa (gezien de ervaring met internationaal jongerenwerk die diens Europese jongerencentrum en -stichting heeft opgedaan) en het Jeugdforum de status van waarnemer zouden hebben. Als gevolg van deze wijziging worden de vroegere leden 2 en 4 van artikel 4 de nieuwe artikelen 5 en 6, terwijl de daaropvolgende artikelen opnieuw zijn genummerd.

¹ COM(86) 52 def., PB C ... van

² PB

³ PB

- (d) Er zijn diverse kleine wijzigingen aangebracht in het vroegere artikel 5 (nieuw artikel 7), vooral met het oog op verduidelijking.
- (e) Artikel 1 van de Bijlage bij de Beschikking is ingrijpend herzien. De voornaamste gevolgen van deze herziening zijn:
 - dat de definitie van de uitwisselingen die onder het programma vallen wordt herzien en verduidelijkt;
 - dat de aanbeveling van het Parlement om in sommige gevallen de bijdrage in het kader van het Programma aan niet met reizen verband houdende kosten van jongerenuitwisselingen tot 75% te laten oplopen wordt aangenomen;
 - dat als factoren bij de verstrekking van subsidies behalve het aantal jongeren in de leeftijdsgroep 15 tot 25 jaar drie specifieke elementen in aanmerking worden genomen, namelijk:
 - ° de gemiddelde kosten van levensonderhoud in elke lid-staat in vergelijking met het gemiddelde voor de Gemeenschap,
 - ° de geografische afstand tussen de lid-staten,
 - ° en het in evenwicht brengen van de uitwisselingsbewegingen binnen de Gemeenschap.

In deze herziening van artikel 2 van de Bijlage is het onderscheid tussen uitwisselingen in het algemeen en uitwisselingen op langere termijn (sub a) en b) van de oorspronkelijke tekst) opgeheven. Er zijn sterke twijfels geuit aan de zin van dit onderscheid; en aangezien beide activiteiten onder de definitie van uitwisseling van jongeren volgens het herziene artikel 2 van de Beschikking vallen lijkt het niet nodig het onderscheid hier te handhaven. Deze wijziging betekent niet dat de steun van de Commissie voor multilaterale activiteiten vermindert, die overigens door het Parlement werden gesteund niet alleen in het advies betreffende het "YES for Europe"-Programma, maar ook in de resolutie van het Parlement van 16 december 1983 betreffende een Europees Programma voor vrijwillige dienstverlening door jongeren. Er lijkt echter niet meer nodig te zijn een formeel onderscheid te maken tussen dit soort activiteiten en alle andere, aangezien ook dit onder de nieuwe definitie van uitwisseling van jongeren valt.

- (f) Artikel 4 van de Bijlage is met het oog op grotere duidelijkheid herzien, en tevens zijn er enkele ideeën die in verschillende stadia naar voren zijn gebracht in verwerkt.

4. Daarentegen heeft de Commissie besloten de tekst op de volgende punten niet te wijzigen:

- (a) Er zijn geen veranderingen aangebracht in de preambule. Er is met name geen melding gemaakt van het nieuwe artikel 100 van het EEG-Verdrag dat uit de Europese Akte voortgekomen is, aangezien dit niet van invloed is op de wettelijke basis van het voorstel.
- (b) Naar aanleiding van het voorstel om de leeftijdsgroep van 16 tot 25 jaar (zoals oorspronkelijk voorgesteld) te veranderen in 15 tot 26 jaar (zoals voorgesteld door het Europese Parlement) stelt de Commissie voor de oorspronkelijke leeftijdsgrens te verlagen tot 15 jaar, naar de bovenste leeftijdsgrens op 25 jaar te handhaven. Dit is namelijk niet alleen de hoogste leeftijd voor "jongeren" volgens andere belangrijke Gemeenschapsbepalingen (bijvoorbeeld ten aanzien van het Europees Sociaal Fonds), maar

deze valt ook samen met de bovenste leeftijd van de meest soortgelijke programma's in de lid-staten. Opgemerkt zij dat deze leeftijdsgrenzen alleen van toepassing zijn op deelnemers aan uitwisselingen van jongeren (Actie A), en dat voor de andere voorgestelde activiteiten (Acties B t/m G) geen beperkingen ten aanzien van de leeftijd gelden.

- (c) Aangezien er in de herziene definitie van "uitwisseling van jongeren" in artikel 3 van de Beschikking de nadruk op wordt gelegd dat zowel multilaterale als bilaterale activiteiten worden beoogd, is de Commissie dus niet ingegaan op de voorstellen om het accent op multilaterale activiteiten te versterken. Zowel multilaterale als bilaterale activiteiten hebben hun waarde, en het lijkt onjuist om het programma naar één van beide kanten te laten overhellen, aangezien de omstandigheden en bestaande programma's in de lid-staten zo sterk uiteenlopen. Integendeel lijkt het van belang te zijn een zekere mate van flexibiliteit in te bouwen ten einde de mogelijkheid te scheppen om op de in de lid-staten opgedane ervaring te reageren en voort te bouwen.
- (d) In budgettair opzicht stelde het Parlement een verhoging van de geraamde begroting van 30 miljoen ECU over drie jaar tot 50 miljoen ECU voor hetzelfde tijdvak voor. De Commissie heeft deze suggestie niet overgenomen, ten dele omdat in een groot aantal lid-staten de voorgestelde activiteiten vanaf een laag niveau van voorbereiding zullen beginnen, en er voor het programma dus een aanlooptijd nodig zal zijn, ten dele omdat de financiële omstandigheden in de Gemeenschap in het algemeen een zodanige verhoging van de begroting in dit stadium niet lijken te wettigen. Dit betekent dat de Gemeenschap een bescheiden stap zou zetten bij het opzetten van het programma, en daarbij de nadruk zou leggen op de kwaliteit van de regelingen en de infrastructuur die zal worden ontwikkeld.
- (e) In verband met het vraagstuk van de wettelijke en bestuursrechtelijke belemmeringen voor de uitwisseling van jongeren is de Commissie van mening dat de communautaire wetgeving en jurisprudentie betreffende het vrije verkeer van werknemers grotendeels ontoepasselijk zijn, gezien aard en duur van de jeugduitwisselingen, en zij is daarom niet ingegaan op het voorstel van het Parlement om naar bevoegdheden op grond van deze rechtsvoorschriften te verwijzen. Daarentegen versterken de verwijzingen in het nieuwe artikel 7, b) van de herziene beschikking naar het behoud van verworven sociale rechten de tekst van het vroegere artikel 5, b).
- (f) Diverse autoriteiten, waaronder het Parlement en het Economisch en Sociaal Comité, hebben het vraagstuk aan de orde gesteld van opname van jongeren buiten de Gemeenschap in het programma. Daarbij werd tevens opgemerkt dat er op de eerste conferentie van Europese ministers voor jeugdzaken, die in december 1985 bij de Raad van Europa werd gehouden, een beroep werd gedaan op de Raad van Europa om in overleg met de Europese Gemeenschap een uitgebreid jongerenuitwisselingsprogramma te bevorderen. De Commissie ziet de aanvullende voorstellen van de Raad van Europa met belangstelling tegemoet, maar is van mening dat in de eerste jaren van het "YES for Europa"-Programma de nadruk dient te worden gelegd op het tot stand brengen van jeugduitwisselingen als een erkende en gewaardeerde activiteit in alle lid-staten van de Gemeenschap, met inbegrip van die waar deze op het ogenblik nog weinig gebruikelijk zijn. De Commissie is eveneens van mening

dat de voorstellen betreffende "YES for Europe" duidelijk beantwoorden aan het door de Europese Raad gegeven mandaat toen deze de voorstellen inzake het "Europa van de Burgers" op zijn vergadering in Milaan in juni 1985 goedkeurde. Het oorspronkelijke doel van deze voorstellen was, zoals men zich zal herinneren, het "beeld en de identiteit" van de Gemeenschap te versterken, zowel ten aanzien van haar burgers als van de buitenwereld. Om al deze redenen, en ook uit praktisch oogpunt is de Commissie van mening dat het programma voorshands niet tot buiten de Gemeenschap dient te worden uitgebreid, en heeft zij dus ook geen wijzigingen in deze richting aanvaard. Niettemin zal de Commissie de toestand in het oog houden naarmate het programma zich ontwikkelt.

(g) De Commissie heeft ter verduidelijking de tekst van artikel 4, (ii) van de Bijlage betreffende een Europese jeugdkaart omgewerkt, maar het specifieke commentaar van de zijde van het Parlement niet aanvaard. De reden hiervan is dat dit commentaar een kaart suggereert die in de praktijk beperkter is dan die welke reeds in sommige lid-staten beschikbaar is, en het lijkt dus gepast om de algemenere, dus meer omvattende oorspronkelijke tekst te handhaven. Er zij op gewezen dat de Commissie samenwerking tussen de bestaande jeugdkaarten reeds steunt, en gehoopt wordt dat meer lid-staten zich te zijner tijd hierbij zullen aansluiten.

(h) De Commissie heeft het voorstel een gedeelte van de financiële bijdrage van de Gemeenschap in het bijzonder te bestemmen voor initiatieven door jongerenorganisaties niet aanvaard. Dit wil niet zeggen dat dergelijke organisaties van het programma dienen te worden uitgesloten; men zou zich immer moeilijk kunnen voorstellen dat het programma zonder jongerenorganisaties zou kunnen functioneren. De betekenis van dergelijke organisaties en de mate waarin zij individuele jongeren aanspreken lopen echter tussen de lid-staten uiteen; hetzelfde geldt voor de definitie wat al of niet een jongerenorganisatie uitmaakt. In elk geval lijkt er geen reden te zijn om een gedeelte van de begroting van een als algemeen bedoeld programma te reserveren voor een bepaalde categorie personen op basis van hun wettelijke of organisatorische structuur, in plaats van op de kwaliteit van hun projecten.

5. Tenslotte heeft de Commissie nota genomen van het verzoek van het Parlement verdere voorstellen op het gebied van de schooluitwisseling te doen, welk verzoek weerklank heeft gevonden in andere kringen. De Commissie is het ermee eens dat er na de goedkeuring van het verslag betreffende het "Europa van de Burgers" door de Europese Raad en diens verzoek aan de Instellingen van de Gemeenschap om de nodige stappen te nemen voor de uitvoering daarvan op communautair niveau voorzieningen dienen te worden getroffen om dergelijke uitwisselingen te vergemakkelijken en in de kosten daarvan bij te dragen. De Commissie is van mening dat dergelijke maatregelen betrekking dienen te hebben op inspanningen die worden gedaan om het onderricht in vreemde talen in de Europese Gemeenschap te verbeteren en om een Europese dimensie in het onderwijs te bevorderen. Zij zal te zijner tijd de nodige voorstellen indienen, met inachtneming van zowel de vorderingen op deze gebieden en de financiële situatie van de Gemeenschap.

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

GEWIJZIGD VOORSTEL

Titel, aanhalingen en
consideransen

Ongewijzigd

Artikel 1

Ongewijzigd

Artikel 2

Artikel 2

Voor de toepassing van deze beschikking wordt onder "uitwisseling van jongeren" verstaan: bezoeken van jongeren tussen 16 en 25 jaar aan een andere Lid-Staat dan die waarin zij wonen, met welke bezoeken gewoonlijk één tot drie weken zijn gemoeid en die met name zodanig zijn opgezet dat jongeren in staat worden gesteld:

Voor de toepassing van deze beschikking wordt onder "uitwisseling van jongeren" verstaan: bilaterale en multilaterale uitwisselingen en ontmoetingen tussen groepen van jongeren van 15 tot 25 jaar met een duur van ten minste één week in een andere Lid-staat dan die waarin zij wonen, en die met name zodanig zijn opgezet dat jongeren in staat worden gesteld:

Streepjes

Ongewijzigd

Artikel 3

Artikel 3

De doelstellingen van het "YES for Europe"-Programma zijn:

De doelstellingen van het "YES for Europe"-Programma zijn:

a) bevordering van jeugduitwisseling op economisch, sociaal, cultureel en sportgebied binnen de Europese Gemeenschap, waarbij het aantal uitgewisselde jongeren dient toe te nemen en de uitwisselingsbewegingen tussen de lid-staten in evenwicht moeten worden gebracht;

a) bevordering van jeugduitwisseling op economisch, sociaal, cultureel en sportgebied ten behoeve van een toenemend aantal jongeren afkomstig uit alle lid-staten, waaronder met name gebieden waar gewoonlijk weinig mogelijkheden voor uitwisseling bestaan;

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

b) verbetering in de kwaliteit van de jongerenuitwisseling, met name door middel van de verlening van bijstand voor de voorbereiding en de organisatie van die uitwisseling, ten einde de betrokken jongeren er zoveel mogelijk baat bij te laten vinden en hen eveneens in staat te stellen erbij ook zelf een actieve rol te vervullen;

c) aanmoediging van diversificatie van van jongerenuitwisselingen, door in het bijzonder jongeren met alle mogelijke sociale, economische en culturele achtergronden en afkomstig uit alle regio's van de Gemeenschap erbij te betrekken;

d) het zoeken naar middelen waarmee de uiteenlopende financiële, juridische en administratieve hinderpalen die de deelneming aan of de organisatie van jongerenuitwisselingen in de weg staan kunnen worden overwonnen;

GEWIJZIGD VOORSTEL

b) verbetering in de kwaliteit van de jongerenuitwisseling, zoals omschreven in artikel 2, met name door middel van de verlening van bijstand voor de voorbereiding en de organisatie van die uitwisseling ten einde een zo groot mogelijk effect te bereiken en de betrokken jongeren er zoveel mogelijk baat bij te laten vinden, met name door hen een actieve rol bij de organisatie van de uitwisselingen te laten spelen;

c) aanmoediging van diversificatie van van jongerenuitwisselingen en totstandbrenging van het evenwicht ervan tussen de lid-staten, met name door de bevordering van multilaterale uitwisselingen, door in het bijzonder jongeren met uiteenlopende sociale, economische en culturele achtergronden erbij te betrekken;

d) ondersteuning van Europese activiteiten ten einde permanente en gestructureerde banden tussen jongeren of groepen van jongeren van verschillende lid-staten te ontwikkelen;

e) het zoeken naar middelen waarmee de uiteenlopende financiële, juridische en administratieve hinderpalen die de deelneming aan of de organisatie van jongerenuitwisselingen in de weg staan kunnen worden overwonnen;

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

GEWIJZIGD VOORSTEL

e) geleidelijke vaststelling van leemten in en nieuwe prioriteiten voor bestaande uitwisselingsregelingen die in de lid-staten of op Gemeenschapsniveau aanvullende maatregelen kunnen vergen.

f) het, rekening houdend met de opgedane ervaring, vaststellen van nieuwe acties ten einde eventueel in de bestaande uitwisselingsprogramma's geconstateerde leemten op te vullen.

Artikel 4

1. De Commissie legt met behulp van de in de bijlage vervatte stimulerende en aanvullende maatregelen het "YES for Europe"-Programma ten uitvoer.

Artikel 4

1. De Commissie past het "YES for Europe"-Programma toe overeenkomstig deze beschikking en de bijbehorende bijlage.

2. Bij de uitvoering van deze taak wordt de Commissie bijgestaan door een raadgevend comité. Dit comité bestaat uit twee vertegenwoordigers per lid-staat, benoemd door de Commissie op voordracht van de betrokken lid-staat. De leden van het comité kunnen zich laten bijstaan door deskundigen of adviseurs. Het comité wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de Commissie. Het secretariaat van het comité berust bij de Commissie. Een vertegenwoordiger van de Raad van Europa en een vertegenwoordiger van het Jeugdforum van de Europese Gemeenschappen nemen deel aan de werkzaamheden van het Comité als waarnemer.

3. De Commissie kan het comité raadplegen ten aanzien van iedere aangelegenheid in verband met de tenuitvoerlegging van dit programma. De Commissie raadpleegt het comité betreffende:

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

GEWIJZIGD VOORSTEL

- de grote lijnen van de in het
programma vervatte maatregelen;

- de vraagstukken in verband met het
algemene evenwicht van de
verschillende soorten acties en de
uitwisselingen tussen lid-staten.

4. Het comité beraadslaagt over de van de
uitgaande verzoeken om advies.

De Commissie kan, wanneer zij het
comité om advies verzoekt, bepalen
binnen welke termijn het advies moet
worden uitgebracht. Na de
beraadslagingen van het comité vindt
geen stemming plaats. Ieder lid van het
comité kan evenwel verlangen dat zijn
mening in de notulen wordt opgenomen.

5. De beraadslagingen van het comité zijn
vertrouwelijk. Het comité stelt zijn
huishoudelijk reglement vast.

Artikel 5

2. De financiering van deze maatregelen
in de periode 1987-1989 wordt op
30 miljoen ECU geraamd.

De voor de financiering van het "YES for
Europe"-Programma in het tijdvak 1987-1989
noodzakelijke kredieten worden geraamd op
30 miljoen ECU.

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

3. De Commissie raadpleegt over alle belangrijke aangelegenheden met betrekking tot de tenuitvoerlegging van het programma vertegenwoordigers van de lid-staten en het Jeugdforum van de Europese Gemeenschap.

GEWIJZIGD VOORSTEL

Artikel 6

De Commissie ziet erop toe dat dit actieprogramma en andere communautaire activiteiten inzake jongeren-uitwisseling, met name die waarin Besluit 84/636/EEG voorziet, onderling samenhangen en elkaar aanvullen. De Commissie draagt ervoor zorg dat haar acties een aanvulling vormen op die van de Europese Stichting en zij onderhoudt tevens regelmatig contact met de op het gebied van jongeren-uitwisseling werkzame internationale organisaties, waarbij zij haar actie met die van deze organisaties coördineert.

Artikel 5

1. De lid-staten verlenen bijstand aan de verwezenlijking van de in artikel 3 omschreven doelstellingen van het "Yes for Europe"-Programma en stellen dienovereenkomstig een actieplan op.

De Commissie ziet erop toe dat dit actieprogramma en andere communautaire activiteiten inzake jongeren-uitwisseling, met name die waarin Besluit 84/636/EEG voorziet, met elkaar te verenigen zijn en elkaar aanvullen. De Commissie draagt er zorg voor dat haar acties een aanvulling vormen op die van de Europese Stichting en zij onderhoudt tevens regelmatig contact met de op het gebied van jongeren-uitwisseling werkzame internationale organisaties.

Artikel 7

1. De lid-staten verlenen bijstand aan de verwezenlijking van de in artikel 3 omschreven doelstellingen van het "Yes for Europe"-Programma en nemen de daartoe passende maatregelen.

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

GEWIJZIGD VOORSTEL

2. Elke lid-staat zal in het bijzonder:

2. Elke lid-staat:

i) een bevoegd orgaan, onderscheidenlijk bevoegde organen, aanwijzen of in het leven roepen om op te treden als de nationale coördinerende instantie voor de ontplooiing van jongerenuitwisselingen in de Europese Gemeenschap. Indien dit orgaan een ander orgaan is dan de overeenkomstig artikel 7, lid 2, van Besluit 84/636/EEG aangewezen instantie, dient het met die instantie nauw samen te werken;

ii) maatregelen treffen om, voor zover dit nog niet het geval is, te waarborgen dat het reizen in het buitenland door aan erkende jongerenuitwisselingen deelnemende jongeren niet tot verlies van het recht op werkloosheidsuitkeringen of van gelijkwaardige vormen van inkomenssteun leiden.

a) wijst één of meer bevoegde lichamen aan voor de coördinatie op landelijk niveau van de tenuitvoerlegging van het programma of roept deze in het leven, zonder dat evenwel deze opdracht andere taken uitsluit;

b) treft maatregelen om, voor zover dit nog niet het geval is, te waarborgen dat het reizen in het buitenland van jongeren die aan uitwisselingen in het kader van dit programma deelnemen niet leidt tot het verlies van rechten, met name die welke verband houden met sociale prestaties.

Artikelen 6, 7 en 8

worden artikelen 8, 9 en 10

Bijlage

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

BIJLAGE BIJ HET VOORSTEL VOOR EEN
BESCHIKKING BETREFFENDE HET
"YES FOR EUROPE"-PROGRAMMA

1. Het "YES for Europe"-Programma omvat een pakket aanspoerende maatregelen ter bevordering van de ontplooiing van uitwisselingen van jongeren in de Europese Gemeenschap. De maatregelen zijn bedoeld voor jongeren in de leeftijdsgroep van 16 tot en met 25 jaar, alsmede voor jongerenorganisaties, jeugdwerkers, niet-gouvernementele organisaties, overheidsinstanties en alle andere organisaties die bij de bevordering of de organisatie van jongerenuitwisselingen een rol vervullen.
2. Ter verbetering van de rechtstreekse steun voor de jongerenuitwisselingen worden de volgende maatregelen genomen:
 - A. Rechtstreekse financiële steun voor jongerenuitwisselingen, met uitzondering van uitwisselingen in het kader van de traditionele onderwijs- en opleidingsstelsels. Deze steun zal normaliter via de overeenkomstig artikel 5, lid 2, van de beschikking aangewezen instanties lopen, waarbij elke lid-staat kwantitatieve doelstellingen opgegeven krijgt die met zijn jongerenbevolking overeenstemmen.

Bijlage

GEWIJZIGD VOORSTEL

BIJLAGE BIJ HET VOORSTEL VOOR EEN
BESCHIKKING BETREFFENDE HET
"YES FOR EUROPE"-PROGRAMMA

1. Het "YES for Europe"-Programma omvat een pakket maatregelen ter bevordering van jongeren uitwisselingen in de Europese Gemeenschap. De maatregelen zijn bedoeld voor jongeren in de leeftijdsgroep van 15 tot en met 25 jaar, alsmede voor jongerenorganisaties, jeugdwerkers, niet-gouvernementele organisaties, overheidsinstanties en alle andere organisaties die bij de bevordering of de organisatie van jongerenuitwisselingen een rol kunnen vervullen.
2. Ter verbetering van de rechtstreekse en indirecte steun voor de jongerenuitwisselingen kunnen de volgende maatregelen genomen worden:
 - A. Financiële steun voor uitwisselingen van jongeren die vanuit een expliciet pedagogisch oogpunt worden georganiseerd, die de vorm aannemen van samenhangende projecten en, in de mate van het mogelijke, de kans bieden het effect of de nevenwerkingen van de uitwisseling ten aanzien van samenwerking of opleiding van personen of groepen exact vast te stellen. Uitwisselingen die plaatsvinden in het kader van een

Bijlage

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

Bij de toekenning van steun wordt prioriteit verleend aan:

i) jongerenuitwisseling met een duur van ten minste één week die:

- jongeren met verschillende sociale, economische en culturele achtergronden samenbrengen;
- jongeren van de Europese dimensie van het leven bewust maken;
- voor minder bedeelde jongeren bestemd zijn;
- werden opgezet en gepland door groepen van jongeren zelf;
- betrekking hebben op regio's van de Gemeenschap die in de jongerenuitwisseling niet sterk zijn vertegenwoordigd;

ii) jongerenuitwisseling van langere duur, inclusief vrijwilligerswerk-kampen, die:

- jongeren uit ten minste zes lidstaten samenbrengen om een studie te wijden en te werken aan een project van gemeenschappelijk Europees belang.

Bijlage

GEWIJZIGD VOORSTEL

school- of beroepsopleidingsprogramma worden niet in aanmerking genomen.

Deze steun zal met name een bijdrage omvatten, waarvan het bedrag kan variëren naar gelang van de afstand, de reiskosten tussen de woonplaats en plaats van uitwisseling (retourbiljet), maar deze bijdrage mag de 75% van de gemaakte kosten niet overschrijden. Bij de berekening van deze steun zullen aan elke lid-staat kwantitatieve doelstellingen worden toegewezen, afhankelijk van het aantal jongeren op zijn bevolking. Bij deze berekening wordt eveneens rekening gehouden met:

- het gemiddelde peil van de kosten van levensonderhoud in elk van de lid-staten, in verhouding tot het communautaire gemiddelde;

- de afstand tussen de lid-staten;

- het in evenwicht brengen van de uitwisselingsbewegingen binnen de Gemeenschap.

Bij de toekenning van steun zal prioriteit worden verleend aan uitwisselingen die:

- jongeren met verschillende sociale, economische en culturele achtergronden samenbrengen;

Bijlage

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

Bijlage

GEWIJZIGD VOORSTEL

- jongeren van de Europese dimensie bewust maken;
- ook voor minder bedeelde jongeren bestemd zijn;
- werden opgezet en georganiseerd door groepen jongeren zelf;
- betrekking hebben op regio's van de Gemeenschap waar doorgaans weinig uitwisselingsmogelijkheden voorhanden zijn.

Acties B en C

Ongewijzigd

- D. Een steunregeling voor korte bezoeken aan het buitenland tot voorbereiding van uitwisselingen om jongeren in staat te stellen in een ander lid-staat een erkend integrerend deel van een beroepsopleiding te volgen.
- E. Hulp bij het opzetten en de ontplooiing van specifieke activiteiten die georganiseerd of gefinancierd worden door de aangewezen coördinerende instanties voor jongerenuitwisselingen in de lid-staten. Deze activiteiten moeten betrekking hebben op de ontplooiing van:

- D. Een steunregeling voor de organisatie van korte bezoeken aan het buitenland ter voorbereiding van uitwisselingen van jongeren in het kader van hun beroepsopleiding.
- E. Hulp bij het opzetten en de ontplooiing van specifieke activiteiten die georganiseerd of gefinancierd worden door de in artikel 7, lid 2, bedoelde lichamen. Deze activiteiten moeten met name betrekking hebben op de ontplooiing van:

Bijlage

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

Bijlage

GEWIJZIGD VOORSTEL

- | | |
|---|---|
| <p>i) een intern voorlichtingsbeleid, met inbegrip van het bijhouden van een centrale databank waarin alle mogelijkheden voor jongerenuitwisseling en bronnen van financiering, advies en opleiding voor organisatoren van uitwisselingen zijn opgeslagen, en van voorzieningen voor het verspreiden van informatie onder jongeren en organisatoren van uitwisselingen op regionaal en plaatselijk niveau, of</p> <p>ii) een extern voorlichtingsbeleid, omvattende contacten met coördinerende instanties in andere lidstaten en het verstrekken van meertalige informatie en advies aan jongeren uit het buitenland en buitenlandse organisatoren van jongerenuitwisselingen, en</p> <p>iii) adviesdiensten die zijn uitgerust om praktische voorlichting over de voorbereiding van jongerenuitwisselingen te geven en opleidingscursussen, waaronder talenonderricht, voor organisatoren van uitwisselingen aan te bieden. De subsidies van het "YES for Europe"-Programma lopen over het algemeen eveneens via deze instanties.</p> | <p>a) een intern voorlichtingsbeleid, met inbegrip van het bijhouden van een centrale databank waarin alle mogelijkheden voor jongerenuitwisseling en bronnen van financiering, advies en opleiding voor organisatoren van uitwisselingen zijn opgeslagen, en van voorzieningen voor het verspreiden van informatie onder jongeren en organisatoren van uitwisselingen op regionaal en plaatselijk niveau, of</p> <p>b) een extern voorlichtingsbeleid, omvattende contacten met coördinerende instanties in andere lidstaten en het verstrekken van meertalige informatie en advies aan <u>uit het buitenland komende jongeren, alsmede voor</u> buitenlandse organisatoren van jongerenuitwisselingen in het gastland en</p> <p>c) adviesdiensten die zijn uitgerust om praktische voorlichting over de voorbereiding van jongerenuitwisselingen te geven en opleidingscursussen, waaronder talenonderricht, aan organisatoren van uitwisselingen aan te bieden. De subsidies van het "YES for Europe"-Programma lopen over het algemeen <u>met name via deze lichamen.</u></p> |
|---|---|

Bijlage

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

F. Steun voor een Europese opleiding voor jeugdwerkers op het gebied van de organisatie en het beheer van jongerenuitwisselingen.

4. De Commissie neemt maatregelen ter aanvulling en ondersteuning van de in de punten 2 en 3 genoemde, met inbegrip van maatregelen:

i) ter ontwikkeling van de netwerkregeringen tussen de nationale coördinerende instanties;

ii) ter verstrekking en verspreiding van informatie en documentatie en ter bevordering van de uitwisseling van ervaring;

iii) ter registratie van de vooruitgang en analysering van ontwikkelingen en specifieke aangelegenheden, zoals de opheffing van juridische en administratieve hinderpalen, ontwikkelingen op het gebied van reisfaciliteiten, de uitvoerbaarheid van de totstandkoming van een Europese jeugdkaart;

Bijlage

GEWIJZIGD VOORSTEL

F. Steun voor een Europese opleiding voor jeugdwerkers op het gebied van de organisatie en het beheer van jongerenuitwisselingen.

3. De Commissie kan de in punt 2 genoemde maatregelen aanvullen door maatregelen:

a) ter bevordering van de contacten tussen de verschillende in artikel 7, lid 2, bedoelde lichamen;

b) ter vergemakkelijking van het samenstellen en verspreiden van informatie en documentatie en ter bevordering van de uitwisseling van ervaringen en het onderzoek betreffende geschikte methoden;

c) ter stimulering van de tenuitvoerlegging van praktische maatregelen met het oog op bevordering van de mobiliteit van jongeren in de verschillende lid-staten, met inbegrip van de totstandbrenging van een Europese jeugdkaart, ten einde voor hen de toegang tot bestaande voorzieningen op nationaal niveau te vergemakkelijken;

Bijlage

OORSPRONKELIJK VOORSTEL

iv) ter verschaffing van technische deskundigheid en steun voor de uitvoering van subsidie- en steunregelingen.

5. De projecten die voor communautaire steun in aanmerking komen, worden uitgekozen op grond van de kwaliteit en de mogelijke uitstraling ervan, alsmede op grond van de mate waarin zij bijdragen tot een evenwichtiger verdeling van de activiteiten op het gebied van jongerenuitwisseling over de lid-staten en tot het aankweken van een sterk identiteitsgevoel met de Gemeenschap.

Bijlage

GEWIJZIGD VOORSTEL

d) ter verschaffing van technische deskundigheid en steun voor de uitvoering van subsidie- en steunregelingen.

4. Om voor communautaire steun in aanmerking te komen moeten de projecten beantwoorden aan zekere gemeenschappelijke criteria van kwaliteit, effect en doelmatigheid met betrekking tot de doelstellingen van het Programma.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(87) 76 final

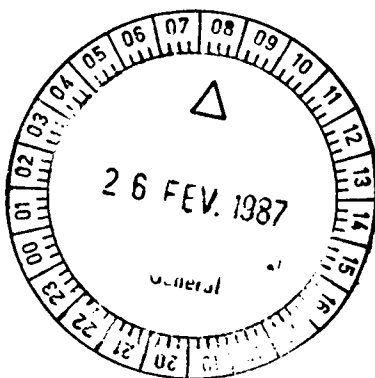
Brussels, 20 February 1987

Amended
Proposal for a
COUNCIL DECISION

adopting an action programme for the promotion of youth exchanges
in the Community - the "YES for Europe" programme

(submitted to the Council by the Commission in accordance with the
second paragraph of Article 149 of the EEC Treaty)

COM(87) 76 final



EXPLANATORY MEMORANDUM

1. A proposal for a Council Decision adopting an action programme for the promotion of youth exchanges in the Community - the "YES for Europe" programme - was laid before the Council on 5 March 1986¹. Opinions on this proposal were delivered by the European Parliament on 13 November 1986² and by the Economic and Social Committee on 17 September 1986³, and a formal comment has been made by the Youth Forum.
2. The purpose of this amended proposal is to take account of these opinions; it incorporates in substance a number of amendments proposed by the European Parliament and the Economic and Social Committee, together with certain changes and clarifications identified as desirable in the course of discussions following the publication of the initial proposal.
3. The changes of substance which the Commission has made to its initial proposal (that is, those other than clarifications) are as follows:
 - (a) In Art. 2, the definition of "youth exchange" has been expanded so as to make more explicit that both multi-lateral and bi-lateral events are covered; and the minimum age for young people eligible to take part has been lowered to 15 years. Such a reduction has been proposed by various bodies, including the European Parliament; and the Commission accepts that young people from the age of 15 can take advantage from the type of practical learning experience that a properly organised and structured youth exchange should represent. (This change in the age range is reflected at various other points in the draft Decision and Annex.)
 - (b) The objectives have been adjusted, essentially in terms of clarification. An additional objective (new sub-para 3(d)) has been included, to take account of the Parliamentary amendment on supporting links between young people.
 - (c) Article 4 has been extensively revised, to take account of the proposal made by the Commission on the structure of Committee established under Community instruments following the adoption of the Single Act. The initial proposal required the Commission to consult Member States; the amended proposal would establish a formal Advisory Committee, on which the Council of Europe (in view of the experience of international youth work of its European Youth Centre and Foundation), and the Youth Forum, would have observer status. As a result of this amendment, former Articles 4.2 and 4.4 become new Articles 5 and 6, and subsequent Articles are renumbered.
 - (d) Various minor amendments have been made to former Article 5 (new Article 7), notably for purposes of clarification.
 - (e) Article 1 of the Annex to the Decision has been extensively revised. The main effects of the revision are:
 - to redefine and clarify the definition of exchanges which are included within the programme;

¹ COM(86) 52 final; OJ C ... of

² O.J.

³ O.J.

- to accept Parliament's recommendation that in some cases, the programme contribution to non-travel costs of youth exchanges may be as high as 75%;
- to adopt, as factors in the distribution of grants, three specific elements in addition to the number of young people in the age-range 15-25:
 - ° the average cost of living in each of the Member States as compared with the Community average;
 - ° the geographical distance between the Member States;
 - ° the balancing of the flow of exchanges within the Community.

In this revision of Article 2 of the Annex, the distinction between exchanges in general and longer term exchanges (sub paragraphs (a) and (b) of the initial text) has been removed. There has been considerable questioning of the value of the distinction; and since both activities are included within the definition of youth exchanges as provided by revised Art. 2 of the Decision, there seems no need to retain the distinction here. This amendment does not lessen the Commission's support for multi-lateral activities, which themselves were supported by Parliament not only in the Opinion on the "Yes for Europe" programme, but also in Parliament's Resolution of 16/12/83 on a European Voluntary Service Scheme for Young People. However, it no longer seems necessary formally to distinguish this type of activity from all others, given that it, too, is covered by the new definition of youth exchange.

- (f) Article 4 of the Annex has been revised for purposes of clarification, and to introduce some of the ideas that have been put forward at different stages.

4. In contrast, the Commission has decided against changing the text at the following points:

- (a) No changes have been made to the Preamble. In particular, no mention has been made of the new Art. 100 of the EEC Treaty provided by the Single Act, since the legal base of the proposal is unaffected by it.
- (b) On the proposal to change the age-range from 16-25 (as initially proposed) to 15-26 (as proposed by the European Parliament), the Commission proposes the lowering of the initial age-limit to 15, but the maintenance of the upper age-range at 25. This is not only the upper age for "Young People" under other major community regulations (for example, in case of the European Social Fund), it also coincides with the upper age of most similar programmes in the Member States. It should be noted that this age range only applies to participants in youth exchanges (Action A), and that the other activities proposed (Actions B-G) have no age restrictions.

- (c) In view of the revised definition of "youth exchange" in Article 3 of the Decision, making it clear that both multi-lateral and bi-lateral activities are included, the Commission has not accepted any of the proposals to strengthen the accent on multi-lateral activities. Both multi-lateral and bi-lateral activities have their value, and it would seem wrong to bias the programme on one side or on the other, given that the circumstances and the existing programmes of Member States vary so widely. On the contrary, it seems important to build in a degree of flexibility that will enable the programme to respond to and to build on existing Member State experience.
- (d) On the budgetary issue, Parliament proposed an increase in the estimated budget of 30 MECUs over 3 years to 50 MECUs over the same period. The Commission has not accepted this suggestion, partly because in a significant number of Member States, the activities proposed will start from a low level of preparation, and the programme will thus need phasing in; partly because the financial circumstances of the Community in general do not seem to permit a budgetary expansion to that level at this stage. This implies that the Community would take a modest step in the launching of the programme, putting the emphasis on the quality of the arrangements and the infrastructures that will be developed.
- (e) On the question of legal and administrative barriers to youth exchanges, the Commission takes the view that Community legislation and jurisprudence on the free movement of workers are largely inapplicable, given the nature and duration of youth exchanges, and has therefore not accepted Parliament's suggestion that reference should be made to powers under such legislation. On the other hand, the references in new Article 7 (b) of the revised Decision to the retention of acquired social rights strengthen the text in former Article 5(b).
- (f) Various authorities, including Parliament and the Economic and Social Committee, have raised the question of extending the scheme to young people outside the Community. It was also noted that the first Conference of European Ministers responsible for Youth, held at the Council of Europe in December 1985, called on the Council of Europe to promote, in liaison with the European Community, a wide-ranging youth exchange scheme. The Commission awaits with interest the complementary proposals of the Council of Europe, but takes the view that the first years of the "YES for Europe" programme should concentrate on establishing youth exchange as a recognised and valued activity in all the Community's Member States, including those where it is little practised at present. The Commission also considers that the "Yes for Europe" proposals respond clearly to the mandate given by the European Council in adopting the "People's Europe" proposals at its meeting in Milan in June 1985. The initial purpose of these proposals, it may be remembered, was to strengthen the "image and identity" of the Community, vis-à-vis both its citizens and the outside world. For all these reasons, as well as for reasons of practicality, the Commission does not consider that the programme should for the present be enlarged beyond the Community, and has accepted no amendments in that direction. Nonetheless, the Commission will keep the situation under review as the programme develops.
- (g) The Commission has redefined, for purposes of clarification, the text in Article 4(c) of the Annex relating to a European Youth Card, but has not accepted the specific comments put forward by

Parliament. This is because those comments would suggest a card more limited in its use than is already available in some Member States, and it seems appropriate to leave the more general, and therefore wider-ranging, initial text. It should be noted that the Commission is already giving support to cooperation between existing youth cards, and it is hoped that more Member States will feel able to join in this area of work in due course.

- (h) The Commission has not accepted the proposal that part of the Community's financial contribution be specifically earmarked for initiatives by young peoples' organisations. This is not to imply that such organisations should be excluded from the programme; indeed, it would be difficult to envisage the operation of the programme without young peoples' organisations. However, the importance of such organisations, and their appeal to individual young people, varies between Member States; as does the definition of what is, or is not, a young people's organisation. In any event, it would seem inappropriate to reserve part of the funds of an intentionally general programme to recipients on the basis of their legal or organisational structure rather than the quality of their projects.

5. Finally, the Commission has noted the request by Parliament that it should present further proposals in the field of school exchanges, a request that has been echoed in other quarters. The Commission accepts that, following the adoption of the "People's Europe" report by the European Council, and its request to the Community's Institutions to take the necessary steps for its implementation, provision should be made at Community level to facilitate such exchanges and to help with their cost. The Commission considers that such provision should relate to efforts being made to improve the teaching of foreign languages in the European Community, as well as to the promotion of a European Dimension in Education. It will make the appropriate proposals, having regard both to the development of work in these fields and to the Community's financial circumstances, in due course.

ORIGINAL PROPOSAL

AMENDED PROPOSAL

Title, citations, recitals

unchanged

Article 1

unchanged

Article 2

For the purposes of this Decision, the term "youth exchanges" shall refer to visits lasting normally between 1 and 3 weeks made by young people between the ages of 16 and 25 years to a Member State other than the Member State in which they reside, and which are specifically planned in such a way as to enable young people:

indents

Article 2

For the purposes of this Decision, the term "youth exchanges" shall refer to bilateral and multilateral exchanges and encounters of groups of young people between the ages of 15 and 25 years of a minimum duration of one week in a Member State other than the Member State in which they reside, and which are specifically planned in such a way as to enable young people :

unchanged

Article 3

The objectives of the YES for Europe programme shall be as follows :

- (a) to promote youth exchanges in the economic, social, cultural and sporting field within the European Community, to increase the number of young people involved and to balance the flow of youth exchanges as between Member States;

Article 3

The objectives of the YES for Europe programme shall be as follows:

- (a) to promote youth exchanges in the economic, social, cultural and sporting fields for an increasing number of young people from all the Member States, including, in particular, regions in which few opportunities for such exchanges are customarily available.

ORIGINAL PROPOSAL

AMENDED PROPOSAL

(b) to promote improvement in the quality of youth exchanges, in particular through assistance with the preparation and organization of exchanges, so as to maximize the benefit to the young people concerned and also enable them to play an active role in setting up exchanges;

(c) to encourage diversification in youth exchanges and in particular to extend participation to young people from all kinds of social, economic and cultural backgrounds and from all regions of the Community;

(d) to identify ways and means of overcoming the various financial, legal and administrative obstacles which may inhibit participation in or the organisation of youth exchanges;

(e) to identify progressively gaps and new priorities in existing arrangements for exchanges which could require supplementary action either within Member States or at Community level.

(b) to promote improvements in the quality of youth exchanges, as defined in Article 2, in particular through assistance with the preparation and organization of exchanges, so as to achieve the maximum impact and maximize the benefit to the young people concerned, in particular by enabling them to play an active part in organizing the exchanges;

(c) to encourage diversification in youth exchanges and achieve an improved balance between Member States, notably by the promotion of multi-lateral exchanges, so as to extend participation, in particular, to young people from all kinds of social, economic and cultural backgrounds;

(d) to support the pursuit of European activities aimed at developing permanent and structured links between young people and groups of young people in the various Member States;

(e) to identify ways and means of overcoming the various financial, legal and administrative obstacles which may inhibit participation in or the organisation of youth exchanges;

(f) to define, in the light of the experience gained, new actions aimed at filling any gaps discovered in existing youth exchange programmes.

ORIGINAL PROPOSAL

Article 4

1. The Commission shall implement the YES for Europe programme on the basis of the different incentives and complementary measures set out in the Annex.

AMENDED PROPOSAL

Article 4

1. The Commission shall implement the "YES for Europe" programme in conformity with this Decision and its Annex.

2. In performing this task, the Commission shall be assisted by an advisory committee. The committee shall be composed of two representatives from each Member State, appointed by the Commission on the basis of proposals from the Member State concerned. Members of the committee may be assisted by experts or advisers. The committee shall be chaired by a representative of the Commission. The secretariat of the committee shall be provided by the Commission. A representative of the Council of Europe and a representative of the Youth Forum of the European Communities shall participate in the work of the committee as observers.

3. The Commission may consult the committee on all questions concerning the implementation of the programme. The Commission shall consult the committee on:

- the general approach concerning the measures provided for by the programme,
- questions of general balance concerning the exchanges between Member States and concerning the various types of actions.

ORIGINAL PROPOSAL

AMENDED PROPOSAL

4. The Committee shall examine matters on which the Commission has requested an opinion. In requesting such opinion, the Commission may set a time-limit within which such opinion must be given. No vote shall be taken. However, any member of the Committee may demand that his views be set down in the minutes.

5. The committee's deliberations shall be confidential. The committee shall adopt its own rules of procedure.

Article 5

2. The estimated amount needed to finance these measures during the period 1987-1989 is 30 million ECU.

The estimated amount needed to finance the "YES for Europe" programme during the period 1987-1989 is 30 million ECU.

3. On all matters of importance concerning the implementation of the programme, the Commission shall consult representatives of Member States and the Youth Forum of the European Communities.

Article 6

4. The Commission shall see to it that there is consistency and complementarity between this action programme and other Community activities affecting youth exchanges, in particular those provided for under Decision 84/636/EEC. The Commission shall

The Commission shall see to it that there is consistency and complementarity between this action programme and other Community activities affecting youth exchanges, in particular those provided for under Decision 84/636/EEC. The Commission shall ensure the complementarity

ORIGINAL PROPOSAL

ensure the complementary of its actions with those of the European Foundation and shall also maintain regular contact and coordination with international organisations working in the field of youth exchanges.

Article 5

1. Member States shall lend their support to achieving the objectives of the YES for Europe programme as set out in Article 3 and shall draw up an action plan accordingly.
2. Each Member State shall in particular:
 - (i) designate or otherwise set up a competent body (or bodies) to act as the national coordination agency for the development of youth exchanges within the European Community. Where this body differs from the authority designated according to Article 7 (2) of Decision 84/636/EEC, it shall operate in close liaison with that authority;
 - (ii) take steps to ensure, where such is not already the case, that travel abroad by young people participating in recognized youth exchanges does not result in loss of entitlement to unemployment benefit or equivalent forms of income support.

AMENDED PROPOSAL

of its actions with those of the European Foundation and shall also maintain regular contact with international organizations working in the field of youth exchanges.

Article 7

1. The Member States shall lend their support to achieving the objectives of the "YES for Europe" programme as set out in Article 3 by taking appropriate measures to that end.
2. Each Member State shall:
 - (a) designate or set up a competent body (or bodies) responsible for coordinating the implementation of the programme at national level, although this may not necessarily be the only task assigned to such bodies;
 - (b) take steps to ensure that travel abroad by young people participating in youth exchanges under the programme does not result in the loss of rights, in particular those relating to social benefits.

ORIGINAL PROPOSAL

AMENDED PROPOSAL

Articles 6,7,8

become Articles 8,9,10

ANNEX TO THE DRAFT DECISION
ON THE "YES FOR EUROPE" PROGRAMME

ANNEX TO THE DRAFT DECISION
ON THE "YES FOR EUROPE" PROGRAMME

1. The YES for Europe programme is designed as a range of incentive measures to promote the development of youth exchanges in the European Community. These measures are directed at young people from 16 to 25 years of age, as well as youth organisations, youth workers, non-governmental organisations, public authorities and all other bodies able to play a role in promoting or organising youth exchanges.

1. The "YES for Europe" programme is designed as a range of incentive measures to promote the development of youth exchanges in the European Community. The measures are directed at young people from 15 to 25 years of age, as well as youth organizations, youth workers, non-governmental organizations, public authorities and all other bodies able to play a role in promoting or organizing youth exchanges.

2. The following measures to improve direct support for youth exchanges shall be implemented:

2. The following measures to improve direct and indirect support for youth exchanges may be implemented:

A. Measures providing direct financial support for youth exchanges excluding exchanges organised within the formal education and training systems. These grants, which will cover mobility costs, will normally be channelled through appropriate bodies designated under Art. 5.2 of this Decision, each Member State being assigned quantitative objectives proportionate to its youth population. In the allocation of grants, priority will be given to :

A. Measures providing financial aid for youth exchanges with an explicitly educational purpose, expressed in the form of a coherent project, and so devised that the impact or repercussions of the exchange, in terms of cooperation or individual or group training, may be assessed. Exchanges organized as part of an educational or vocational training programme shall be excluded. This aid will consist principally of a contribution, the amount of which may vary in relation to the distance involved, to travel costs between the place

ORIGINAL PROPOSALAMENDED PROPOSAL

a) youth exchanges of at least one week's duration which:

- bring together young people from different social, economic and cultural background;
- bring out to young people the European dimension of life;
- are also designed for young people from disadvantaged backgrounds;
- have been initiated and planned by groups of young people themselves;
- concern regions of the Community that are not strongly represented in youth exchanges.

b) youth exchanges of longer duration, including voluntary work camps which:

- bring together young people from at least six Member States to study and work on a project of common European interest.

of residence and the place where the exchange takes place (and back again); this contribution should not exceed 75 % of the expenses incurred. In calculating this aid, quantitative objectives will be assigned to each Member State in relation to the number of young people in its population. The calculation will also take account of:

- the average cost of living in each Member State in relation to the Community average;
- the geographical distance between the Member States;
- restoring the balance of the flow of exchanges within the Community.

In the allocation of grants priority will be given to exchanges which :

- bring together young people with different social, economic and cultural backgrounds;
- make young people aware of the European dimension;
- are also designed for young people with disadvantaged backgrounds;
- have been initiated and planned by groups of young people themselves;
- concern regions of the Community where few opportunities for exchanges are customarily available.

ORIGINAL PROPOSALAMENDED PROPOSAL

Actions B and C

unchanged

D. A grant scheme for short visits abroad connected with the preparation of exchanges designed to enable young people to spend a recognised integrated part of a vocational training course in another Member State.

D. A grant scheme for short visits abroad connected with the preparation of exchanges of young people as part of their vocational training.

E. Assistance for the setting up and development of specific activities organised or sponsored by the designated coordination agencies on youth exchanges within Member States. These activities shall be concerned with the development of:

E. Assistance for the setting up and development of specific activities organized or sponsored by the bodies referred to in Article 7(2) of this Decision. These activities shall be concerned, in particular, with the development of:

(i) internal information policy, including provision for an up-to-date central data base on all youth exchange opportunities and on sources of funding, advice and training for exchange organisers, as well as provisions for the dissemination of information to young people and exchange organisers at regional and local level, or

a) internal information policy, including provision for an up-to-date central data base on all youth exchange opportunities and on sources of funding, advice and training for exchange organizers, as well as provisions for the dissemination of information to young people and exchange organizers at regional and local level;

ORIGINAL PROPOSAL

AMENDED PROPOSAL

(ii) external information policy, including liaison with coordination agencies in other Member States and provision of multilingual information and advice to young people from abroad and to organisers of incoming youth exchanges, or

(iii) advisory services equipped to give practical guidance on the preparation of youth exchanges and offer training courses, including language tuition, to exchange organisers.

These agencies shall also be the channel through which grants from YES for Europe programme are generally passed.

F. Aid for European training for youth workers on the better organisation and exploitation of youth exchanges.

b) external information policy, including liaison with coordination agencies in other Member States and provision of multilingual information and advice to young people coming from abroad and to organizers of incoming youth exchanges;

c) advisory services equipped to give practical guidance on the preparation of youth exchanges and offer training courses, including language tuition, to exchange organizers. These bodies shall, in particular, be the channel through which grants from "YES for Europe" programme are generally passed.

F. Aid for European training for youth workers aimed at better organization and exploitation of youth exchanges.

ORIGINAL PROPOSAL

AMENDED PROPOSAL

4. Measures to complement and support those referred to under paragraph 2 and 3 above shall be carried out by the Commission including measures:
- (i) to develop networking arrangements between national coordination agencies;
 - (ii) to produce and disseminate information and documentation and promote exchanges of experience;
 - (iii) to monitor progress and analyse trends and specific issues such as the elimination of legal and administrative obstacles, trends in travel concessions, the feasibility of establishing a European youth card;
 - (iv) to provide technical expertise and support for the implementation of grant and subvention schemes.
5. Projects to receive Community assistance shall be chosen on the basis of their quality, their potential scale of impact and the extent to which they contribute to a more even balance of activity in youth exchanges between Member States and to building up a strong sense of Community identity.
3. Measures to complement and support those referred to in paragraph 2 above may be carried out by the Commission, including measures to:
- a) encourage contacts between the bodies referred to in Article 7(2) of this Decision;
 - b) facilitate the production and dissemination of information and documentation and encourage exchanges of experience and the search for appropriate methodologies;
 - c) promote the implementation of practical measures to encourage the mobility of young people in the Member States, including the issue of a European youth card to facilitate their access to existing services at national level.
 - d) provide technical expertise and support for the implementation of grant and subsidy schemes.
4. Projects to receive Community assistance shall be chosen on the basis of joint criteria of quality, impact and efficiency responding to the programme objectives.

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(87) 76 endelig udg.

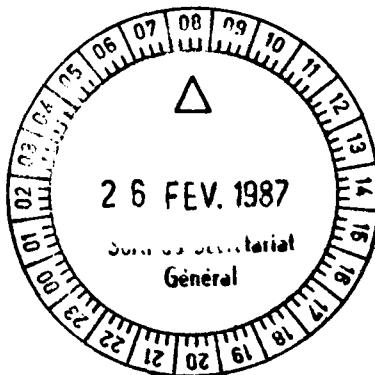
Bruxelles, den 20. februar 1987

Ændret forslag til

RÅDETS BESLUTNING

om vedtagelse af et handlingsprogram
til fremme af ungdomsudvekslinger inden for Fællesskabet -
EF's ungdomsudvekslingsprogram

(forelagt for Rådet af Kommissionen i henhold
til andet afsnit i EØF-traktatens artikel 149)



KOM(87) 76 endelig udg.

BEGRUNDELSE

1. Et forslag til Rådets beslutning om vedtagelse af et handlingsprogram til fremme af ungdomsudvekslinger inden for Fællesskabet - EF's ungdomsudvekslingsprogram - blev forelagt Rådet den 5. marts 1986 (1). Europa-Parlamentet og Det økonomiske og sociale Udvalg afgav udtalelse henholdsvis den 13. november 1986 (2) og 17. september 1986 (3), og EF's Ungdomsforum har afgivet en formel kommentar.
2. Formålet med dette ændrede forslag er at tage højde for disse udtalelser; det indeholder i hovedsagen en række ændringer, foreslået af Europa-Parlamentet og Det økonomiske og sociale Udvalg samt visse ændringer og klargørende passager, som man i forbindelse med drøftelserne efter udsendelsen af det oprindelige forslag har anset for nødvendige.
3. De væsentligste ændringer af Kommissionens oprindelige forslag (dvs. ændringer, der ikke har tydeliggørende formål) er følgende:
 - (a) I artikel 2 udvides definitionen af "ungdomsudvekslinger", således at det fremgår helt klart, at både multilaterale og bilaterale arrangementer er omfattet af begrebet; desuden er minimumsalderen for unge, der kan deltage i udvekslingerne, blevet sænket til 15 år. Denne nedsættelse er blevet foreslået af forskellige organer, herunder Europa-Parlamentet, og Kommissionen er da også enig i, at unge på 15 år kan have udbytte af den form for praktisk indlæringserfaring, som en godt organiseret og velstruktureret ungdomsudveksling kan byde på. (Denne aldersmæssige ændring afspejles i forbindelse med forskellige andre punkter i udkastet til beslutning og bilaget).
 - (b) Målsætningerne er undergået visse ændringer, dog især af tydeliggørende karakter. En yderligere målsætning (ny artikel 3, stk. d) er blevet tilføjet, under hensyntagen til Parlamentets ønske om tilføjelse af formuleringen vedrørende oprettelse af varige forbindelser mellem unge).
 - (c) Ændringerne af artikel 4 er ret omfattende på baggrund af Kommissionens forslag om strukturen af udvalg, der fungerer som instrumenter for Fællesskabet, efter vedtagelsen af Den fælles Akt. I det oprindelige forslag forpligtede Kommissionen sig til at konsultere medlemsstaterne, medens der i henhold til det ændrede forslag oprettes et formelt rådgivende udvalg, i hvilket Europarådet (på grund af de erfaringer med internationalt ungdomsarbejde, som her er gjort af det under Europarådet hørende Europæiske Ungdomscenter og Ungdomsfonden) og EF's Ungdomsforum har observatørstatus. Som følge af denne ændring bliver tidligere artikel 4, stk. 2 og artikel 4, stk. 4, nu henholdsvis artikel 5 og 6, og de følgende artikler får ny nummerering.
 - (d) Der er blevet foretaget forskellige mindre ændringer i tidligere artikel 5 (ny artikel 7), især af klargørende hensyn.
 - (e) Artikel 1 i bilaget til beslutningen har undergået omfattende ændringer. De væsentligste formål med ændringerne er:
 - at ændre og klargøre definitionen på de udvekslinger, der er omfattet af programmet;

(1) KOM(86) 52 endelig udg.; EFT C af

(2) EFT

(3) EFT

- at imødekomme Parlamentets henstilling om, at programmets tilskud til ungdomsudvekslingers omkostninger, der ligger ud over rejseomkostninger, i visse tilfælde kan andrage hele 75%;
- at vedtage, at foruden antallet af unge mellem 15 og 25 år spiller også følgende tre faktorer en rolle for fastsættelsen af stipendietildelingen, nemlig:
 - det gennemsnitlige leveomkostningsniveau i de enkelte medlemsstater i forhold til gennemsnittet for hele Fællesskabet;
 - den geografiske afstand mellem medlemsstaterne;
 - behovet for en bedre balance i udvekslingen af unge inden for Fællesskabet.

I forbindelse med omarbejdelsen af bilagets artikel 2 er skellet mellem almindelige ungdomsudvekslinger og udvekslinger af længere varighed (litra (i) og (ii) i den oprindelige tekst) blevet ophævet. Der er i høj grad blevet sat spørgsmålstegn ved værdien af denne skelnen, og eftersom begge former for udvekslinger er omfattet af definitionen af ungdomsudvekslinger som omhandlet i den ændrede artikel 2 i beslutningen, synes der ikke at være grund til at bibeholde denne skelnen her. Denne ændring medfører ikke, at Kommissionen vil formindske sin opbakning bag multilaterale aktiviteter, som Parlamentet jo i øvrigt ved to lejligheder har udtalt sig til fordel for, nemlig i udtalelsen om ungdomsudvekslingsprogrammet og i Parlamentets beslutning af 16.12.1983 om en europæisk volontørtjeneste for unge. En sådan formel skelnen mellem denne form for aktivitet og andre aktiviteter synes som nævnt ikke mere at være nødvendig, eftersom den nye definition af ungdomsudvekslinger omfatter alle disse aktiviteter.

- (f) Bilagets artikel 4 er blevet ændret for tydeliggørelsens skyld samt med henblik på tilføjelse af forskellige ideer, der i den forløbne tid er blevet fremsat.

4. Derimod har Kommissionen sat sig imod, at teksten ændres på følgende punkter:

- (a) Præambelen er ikke blevet ændret. Der har ikke været grund til at henvise til den nye artikel 100 i EØF-traktaten, der hidrører fra vedtagelsen af Den fælles Akt, eftersom det retlige grundlag for forslaget ikke berøres af denne.
- (b) Vedrørende forslaget om at ændre aldersgrænserne fra 16-25 (som det oprindeligt var foreslået) til 15-26 (som foreslået af Europa-Parlamentet) går Kommissionen med til at foreslå, at den nedre grænse nedsættes til 15 år, medens den mener, at den øvre grænse på 25 år bør bibeholdes. Dette alderstrin udgør ikke alene den øverste grænse for gruppebetegnelsen "unge" i forbindelse med en omfattende række fællesskabsbestemmelser (f.eks. bestemmelserne for Den europæiske Socialfond), den falder også sammen med den øverste aldersgrænse for denne gruppe for så vidt angår lignende programmer i medlemsstaterne. I øvrigt bør det fremhæves, at disse aldersgrænser kun gælder for deltagere i ungdomsudvekslinger (aktionsområde A), og at der for de øvrige foreslåede aktiviteter (aktionsområderne B-G) ikke er fastsat aldersbegrænsninger.

- (c) På baggrund af den ændrede definition af begrebet "ungdomsudveksling" i beslutningens artikel 3, hvorefter det er klart, at såvel multilaterale som bilaterale aktiviteter er omfattet heraf, har Kommissionen ikke kunne godkende forslag vedrørende en styrkelse af de multilaterale aktiviteters stilling. Både multilaterale og bilaterale udvekslinger har deres værdi, og det ville ikke være korrekt at lægge særlig vægt på den ene af disse to former for aktiviteter i forbindelse med programmet, eftersom omstændighederne samt de eksisterende programmer i medlemsstaterne varierer så meget, som tilfældet er. Derimod synes det vigtigt at indbygge en vis fleksibilitet i programmet, der vil gøre det muligt at tilpasse det til samt bygge på erfaringerne i de enkelte medlemsstater.
- (d) Hvad angår det rent budgetmæssige, har Parlamentet foreslået en stigning i det anslåede budget på 30 mio ECU over tre år, til 50 mio ECU over det samme tidsrum. Kommissionen har ikke kunne godkende dette forslag, dels fordi de foreslåede aktiviteter i flere medlemsstater vil starte fra et forholdsvis lavt forberedelsesniveau, hvilket betyder, at iværksættelsen af programmet i disse lande nødvendigvis må ske trinvis, dels fordi de finansielle omstændigheder i Fællesskabet generelt ikke i øjeblikket tillader en sådan budgetudvidelse. Dette betyder, at Fællesskabet i iværksættelsesfasen må gå gradvist frem, således at der især lægges vægt på kvaliteten af de arrangementer, der skal gennemføres, og de infrastrukturer, som vil blive udviklet.
- (e) Hvad angår spørgsmålet om juridiske og administrative hindringer for ungdomsudvekslinger har Kommissionen den opfattelse, at fællesskabslovgivningen og den foreliggende retspraksis vedrørende arbejdskraftens frie bevægelighed i det store og hele ikke kan anvendes, på grund af arten og varigheden af ungdomsudvekslingerne, og har derfor ikke kunnet anerkende Parlamentets forslag om, at der bør henvises til beføjelser i henhold til denne lovgivning. På den anden side styrker bestemmelsen i den nye artikel 7, ii), i den ændrede beslutning om, at deltagende unge ikke må miste erhvervede sociale rettigheder, udformningen af den tidligere artikel 5, ii).
- (f) Forskellige organer, herunder Parlamentet og Det økonomiske og sociale Udvalg, har foreslået, at ordningen udvides til også at omfatte unge i lande uden for Fællesskabet. Det blev i denne sammenhæng fremført, at den første europæiske ministerkonference vedrørende unge, der blev afholdt under Europarådet i december 1985, opfordrede Europarådet til, i samarbejde med Det europæiske Fællesskab, at fremme mere omfattende ungdomsudvekslingsordninger. Kommissionen imødeser med interesse forslag desangående fra Europarådet, men mener, at det første år af EF's ungdomsudvekslingsprogram bør koncentreres om at etablere ungdomsudveksling som en anerkendt og værdsat aktivitet i samtlige medlemsstater, herunder de lande, hvor denne praksis ikke for øjeblikket anvendes i videre udstrækning. Kommissionen mener endvidere, at forslagene til ungdomsudvekslingsprogrammet er i klar overensstemmelse med det mandat, der blev givet af Det europæiske Råd ved vedtagelsen af forslagene om "Borgernes Europa" på dets møde i Milano i juni i 1985. Det var jo nemlig det oprindelige formål med disse forslag at styrke den positive opfattelse og identitet af Fællesskabet, både i forhold til dets borgere og verden udenfor. Af alle disse grunde samt af praktiske grunde er Kommissionen af den opfattelse at programmet ikke for øjeblikket bør udvides til også at omfatte lande uden for Fællesskabet, og har ikke godkendt ændringer gående i denne retning. Kommissionen vil imidlertid nøje følge programmets udvikling, og dette spørgsmål vil eventuelt senere kunne blive genstand for fornyet overvejelse.

- (g) Kommissionen har med henblik på større klarhed ændret teksten i artikel 4, iii), i bilaget vedrørende et europæisk ungdomskort, men har tilladt sig ikke at tage hensyn til de særlige kommentarer, der er blevet fremsat af Parlamentet. Grunden er, at indholdet af disse kommentarer indebærer indførelse af et kort, hvis anvendelsesområde er mere begrænset end det korts anvendelsesområde, der allerede er udstedt i visse medlemsstater, og det forekommer derfor mest hensigtsmæssigt på dette område at bibeholde den mere generelle, og derfor mere omfattende, oprindelige ordlyd. Det kan i denne forbindelse nævnes, at Kommissionen allerede yder støtte til samordningen af forskellige eksisterende ordninger vedrørende ungdomskort, og det ville være en fordel, såfremt flere medlemsstater med tiden ser sig i stand til at medvirke på dette område.
- (h) Kommissionen har ikke kunnet godkende forslag om, at en del af Fællesskabets finansielle bidrag øremærkes specielt til initiativer fra ungdomsorganisationernes side. Dette skal absolut ikke opfattes på den måde, at sådanne organisationer bør udelukkes fra programmet, idet det faktisk ville være vanskeligt at sikre gennemførelsen af programmet uden medvirken fra de unges organisationer. Det er imidlertid sådan, at betydningen af disse organisationer og det omfang, i hvilket de appellerer til de enkelte unge, er yderst forskellig fra medlemsstat til medlemsstat (hvilket i øvrigt også gælder for definitionen af begrebet "ungdomsorganisation"). Under alle omstændigheder forekommer det uhensigtsmæssigt at afsætte en del af midlerne til et program, der er tænkt som et bredt og alment program, til visse modtagere på grundlag af deres juridiske eller organisatoriske strukturer, snarere end ud fra kvaliteten af deres projekter.
5. Endvidere har Kommissionen bemærket sig Parlamentets anmodning om, at den fremsætter yderligere forslag vedrørende skoleudvekslinger, en anmodning, der er blevet bakket op fra anden side også. Kommissionen erkender, at efter Det europæiske Råds vedtagelse af rapporten vedrørende "Borgernes Europa" samt som følge af Det europæiske Råds anmodning om, at Fællesskabets institutioner tager de nødvendige skridt med henblik på gennemførelsen af de heri indeholdte ideer, bør der træffes foranstaltninger på fællesskabsplan til fremme af sådanne udvekslinger og vedrørende støtte til afholdelse af de dermed forbundne omkostninger. Kommissionen er af den opfattelse, at sådanne foranstaltninger bør samordnes med indsatsen vedrørende fremmedsprogsundervisningen i Det europæiske Fællesskab samt med initiativerne til fremme af den europæiske dimension i undervisningen. Kommissionen vil til sin tid fremsætte forslag, der indgår som et led i udviklingen af bestræbelserne på dette område, og som er i overensstemmelse med Fællesskabets økonomiske formåen.

OPRINDELIGT FORSLAG

ÆNDRINGSFORSLAG

Titel, henvisninger og betragtninger

Uændret

Artikel 1

Uændret

Artikel 2

Artikel 2

Ved "ungdomsudvekslinger" forstås i denne beslutning besøg, der normalt varer mellem 1 og 3 uger, og som aflægges af unge mellem 16 og 25 år i en anden medlemsstat end den, hvori de har deres bopæl, og som er særlig planlagt med henblik på at sætte unge i stand til:

Ved "ungdomsudvekslinger" forstås i denne beslutning bilaterale og multi-laterale udvekslinger og besøg af mindst en uges varighed, der foretages og aflægges af grupper af unge mellem 15 og 25 år i en anden medlemsstat end den, hvori de har deres bopæl, og som er særlig planlagt med henblik på at sætte unge i stand til:

Efterfølgende led

Uændrede

OPRINDELIGT FORSLAG

Artikel 3

EF's ungdomsudvekslingsprogram har følgende målsætninger:

- a) at fremme udveksling af unge på det økonomiske, sociale, kulturelle og sportslige område inden for Det europæiske Fællesskab, øge antallet af ungdomsudvekslinger og at skabe balance i udvekslingen af unge mellem de enkelte medlemsstater;
- b) at forbedre kvaliteten af ungdomsudvekslingerne, særlig ved at yde bistand til forberedelsen og organiseringen af udvekslingerne, således at de unge deltagere får størst mulig gavn af udvekslingerne og samtidig bliver i stand til selv at bidrage aktivt til gennemførelsen af udvekslinger;

ÆNDRINGSFORSLAG

Artikel 3

EF's ungdomsudvekslingsprogram har følgende målsætninger:

- a) at fremme udveksling af et voksende antal unge fra alle medlemsstaterne på det økonomiske, sociale, kulturelle og sportslige område, herunder især af unge fra regioner, hvor der sædvanligvis kun findes få muligheder for udveksling;
- b) at forbedre kvaliteten af ungdomsudvekslingerne som defineret i artikel 2, særlig ved at yde bistand til forberedelsen og tilrettelæggelsen af udvekslingerne, således at effekten af disse bliver den størst mulige, hvilket f.eks. kan opnås gennem de unges aktive bidrag til udvekslingernes tilrettelæggelse;

OPRINDELIGT FORSLAG

c) at tilskynde til større spredning i ungdomsudvekslingerne og især sørge for, at unge fra alle sociale, økonomiske og kulturelle lag og fra alle regioner inden for Fællesskabet kan deltage i dem;

d) at finde midler til at overvinde de forskellige finansielle, juridiske og administrative barrierer, som kan forhindre deltagelsen eller organisationen af ungdomsudvekslinger;

e) gradvis at identificere mangler og nye områder af særlig vigtighed inden for de eksisterende udvekslingsordninger, som kan kræve en supplerende indsats enten inden for den enkelte medlemsstat eller på fællesskabsplan.

ÆNDRINGSFORSLAG

c) at tilskynde til større spredning i ungdomsudvekslingerne og større ligevægt med hensyn til repræsentationen fra de enkelte medlemsstater, navnlig gennem fremme af multilaterale udvekslinger, og især sørge for, at unge fra forskellige sociale, økonomiske og kulturelle lag kan deltage i dem;

d) at yde støtte til gennemførelsen af aktiviteter på europæisk plan, der kan føre til oprettelse af strukturerede forbindelser af varig karakter mellem unge eller grupper af unge fra forskellige medlemsstater;

e) at finde midler til at overvinde de forskellige finansielle, juridiske og administrative barrierer, som kan forhindre deltagelsen i eller organisationen af ungdomsudvekslinger;

f) ud fra erfaringerne at fastlægge nye aktioner med henblik på at afhjælpe eventuelle mangler ved de eksisterende udvekslingsprogrammer.

OPRINDELIGT FORSLAG

Artikel 4

1. Kommissionen iværksætter EF's ungdomsudvekslingsprogram på grundlag af de forskellige initiativfremmende og supplerende foranstaltninger, der er anført i bilaget.

ÆNDRINGSFORSLAG

Artikel 4

1. Kommissionen gennemfører EF's ungdomsudvekslingsprogram i henhold til denne beslutning og det dertil knyttede bilag.

2. Ved udførelsen af denne opgave bistås Kommissionen af et rådgivende udvalg. Dette udvalg sammensættes af to repræsentanter for hver medlemsstat, som udnævnes af Kommissionen på forslag af de enkelte medlemsstater. Udvalgsmedlemmerne kan lade sig bistå af eksperter eller rådgivere. Udvalgets formandskab varetages af en repræsentant fra Kommissionen. Dets sekretariatsfunktioner varetages af Kommissionen. En repræsentant for Europarådet og en repræsentant for De europæiske Fællesskabers Ungdomsforum deltager i udvalgets arbejde som observatør.

3. Kommissionen kan konsultere udvalget om ethvert spørgsmål vedrørende gennemførelsen af programmet. Kommissionen konsulterer udvalget om:

- de generelle retningslinjer for de i programmet fastsatte foranstaltninger
- spørgsmål vedrørende balancen mellem de forskellige typer aktiviteter og udvekslingerne mellem medlemsstaterne.

ÆNDRINGSFORSLAG

4. Det udvalg, der er nedsat under Kommissionen, behandler de anmodninger om udtalelse, som fremsættes af denne. Når Kommissionen anmoder om udvalgets udtalelse, kan den fastsætte en frist for afgivelsen af denne udtalelse. Udvalgets behandling afsluttes ikke med nogen afstemning. Ethvert medlem af udvalget kan dog kræve, at hans opfattelse indføres i mødeprotokollen.
5. Forhandlingerne i udvalget er fortrolige. Udvalget vedtager sin forretningsorden.

OPRINDELIGT FORSLAG

ÆNDRINGSFORSLAG

Artikel 5

2. Det anslåede beløb til finansiering af disse foranstaltninger i perioden 1987-1989 andrager 30 mio ECU.

Det anslåede beløb til finansiering af EF's ungdomsudvekslingsprogram i perioden 1987-1989 andrager 30 mio ECU.

3. Kommissionen rådfører sig i alle vigtige spørgsmål vedrørende programmets gennemførelse med repræsentanter for medlemsstaterne og for De europæiske Fællesskabers Ungdomsforum.

Historical Archives of the European Commission

OPRINDELIGT FORSLAG

ÆNDRINGSFORSLAG

Artikel 6

4. Kommissionen sørger for, at dette handlingsprogram er i overensstemmelse med og supplerer de øvrige fællesskabsaktiviteter vedrørende ungdomsudvekslinger, især de i afgørelse 84/636/EØF omhandlede. Kommissionen sikrer, at fællesskabsaktiviteterne og Den europæiske Fonds aktiviteter supplerer hinanden, ligesom den varetager den regelmæssige kontakt til og koordineringen med de internationale organisationer, der beskæftiger sig med ungdomsudvekslinger.

Kommissionen sørger for, at dette handlingsprogram er i overensstemmelse med og supplerer de øvrige fællesskabsaktiviteter vedrørende ungdomsudvekslinger, især de i afgørelse 84/636/EØF omhandlede. Kommissionen sikrer, at fællesskabsaktiviteterne og Den europæiske Fonds aktiviteter supplerer hinanden, ligesom den varetager den regelmæssige kontakt til de internationale organisationer, der beskæftiger sig med ungdomsudvekslinger.

OPRINDELIGT FORSLAG

Artikel 5

1. Medlemsstaterne bidrager til opfyldelsen af de i artikel 3 anførte målsætninger for EF's ungdomsudvekslingsprogram og udarbejder en handlingsplan i overensstemmelse hermed.

2. Hver medlemsstat skal især:

a) udpege eller oprette et organ (eller flere organer), der skal fungere som det nationale koordineringsorgan for udbygningen af ungdomsudvekslinger inden for Det europæiske Fællesskab. Såfremt dette organ er et andet end den i henhold til artikel 7, stk. 2, i afgørelse 84/636/EØF udpegede myndighed, skal dets virksomhed ske i nært samarbejde med denne myndighed;

b) tage skridt til at sikre, hvor det ikke allerede er sket, at unge, der deltager i anerkendte ungdomsudvekslinger, ved at rejse til udlandet ikke mister retten til arbejdsløshedsunderstøttelse eller tilsvarende former for indkomststøtte.

ANDRINGSFORSLAG

Artikel 7

1. Medlemsstaterne bidrager til opfyldelsen af de i artikel 3 anførte målsætninger for EF's ungdomsudvekslingsprogram ved iværksættelse af passende foranstaltninger i overensstemmelse hermed.

2. Hver medlemsstat:

i) udpeger eller opretter et eller flere organer, der varetager den nationale koordinering af programmet, hvilket dog ikke udelukker, at de pågældende organer kan varetage andre opgaver;

ii) tager skridt til i så vid udstrækning som muligt at sikre, at unge, der deltager i udvekslinger i medfør af programmet, ved at rejse til udlandet ikke mister rettigheder, herunder navnlig retten til sociale ydelser.

OPRINDELIGT FORSLAG

Artikel 6, 7 og 8

ÆNDRINGSFORSLAG

bliver artikel 8, 9 og 10

Historical Archives of the European Commission

Bilag

Bilag

OPRINDELIGT FORSLAG

ÆNDRINGSFORSLAG

BILAG TIL FORSLAG TIL AFGØRELSE
OM EF's UNGDOMSUDVEKSLINGSPROGRAM

BILAG TIL FORSLAG TIL BESLUTNING
OM EF's UNGDOMSUDVEKSLINGSPROGRAM

1. EF's ungdomsudvekslingsprogram er udformet som en række initiativfremmende og supplerende foranstaltninger med henblik på at støtte udbygningen af ungdomsudvekslingerne i Det europæiske Fællesskab. Disse foranstaltninger henvender sig til unge fra 16 til 25 år samt til ungdomsorganisationer, ungdomsvejledere, ikke-statslige organisationer, offentlige myndigheder og alle andre organer, der kan bidrage til at fremme eller organisere ungdomsudvekslinger.

1. EF's ungdomsudvekslingsprogram er udformet som en række initiativfremmende og supplerende foranstaltninger med henblik på at støtte udbygningen af ungdomsudvekslingerne i Det europæiske Fællesskab. Disse foranstaltninger henvender sig til unge fra 15 til 25 år samt til ungdomsorganisationer, ungdomsvejledere, ikke-statslige organisationer, offentlige myndigheder og alle andre organer, der kan bidrage til at fremme eller organisere ungdomsudvekslinger.

Bilag

Bilag

OPRINDELIGT FORSLAG

ANDRINGSFORSLAG

2. Det drejer sig om at gennemføre følgende foranstaltninger med henblik på at forbedre den direkte støtte til ungdomsudvekslinger:

A. Foranstaltninger med henblik på at yde direkte finansiell støtte til ungdomsudvekslinger, bortset fra udvekslinger, der organiseres inden for det formaliserede undervisnings- og uddannelsessystem. Disse stipendier, der dækker rejse- og flytteomkostningerne, vil normalt blive kanaliseret gennem de i henhold til artikel 5, stk. 2, i denne afgørelse udpegede organer, idet der for hver medlemsstat opstilles kvantitative mål, som står i forhold til medlemsstatens ungdomspopulation. Ved tildelingen af stipendier vil hovedvægten blive lagt på:

i) ungdomsudvekslinger af mindst en uges varighed, som

- bringer unge med forskellig social, økonomisk og kulturel baggrund sammen,
- gør unge bekendt med det europæiske aspekt af tilværelsen,
- er udformet med henblik på unge fra særligt belastede miljøer,

2. Det drejer sig om at gennemføre følgende foranstaltninger med henblik på at forbedre den direkte og indirekte støtte til ungdomsudvekslinger:

A. Finansiell støtte til ungdomsudvekslinger med et klart pædagogisk sigte, der foregår som led i et formaliseret projekt, og som i så vid udstrækning som muligt tillader en evaluering af erfaringerne med og udbyttet af udvekslingerne, hvad angår koordinationen og det rent undervisningsmæssige udbytte, for de enkelte eller for hele gruppen. Udveksling, der foregår inden for rammerne af skolernes undervisning eller som led i erhvervsuddannelsesprogrammer, er ikke berettiget til støtte. Støtten omfatter bl.a. et tilskud, hvis størrelse varierer efter rejsens længde, til rejseomkostninger mellem hjemstedet og det sted, som er udvekslingens mål (tur/retur), idet dette tilskud dog ikke kan overskride 75% af de samlede rejseudgifter. Ved beregningen af støtten opstilles der kvantitative mål for hver medlemsstat, som står i forhold til antallet af unge i den enkelte medlemsstat. Ved beregningen tages der endvidere hensyn til:

Bilag

Bilag

OPRINDELIGT FORSLAG

- vedrører regioner i Fællesskabet, som er svagt repræsenteret inden for ungdomsudvekslingsaktiviteterne,
- er iværksat og planlagt af grupper af unge selv.

ii) ungdomsudvekslinger af længere varighed, herunder frivillige ungdomsarbejdslejre, som

- bringer unge fra mindst seks medlemsstater sammen med det formål at studere og arbejde på et projekt af fælleseuropæisk interesse.

ÆNDRINGSFORSLAG

- det gennemsnitlige leveomkostningsniveau i de enkelte medlemsstater i forhold til gennemsnittet for hele Fællesskabet;
- den geografiske afstand mellem medlemsstaterne;
- behovet for en bedre balance i udvekslingen af unge inden for Fællesskabet.

Ved tildeling af støtte vil man prioritere de udvekslinger højest, som:

- bringer unge med forskellig social, økonomisk og kulturel baggrund sammen;
- gør unge bekendt med det europæiske aspekt af tilværelsen;
- er udformet med henblik på unge fra særligt belastede miljøer;
- er iværksat og planlagt af grupper af unge selv;
- vedrører regioner i Fællesskabet, hvor der almindeligvis er begrænsede muligheder for udvekslinger.

Bilag

Bilag

ÆNDRINGSFORSLAG

OPRINDELIGT FORSLAG

Uændrede

B og C

Historical Archives of the European Commission

Bilag

Bilag

OFFINDELIGT FORSLAG

ANDRINGSFORELAG

D. En stipendieordning med henblik på korte besøg i udlandet i tilknytning til forberedelse af udvekslinger, der tager sigte på at give unge mulighed for at tilbringe en anerkendt integreret del af et erhvervsuddannelseskursus i en anden medlemsstat.

D. En stipendieordning med henblik på korte besøg i udlandet i tilknytning til forberedelse af udvekslinger af unge som led i deres erhvervsuddannelse.

Historical Archives of the European Commission

Bilag

OPRINDELIGT FORSLAG

E. Støtte til etablering og videreudvikling af specifikke aktiviteter, der organiseres eller finansieres af de dertil udpegede koordineringsorganer for ungdomsudvekslinger i de enkelte medlemsstater. Disse aktiviteter skal vedrøre:

i) en intern informationspolitik, herunder tilvejebringelse af en ajourført central database om samtlige ungdomsudvekslingsmuligheder og finansieringskilder, rådgivning og uddannelse af personer med ansvar for gennemførelsen af udvekslingerne samt muligheder for at sprede information til de unge selv og til lederne af udvekslingerne på regionalt og lokalt plan, eller

ii) en ekstern informationspolitik, herunder kontakter med koordineringsorganer i andre medlemsstater og tilvejebringelse af flersproget information og rådgivning til unge fra udlandet og til lederne af de grupper af unge, der kommer fra udlandet;

Bilag

ÆNDRINGSFORSLAG

E. Støtte til etablering og videreudvikling af specifikke aktiviteter, der organiseres eller finansieres af de i artikel 7, stk. 2, omhandlede organer. Disse aktiviteter skal navnlig vedrøre:

a) en intern informationspolitik, herunder tilvejebringelse af en ajourført central database om samtlige ungdomsudvekslingsmuligheder og finansieringskilder, rådgivning og uddannelse af personer med ansvar for gennemførelsen af udvekslingerne samt muligheder for at sprede information til de unge selv og til lederne af udvekslingerne på regionalt og lokalt plan;

b) en ekstern informationspolitik, herunder kontakter med koordineringsorganer i andre medlemsstater og tilvejebringelse af flersproget information og rådgivning til unge fra udlandet og til lederne af de unge, der kommer fra udlandet;

Bilag

Bilag

OPRINDELIGT FORSLAG

ÆNDRINGSFORSLAG

iii) rådgivningstjenester, der har tilstrækkelige faciliteter til at kunne vejlede i praksis om forberedelsen af ungdomsudvekslinger og tilbyde uddannelseskurser, herunder sprogkurser, til lederne af udvekslingerne. Stipendier under EF's ungdomsudvekslingsprogram vil normalt blive kanaliseret gennem disse organer.

a) rådgivningstjenester, der har tilstrækkelige faciliteter til at kunne vejlede i praksis om forberedelsen af ungdomsudvekslinger og tilbyde uddannelseskurser, herunder sprogkurser, til lederne af udvekslingerne. Stipendier under EF's ungdomsudvekslingsprogram vil normalt blive kanaliseret gennem disse organer.

Bilag

Bilag

OPFINDERLIGT FORSLAG

ANDRINGSFORSLAG

F. Støtte til en europæisk uddannelse for personer, der arbejder med unge, med sigte på organisering af ungdomsudvekslinger og udnyttelse af erfaringerne herfra.

F. Støtte til en europæisk uddannelse for personer, der arbejder med unge, med sigte på organisering af ungdomsudvekslinger og udnyttelse af erfaringerne herfra.

4. Kommissionen gennemfører foranstaltninger, der skal supplere og støtte de ovenfor under afsnit 2 og 3 nævnte foranstaltninger; det drejer sig om følgende:

3. Kommissionen kan gennemføre foranstaltninger, der skal supplere og støtte de ovenfor under afsnit 2 nævnte foranstaltninger; det drejer sig om følgende:

i) etablering af informationsnet mellem de nationale koordineringsorganer;

a) fremme af kontakter mellem de organer, der er omhandlet i artikel 7, stk. 2;

ii) tilvejebringelse og spredning af information og dokumentation samt udveksling af erfaringer;

b) at skabe bedre muligheder for tilvejebringelse og spredning af information og dokumentation samt udveksling af erfaringer og fremme af undersøgelser vedrørende de mest hensigtsmæssige fremgangsmåder;

iii) tilsyn med udviklingen samt analyse af tendenser og specifikke problemer, såsom fjernelse af juridiske og administrative hindringer, situationen med hensyn til transportmæssige fordele for unge samt mulighederne for at indføre et europæisk ungdomskort;

c) udvikling af praktiske foranstaltninger, der kan medvirke til at øge de unges mobilitet i de forskellige medlemsstater, herunder indførelse af et europæisk ungdomskort, således at unge kan drage fordel af forskellige serviceordninger i de enkelte lande.

Bilag

Bilag

OPRINDELIGT FORSLAG

ANDRINGSFORSLAG

iv) tilvejebringelse af faglig ekspertise og støtte til gennemførelsen af stipendie- og støtteordninger.

d) tilvejebringelse af faglig ekspertise og støtte til gennemførelsen af stipendie- og støtteordninger.

5. Projekter, hvortil der ønskes EF-støtte, udvælges på grundlag af deres kvalitet, deres forventede virkninger og det omfang, hvori de kan bidrage til at skabe en bedre balance mellem medlemsstaterne med hensyn til deltagelse i ungdomsudvekslinger samt til at opbygge en stærk følelse af fællesskabsidentitet.

4. Projekter, hvortil der ønskes EF-støtte, udvælges på grundlag af visse fælles kvalitetskriterier, samt deres forventede virkninger og effektivitet i henhold til programmets målsætninger.

Historical Archives of the European Commission

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM (87) 76, τελικό

Βρυξέλλες, 20 Φεβρουαρίου 1987

Τροποποιημένη Πρόταση για

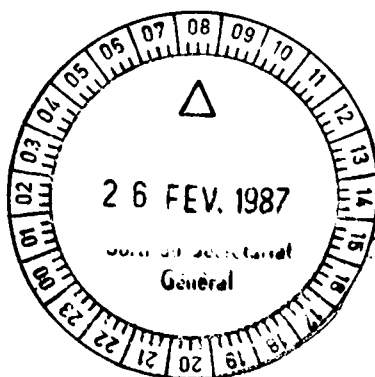
ΑΠΟΦΑΣΗ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

που θεσπίζει το πρόγραμμα δράσης

"YES για την Ευρώπη" για την προώθηση των ανταλλαγών των νέων
στην Κοινότητα

(υποβλήθηκε από την Επιτροπή στο Συμβούλιο
βάσει του άρθρου 149 δεύτερη παράγραφος
της συνθήκης ΕΟΚ)

COM (87) 76 ΤΕΛΙΚΟ



ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

1. Η πρόταση για απόφαση του Συμβουλίου σχετικά με τον καθορισμό του προγράμματος δράσης "YES για την Ευρώπη" για την προώθηση των ανταλλαγών των νέων στην Κοινότητα υποβλήθηκε στο Συμβούλιο την 5η Μαρτίου 1986 (1). Σχετικά με την πρόταση αυτή εκφράστηκαν γνώμες από το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο στις 13 Νοεμβρίου 1986 (2) και την Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή στις 17 Σεπτεμβρίου 1986 (3) και έγιναν επίσημα σχόλια από το Φόρουμ των Νέων.
2. Σκοπός της τροποποιημένης αυτής πρότασης είναι να ληφθούν υπόψη οι εν λόγω γνώμες. Η πρόταση περιλαμβάνει αριθμό τροποποιήσεων τις οποίες πρότεινε το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο και η Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή, καθώς και ορισμένες αλλαγές και διευκρινίσεις που κρίθηκαν αναγκαίες κατά τη διάρκεια των συζητήσεων, μετά τη δημοσίευση της αρχικής πρότασης.
3. Οι ουσιαστικές αλλαγές που πραγματοποίησε η Επιτροπή στην αρχική της πρόταση (εκτός από τις διευκρινίσεις) είναι οι ακόλουθες:
 - (α) Στο άρθρο 2, ο όρος "ανταλλαγές νέων" διευρύνθηκε ώστε να γίνει σαφέστερο αφενός ότι καλύπτονται τόσο οι πολυμερείς όσο και οι διμερείς ανταλλαγές και αφετέρου ότι η ελάχιστη ηλικία για τους νέους που μπορούν να επιλεγούν για να συμμετάσχουν μειώθηκε στα 15 έτη. Η μείωση αυτή προτάθηκε από διάφορα όργανα συμπεριλαμβανομένου και του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου. Η Επιτροπή δέχεται ότι οι νέοι από την ηλικία των 15 ετών μπορούν να επωφεληθούν από τον τύπο της πρακτικής εμπειρίας την οποία είναι δυνατόν να προσφέρει μια κατάλληλα οργανωμένη και διαρθρωμένη ανταλλαγή νέων. (Η εν λόγω αλλαγή όσον αφορά το όριο ηλικίας αντανakλάται σε διάφορα άλλα σημεία στο σχέδιο απόφασης και στο παράρτημα.)
 - (β) Οι στόχοι προσαρμόστηκαν, κυρίως υπό μορφή διευκρινίσεων. Προστέθηκε ένας ακόμη στόχος (νέο εδάφιο δ στην παράγραφο 3) προκειμένου να ληφθεί υπόψη η τροποποίηση του Κοινοβουλίου όσον αφορά την ανάπτυξη δεσμών συνεργασίας μεταξύ νέων.
 - (γ) Το άρθρο 4 αναθεωρήθηκε σε μεγάλο βαθμό προκειμένου να ληφθεί υπόψη η πρόταση της Επιτροπής όσον αφορά τη διάρθρωση της επιτροπής που συστάθηκε δυνάμει κοινοτικών πράξεων μετά από τη θέσπιση της Ενιαίας Πράξης. Η αρχική πρόταση ζητάει από την επιτροπή να διαβουλευέται με τα κράτη μέλη. Με την τροποποιημένη πρόταση προβλέπεται η σύσταση επίσημης συμβουλευτικής επιτροπής, στην οποία θα συμμετέχουν ως παρατηρητές το Συμβούλιο της Ευρώπης (λόγω της πείρας που έχει αντλήσει από τις εργασίες σε διεθνές επίπεδο για νέους, που πραγματοποιήθηκαν στο πλαίσιο του Ευρωπαϊκού Κέντρου Νέων) καθώς και το Φόρουμ των Νέων. Μετά από την τροποποίηση αυτή, το πρώην άρθρο 4 παράγραφος 2 και άρθρο 4 παράγραφος 4 γίνονται αντίστοιχα άρθρα 5 και 6 και τα επόμενα άρθρα αριθμούνται εκ νέου.
 - (δ) Διάφορες μικρές τροποποιήσεις έγιναν στο πρώην άρθρο 5 (νέο άρθρο 7), κυρίως για λόγους διευκρίνισης.

(1) COM(86) 52 τελικό" ΕΕ αριθ. C ... της ...

(2) ΕΕ

(3) ΕΕ

(ε) Το άρθρο 1 του παραρτήματος της απόφασης αναθεωρήθηκε σε μεγάλο βαθμό. Τα κυριότερα αποτελέσματα της αναθεώρησης είναι:

- να διατυπωθεί εκ νέου και να διευκρινιστεί ο όρος "ανταλλαγές" που περιλαμβάνεται στο πρόγραμμα 1,
- να γίνει δεκτή η σύσταση του Κοινοβουλίου ότι σε ορισμένες περιπτώσεις, μπορεί να ανέρχεται μέχρι 75% η συνεισφορά στα λοιπά έξοδα, εκτός από τα έξοδα ταξιδιού στο πλαίσιο των ανταλλαγών νέων,
- να περιληφθούν, ως προϋποθέσεις για τη χορήγηση οικονομικών ενισχύσεων, τρία επιπλέον στοιχεία όσον αφορά τον αριθμό των νέων ηλικίας 15-25 ετών:
 - το μέσο κόστος διαβίωσης σε κάθε κράτος μέλος σε σχέση με το κοινοτικό μέσο κόστος,
 - η γεωγραφική απόσταση μεταξύ των κρατών μελών,
 - η ισόρροπη κατανομή των ανταλλαγών στις χώρες της Κοινότητας.

Στην εν λόγω αναθεώρηση του άρθρου 2 του παραρτήματος καταργήθηκε, η διάκριση μεταξύ ανταλλαγών γενικά και ανταλλαγών μακρότερης διάρκειας (εδάφια (α) και (β) του αρχικού κειμένου). Υπήρξαν πολλά ερωτηματικά ως προς τη σκοπιμότητα της διάκρισης" εφόσον όμως και οι δύο τύποι ανταλλαγών καλύπτονται από τον ορισμό των ανταλλαγών νέων όπως προβλέπεται στο αναθεωρημένο άρθρο 2 της απόφασης, δεν υπάρχει ανάγκη να διατηρηθεί η εν λόγω διάκριση. Η τροποποίηση αυτή δεν μειώνει τη στήριξη από την Επιτροπή πολυμερών δραστηριοτήτων, οι οποίες υποστηρίζονται από το Κοινοβούλιο όχι μόνο στη γνώμη του για το πρόγραμμα "YES για την Ευρώπη", αλλά και στο ψήφισμα της 16/12/83 σχετικά με ένα Ευρωπαϊκό Πρόγραμμα Εθελοντικής Εργασίας για νέους. Εντούτοις, δεν χρειάζεται τυπικά να γίνεται διάκριση μεταξύ αυτού του τύπου δραστηριότητας και όλων των άλλων, δεδομένου ότι και ο τύπος αυτός καλύπτεται από το νέο ορισμό των ανταλλαγών νέων.

(στ) Το άρθρο 4 του παραρτήματος αναθεωρήθηκε για λόγους διασαφήνισης, καθώς επίσης και για να συμπεριληφθούν ορισμένες από τις ιδέες που είχαν υποβληθεί σε διάφορα στάδια.

4. Αντίθετα, η Επιτροπή τάχθηκε κατά της αλλαγής του κειμένου στα ακόλουθα σημεία:

- (α) Δεν έγιναν αλλαγές στο προοίμιο. Ειδικότερα, δεν αναφέρθηκε το νέο άρθρο 100 της Συνθήκης ΕΟΚ που προβλέπεται από την Ενιαία Πράξη, εφόσον η νομική βάση της πρότασης δεν θίγεται από αυτό.
- (β) Όσον αφορά την πρόταση για αλλαγή του ορίου ηλικίας από 16-25 (όπως είχε προταθεί αρχικά) σε 15-26 (όπως πρότεινε το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο), η Επιτροπή προτείνει να μειωθεί το ελάχιστο όριο ηλικίας στα 15 έτη και να διατηρηθεί το ανώτατο όριο ηλικίας στα 25 έτη. Τούτο δεν αποτελεί μόνο το ανώτατο όριο ηλικίας για τους "Νέους" δυνάμει άλλων σπουδαίων κοινοτικών κανονισμών (για παράδειγμα, στην περίπτωση του Ευρωπαϊκού Κοινωνικού Ταμείου), αλλά συμπίπτει και με το ανώτατο όριο ηλικίας πολλών παρόμοιων προγραμμάτων στα κράτη μέλη. Πρέπει να σημειωθεί ότι το εν λόγω

όριο ηλικίας εφαρμόζεται μόνο στους συμμετέχοντες στις ανταλλαγές νέων (δράση Α), και ότι οι άλλες προτεινόμενες δραστηριότητες (δράσεις Β-Ζ) δεν επιβάλλουν περιορισμούς όσον αφορά την ηλικία.

- (γ) Λόγω της αναθεώρησης του όρου "ανταλλαγές νέων" στο άρθρο 3 της απόφασης, όπου γίνεται σαφές ότι καλύπτονται τόσο οι πολυμερείς όσο και οι διμερείς δραστηριότητες, η Επιτροπή δεν αποδέχθηκε καμία από τις προτάσεις στις οποίες προτείνεται να δοθεί έμφαση στις πολυμερείς δραστηριότητες. Τόσο οι πολυμερείς όσο και οι διμερείς δραστηριότητες έχουν την αξία τους, και είναι λάθος να ευνοηθεί η μία ή η άλλη πλευρά του προγράμματος, δεδομένου ότι οι περιστάσεις και τα υπάρχοντα προγράμματα των κρατών μελών ποικίλλουν σε πολύ μεγάλο βαθμό. Αντίθετα, είναι σημαντικό να δημιουργηθεί κάποια ευελξία που θα επιτρέψει στο πρόγραμμα να ανταποκριθεί στην πείρα που έχουν αποκτήσει τα κράτη μέλη και να βασιστεί σε αυτή.
- (δ) Όσον αφορά τον προϋπολογισμό, το Κοινοβούλιο πρότεινε αύξηση του προϋπολογισμού από 30 εκατ. ECU για 3 χρόνια σε 50 εκατ. ECU για την ίδια περίοδο. Η Επιτροπή δεν δέχθηκε την πρόταση αυτή, αφενός διότι σε αρκετά κράτη μέλη, οι προτεινόμενες δραστηριότητες θα αρχίσουν από χαμηλό επίπεδο προετοιμασίας, και ως εκ τούτου το πρόγραμμα θα χρειαστεί να διαιρεθεί σε φάσεις, και αφετέρου διότι οι οικονομικές συνθήκες της Κοινότητας γενικά δεν φαίνεται ότι επιτρέπουν στο στάδιο αυτό να αυξηθεί ο προϋπολογισμός σε τέτοιο βαθμό. Τούτο συνεπάγεται ότι η Κοινότητα θα λάβει μικρής έκτασης μέτρα για την έναρξη του προγράμματος, δίνοντας έμφαση στην ποιότητα των μέτρων και των υποδομών που θα αναπτυχθούν.
- (ε) Όσον αφορά τα νομικά και διοικητικά εμπόδια που τίθενται στις ανταλλαγές νέων, η Επιτροπή κρίνει ότι η νομοθεσία και η νομολογία της Κοινότητας σχετικά με την ελεύθερη κυκλοφορία των εργαζομένων είναι σε μεγάλο βαθμό ανεφάρμοστες δεδομένης της φύσης και της διάρκειας των ανταλλαγών νέων και ως εκ τούτου δεν δέχθηκε την υπόδειξη του Κοινοβουλίου ότι πρέπει να γίνει αναφορά στις εξουσίες σύμφωνα με τη νομοθεσία αυτή. Εξάλλου, οι αναφορές στο νέο άρθρο 7 παράγραφος (β) της αναθεωρημένης απόφασης όσον αφορά τη διατήρηση κεκτημένων κοινωνικών δικαιωμάτων ενισχύουν το κείμενο στο πρώην άρθρο 5 παράγραφος (β).
- (στ) Σε διάφορα επίπεδα, συμπεριλαμβανομένων του Κοινοβουλίου και της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής, υποστηρίχθηκε το θέμα της επέκτασης του προγράμματος σε νέους εκτός της Κοινότητας. Τονίσθηκε επίσης ότι η πρώτη Συνδιάσκεψη των Ευρωπαϊκών Υπουργών για τους Νέους, που πραγματοποιήθηκε στο Συμβούλιο της Ευρώπης το Δεκέμβριο 1985, απηύθυνε έκκληση στο Συμβούλιο της Ευρώπης να προωθήσει, σε σχέση με την Ευρωπαϊκή Κοινότητα, ένα ευρείας κλίμακας πρόγραμμα ανταλλαγών νέων. Η Επιτροπή αναμένει με ενδιαφέρον τις συμπληρωματικές προτάσεις του Συμβουλίου της Ευρώπης, αλλά κρίνει ότι τα πρώτα έτη του προγράμματος "YES για την Ευρώπη" θα πρέπει να αφιερωθούν στην καθιέρωση των ανταλλαγών νέων ως αναγνωρισμένη και αξιόλογη δραστηριότητα σε όλα τα κράτη μέλη

της Κοινότητας, συμπεριλαμβανομένων και εκείνων όπου προς το παρόν οι ανταλλαγές νέων πραγματοποιούνται σε μικρό βαθμό. Η Επιτροπή κρίνει επίσης ότι οι προτάσεις του προγράμματος "YES για την Ευρώπη" ανταποκρίνονται σαφώς στην εντολή του Ευρωπαϊκού Συμβουλίου του Μιλάνου τον Ιούνιο 1985, για την έγκριση των προτάσεων όσον αφορά την "Ευρώπη των πολιτών". Αρχικός στόχος των προτάσεων αυτών, ήταν να ενισχυθεί η "εικόνα και η ταυτότητα" της Κοινότητας έναντι τόσο των πολιτών της όσο και του έξω κόσμου. Για όλους αυτούς τους λόγους, καθώς και για πρακτικούς λόγους, η Επιτροπή δεν θεωρεί ότι το πρόγραμμα πρέπει προς το παρόν να διευρυνθεί πέρα από την Κοινότητα, και δεν αποδέχθηκε τροποποιήσεις προς την κατεύθυνση αυτή. Ωστόσο, η Επιτροπή θα εξετάσει εκ νέου την κατάσταση κατά τη διάρκεια του προγράμματος.

- (ζ) Η Επιτροπή διατύπωσε εκ νέου, για λόγους διευκρίνισης, το κείμενο του άρθρου 4 παράγραφος (γ) του παραρτήματος σχετικά με την Ευρωπαϊκή κάρτα Νέων, αλλά δεν αποδέχθηκε τα ειδικά σχόλια που διατύπωσε το Κοινοβούλιο, δεδομένου ότι τα σχόλια αυτά προτείνουν μεγαλύτερο περιορισμό στη χρήση της εν λόγω κάρτας από ότι σήμερα σε ορισμένα κράτη μέλη. Ως εκ τούτου κρίνει ότι είναι κατάλληλο να διατηρηθεί το γενικότερο, και κατά συνέπεια το ευρύτερης κλίμακας, αρχικό κείμενο. Πρέπει να τονισθεί ότι η Επιτροπή υποστηρίζει ήδη τη συνεργασία μεταξύ των υπάρχουσών καρτών νέων και αναμένεται ότι πολλά κράτη μέλη θα μπορέσουν να συνεργαστούν στο χώρο αυτό σε εύθετο χρόνο.
- (η) Η Επιτροπή δεν δέχθηκε την πρόταση ότι μέρος της κοινοτικής οικονομικής συνεισφοράς πρέπει να διατίθεται ειδικά για την ανάληψη πρωτοβουλιών από οργανώσεις νέων. Τούτο δεν σημαίνει ότι οργανώσεις του είδους αυτού πρέπει να αποκλεισθούν από το πρόγραμμα - αντίθετα, θα είναι δύσκολο να αντιμετωπισθεί η λειτουργία του προγράμματος χωρίς τις οργανώσεις νέων. Εντούτοις, η σημασία τέτοιων οργανώσεων, και ο αντίκτυπος που έχουν στους νέους ποικίλλει στα κράτη μέλη· το ίδιο ποικίλλει και ο ορισμός για το τι ή τι δεν αντιπροσωπεύει μια οργάνωση νέων. Ωστόσο, δεν φαίνεται σκόπιμο μέρος των κεφαλαίων ενός προγράμματος που προορίζεται να έχει γενικό χαρακτήρα να απευθύνεται στις εν λόγω οργανώσεις βάσει της νομικής ή οργανικής διάρθρωσής τους παρά βάσει της ποιότητας των σχεδίων τους.
5. Τέλος, η Επιτροπή τόνισε το αίτημα του Κοινοβουλίου, ότι πρέπει να υποβληθούν περαιτέρω προτάσεις στον τομέα των σχολικών ανταλλαγών - αίτημα το οποίο έχει επαναληφθεί και σε άλλους κύκλους. Η Επιτροπή δέχεται ότι, μετά την έγκριση της έκθεσης "Ευρώπη των Πολιτών" από το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο, και του αιτήματός της να λάβουν τα όργανα της Κοινότητας τα μέτρα που είναι απαραίτητα για τη δημιουργία της "Ευρώπης των Πολιτών", θα πρέπει να ληφθούν μέτρα σε κοινοτικό επίπεδο προκειμένου να διευκολυνθούν οι ανταλλαγές του είδους αυτού και να υπάρξει συνεισφορά στις δαπάνες τους. Η Επιτροπή κρίνει ότι τέτοια μέτρα πρέπει να αφορούν προσπάθειες που θα καταβληθούν τόσο για τη βελτίωση της διδασκαλίας ξένων γλωσσών στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα όσο και για την προώθηση της ευρωπαϊκής διάστασης στην εκπαίδευση. Η Επιτροπή θα υποβάλει σε εύθετο χρόνο τις κατάλληλες προτάσεις λαμβάνοντας υπόψη τόσο τις εξελίξεις στο χώρο αυτό όσο και την οικονομική κατάσταση της Κοινότητας.

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Τίτλος, νομική βάση, αιτιολογική
σκέψη

Άρθρο 1

Άρθρο 2

Για την εφαρμογή της παρούσας
απόφασης, θεωρούνται ως "ανταλλαγές
νέων" όλες οι επισκέψεις που
διαρκούν συνήθως 1 έως 3 εβδομάδες,
τις οποίες πραγματοποιούν οι νέοι
από 16 μέχρι 25 ετών σε άλλο κράτος
μέλος εκτός από το κράτος μέλος στο
οποίο διαμένουν, και οι οποίες προ-
γραμματίζονται ειδικά κατά τέτοιο
τρόπο ώστε να επιτρέπουν στους νέους:

περιπτώσεις

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

αμετάβλητα

αμετάβλητο

Άρθρο 2

Για την εφαρμογή της παρούσας απόφασης,
θεωρούνται ως "ανταλλαγές νέων" οι διμερείς
και πολυμερείς ανταλλαγές και συναντήσεις
που πραγματοποιούν ομάδες νέων 15
μέχρι 25 ετών, διάρκειας τουλάχιστον
μιας εβδομάδας, σε άλλο κράτος μέλος
εκτός από το κράτος στο οποίο διαμένουν,
και οι οποίες προγραμματίζονται ειδικά
κατά τέτοιο τρόπο ώστε να επιτρέπουν
 στους νέους:

αμετάβλητες

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Άρθρο 3

Οι στόχοι του προγράμματος YES για την Ευρώπη είναι οι εξής:

α) να προωθήσει τις οικονομικές, κοινωνικές, πολιτιστικές, και αθλητικές ανταλλαγές των νέων στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα, να αυξήσει τον αριθμό των νέων που συμμετέχουν σε αυτές και να εξασφαλίσει ισορροπία των ανταλλαγών μεταξύ των κρατών μελών,

β) να βελτιώσει την ποιότητα των ανταλλαγών των νέων, ιδίως βοηθώντας την προετοιμασία και τη διοργάνωση των ανταλλαγών, έτσι ώστε να αποκομίσουν όσο το δυνατόν μεγαλύτερο όφελος οι νέοι που συμμετέχουν σε αυτές και να μπορέσουν επίσης να διαδραματίσουν ενεργό ρόλο στη διοργάνωση ανταλλαγών,

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Άρθρο 3

Οι στόχοι του προγράμματος "YES για την Ευρώπη" είναι οι εξής:

α) να προωθήσει τις οικονομικές, κοινωνικές, πολιτιστικές και αθλητικές ανταλλαγές των νέων, για ένα όλο και μεγαλύτερο αριθμό νέων που προέρχονται από όλα τα κράτη μέλη συμπεριλαμβανομένων ειδικότερα των περιοχών όπου υπάρχουν συνήθως μικρές δυνατότητες ανταλλαγών,

β) να βελτιώσει την ποιότητα των ανταλλαγών των νέων όπως ορίζονται στο άρθρο 2, ιδίως βοηθώντας την προετοιμασία και τη διοργάνωση των ανταλλαγών ώστε να επιτευχθεί ο μέγιστος αντίκτυπος, καθώς και να επιτραπεί να αποκομίσουν όσο το δυνατόν μεγαλύτερο όφελος οι νέοι που συμμετέχουν σε αυτές, ιδίως διαδραματίζοντας ενεργό ρόλο στη διοργάνωση ανταλλαγών,

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

γ) να ενθαρρύνει την ύπαρξη ποικιλίας στις ανταλλαγές των νέων και ιδίως, να διευρύνει τη συμμετοχή απευθυνόμενη σε νέους από όλα τα κοινωνικά, οικονομικά και πολιτιστικά υπόβαθρα και από όλες τις περιοχές της Ευρώπης,

γ) να ενθαρρύνει την ύπαρξη ποικιλίας στις ανταλλαγές νέων και την ισόροπη κατανομή τους μεταξύ των κρατών μελών, ιδίως με την προώθηση πολυμερών ανταλλαγών, για να διευρύνει τη συμ-μετοχή απευθυνόμενη σε νέους από διάφορα κοινωνικά, οικονομικά και πολιτιστικά υπόβαθρα,

δ) να υποστηρίζει την πραγματοποίηση ευρωπαϊκών δραστηριοτήτων που αποσκοπούν στην ανάπτυξη μόνιμων δεσμών συνεργασίας μεταξύ νέων ή ομάδων νέων από διάφορα κράτη μέλη,

δ) να εξεύρει τρόπους και μέσα για να υπερπηδηθούν διάφορα οικονομικά, νομικά και διοικητικά εμπόδια που μπορεί να εμποδίζουν τη συμμετοχή ή τη διοργάνωση ανταλλαγών των νέων,

ε) να εξεύρει τρόπους και μέσα για να υπερπηδηθούν διάφορα οικονομικά, νομικά και διοικητικά εμπόδια που μπορεί να εμποδίζουν τη συμμετοχή ή τη διοργάνωση ανταλλαγών των νέων,

ε) να επισημάνει σταδιακά τα κενά και στις νέες προτεραιότητες στις υπάρχουσες συμφωνίες ανταλλαγών που θα απαιτούσαν συμπληρωματικές ενέργειες είτε στα κράτη μέλη ή σε κοινοτικό επίπεδο.

να προσδιορίσει, λαμβανομένης υπόψη της πείρας που έχει αποκτηθεί, νέες δράσεις για να καλυφθούν τα ενδεχόμενα κενά που διαπιστώνονται στα υπάρχοντα προγράμματα ανταλλαγών.

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Άρθρο 4

1. Η Επιτροπή εφαρμόζει το πρόγραμμα YES για την Ευρώπη βάσει των διαφόρων κινήτρων και συμπληρωματικών μέτρων που αναφέρονται στο παράρτημα.

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Άρθρο 4

1. Η Επιτροπή εφαρμόζει το πρόγραμμα "YES για την Ευρώπη" σύμφωνα με την εν λόγω απόφαση και το παράρτημά της.

2. Κατά την εκτέλεση του έργου αυτού η Επιτροπή επικουρείται από μια συμβουλευτική επιτροπή. Η εν λόγω επιτροπή αποτελείται από δύο αντιπροσώπους ανά κράτος μέλος, οι οποίοι ορίζονται από την Επιτροπή μετά από πρόταση του σχετικού κράτους μέλους. Τα μέλη της επιτροπής μπορούν να επικουρούνται από εμπειρογνώμονες ή συμβούλους. Η επιτροπή προεδρεύεται από εκπρόσωπο της Επιτροπής. Η γραμματεία της επιτροπής εξασφαλίζεται από την Επιτροπή.

Ένας εκπρόσωπος του Συμβουλίου της Ευρώπης και ένας εκπρόσωπος του φόρουμ των νέων των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων συμμετέχουν ως παρατηρητές στις εργασίες της εν λόγω επιτροπής.

3. Η Επιτροπή μπορεί να συμβουλευέται την επιτροπή για οποιοδήποτε ζήτημα σχετικό με την εφαρμογή του παρόντος προγράμματος. Η Επιτροπή συμβουλευέται την επιτροπή για:

- τις γενικές κατευθύνσεις σχετικά με τα μέτρα που προβλέπονται στο πρόγραμμα,
- τα ζητήματα γενικής ισορροπίας όσον αφορά τους διάφορους τύπους ενεργειών και τις ανταλλαγές μεταξύ των κρατών.

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

4. Η επιτροπή διατυπώνει τη γνώμη μετά
από αίτηση της Επιτροπής. Όταν η
Επιτροπή ζητεί τη γνώμη της επιτρο-
πής, μπορεί να ορίσει την προθεσμία
εντός της οποίας πρέπει να διατυπωθεί
η γνώμη αυτή.
- Τις συσκέψεις της εν λόγω επιτροπής δεν
ακολουθεί ψηφοφορία. Ωστόσο, κάθε
μέλος της μπορεί να απαιτήσει να κα-
ταχωρηθεί η άποψή του στα πρακτικά.
5. Οι συσκέψεις της επιτροπής είναι
εμπιστευτικές. Η επιτροπή θεσπίζει
τον εσωτερικό κανονισμό της.

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Άρθρο 5

2. Το ποσό που απαιτείται για τη χρηματοδότηση των μέτρων αυτών κατά τη διάρκεια της περιόδου 1987-1989 εκτιμάται σε 30 εκατ. ECU.

3. Η Επιτροπή ζητά τη γνώμη των εκπροσώπων των κρατών μελών και του FORUM των νέων των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων για όλα τα σημαντικά θέματα που αφορούν την εφαρμογή του προγράμματος.

Οι αναγκαίες πιστώσεις για τη χρηματοδότηση του προγράμματος "YES για την Ευρώπη" κατά τη διάρκεια της περιόδου 1987-1989 εκτιμώνται σε 30 εκατ. ECU.

Historical Archives of the European Commission

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Άρθρο 6

4. Η Επιτροπή φροντίζει ώστε να υπάρχει συνέπεια και αλληλοσυμπλήρωση μεταξύ αυτού του προγράμματος δράσης και των άλλων κοινοτικών δραστηριοτήτων που αφορούν τις ανταλλαγές των νέων, ιδίως όσες προβλέπονται στην απόφαση 84/636/ΕΟΚ. Η Επιτροπή φροντίζει να αλληλοσυμπληρώνονται οι ενέργειές της με τις ενέργειες του Ευρωπαϊκού Ιδρύματος και διατηρεί τακτική επαφή και συντονίζει τις ενέργειές της με διεθνείς οργανισμούς που ασχολούνται με τις ανταλλαγές των νέων.

Η Επιτροπή φροντίζει ώστε να υπάρχει συνέπεια και αλληλοσυμπλήρωση μεταξύ αυτού του προγράμματος δράσης και των άλλων κοινοτικών δραστηριοτήτων που αφορούν τις ανταλλαγές των νέων, ιδίως όσες προβλέπονται στην απόφαση 84/636/ΕΟΚ. Η Επιτροπή φροντίζει να αλληλοσυμπληρώνονται οι ενέργειές της με τις ενέργειες του Ευρωπαϊκού Ιδρύματος και διατηρεί τακτική επαφή με τους διεθνείς οργανισμούς που ασχολούνται με τις ανταλλαγές των νέων.

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Άρθρο 5

1. Τα κράτη μέλη βοηθούν την επίτευξη των στόχων του προγράμματος YES για την Ευρώπη, που εκτίθενται στο άρθρο 3 και καταρτίζουν σχετικό σχέδιο δράσης.

2. Κάθε κράτος μέλος πρέπει ιδίως:

α) να ορίζει ή να συστήνει τον αρμόδιο φορέα (ή τους φορείς) που λειτουργεί ως εθνική υπηρεσία συντονισμού για την ανάπτυξη των ανταλλαγών των νέων στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα. Σε περίπτωση που ο φορέας αυτός διαφέρει από την αρχή που έχει οριστεί σύμφωνα με το άρθρο 7 παράγραφος 2 της απόφασης 84/636/ΕΟΚ, λειτουργεί σε στενή συνεργασία με την αρχή αυτή,

β) να φροντίζει να εξασφαλίζει ότι, εάν δεν συμβαίνει ήδη, το ταξίδι στο εξωτερικό νέων που συμμετέχουν σε αναγνωρισμένες ανταλλαγές νέων δεν συνεπάγεται απώλεια του δικαιώματος για επίδοα ανεργίας ή παρεμφερή είδη στήριξης του εισοδήματος.

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Άρθρο 7

Τα κράτη μέλη βοηθούν στην επίτευξη των στόχων του προγράμματος "YES για την Ευρώπη", που εκτίθενται στο άρθρο 3

λαμβάνοντας για το σκοπό αυτό τα κατάλληλα μέτρα.

2. Κάθε κράτος μέλος:

α) ορίζει ή δημιουργεί τις κατάλληλες διαρθρώσεις που εξασφαλίζουν το συντονισμό σε εθνική κλίμακα για την εφαρμογή του προγράμματος, χωρίς ωστόσο με την εντολή αυτή να αποκλείεται κάθε άλλη δραστηριότητα,

β) θεσπίζει εν ανάγκη τις κατάλληλες διατάξεις ώστε να εξασφαλίζει ότι η παραμονή στο εξωτερικό, νέων που συμμετέχουν σε ανταλλαγές στο πλαίσιο του προγράμματος, δεν συνεπάγεται απώλεια δικαιωμάτων. Ιδίως όσων συνδέονται με τις κοινωνικές παρόχές.

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Τα άρθρα 6, 7, 8

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

γίνονται άρθρα 8, 9, 10

Historical Archives of the European Commission

Παράρτημα

Παράρτημα

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΣΤΟ ΣΧΕΔΙΟ ΑΠΟΦΑΣΗΣ ΓΙΑ ΤΟ
ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ "YES ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΥΡΩΠΗ"

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΣΤΟ ΣΧΕΔΙΟ ΑΠΟΦΑΣΗΣ ΓΙΑ ΤΟ
ΠΡΟΓΡΑΜΜΑ "YES ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΥΡΩΠΗ"

1. Το πρόγραμμα YES για την Ευρώπη περιλαμβάνει μία σειρά συμπληρωματικών μέτρων για την προώθηση της ανάπτυξης των ανταλλαγών των νέων στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα. Τα μέτρα αυτά απευθύνονται σε νέους ηλικίας από 16 έως 25 ετών, καθώς και στις οργανώσεις των νέων, άτομα που διοργανώνουν κοινωνικο-εκπαιδευτικές δραστηριότητες για νέους, μη κυβερνητικές οργανώσεις, δημόσιες αρχές και όλους του άλλους φορείς που μπορούν να παίξουν ένα ρόλο στην προώθηση ή τη διοργάνωση των ανταλλαγών των νέων.

1. Το πρόγραμμα YES για την Ευρώπη περιλαμβάνει σειρά συμπληρωματικών μέτρων για την προώθηση της ανάπτυξης των ανταλλαγών των νέων στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα. Τα μέτρα αυτά αφορούν νέους ηλικίας 15 έως 25 ετών, καθώς και τις οργανώσεις των νέων, τα άτομα που διοργανώνουν κοινωνικο-εκπαιδευτικές δραστηριότητες για νέους, τις μη κυβερνητικές οργανώσεις, τις δημόσιες αρχές και όλους τους άλλους φορείς που μπορεί να παίξουν ρόλο στην προώθηση ή τη διοργάνωση των ανταλλαγών των νέων.

Παράρτημα

Παράρτημα

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

2. Θα εφαρμοστούν τα ακόλουθα μέτρα για τη βελτίωση της άμεσης ενίσχυσης των ανταλλαγών των νέων:

2. Τα ακόλουθα μέτρα είναι δυνατόν να εφαρμοστούν για τη βελτίωση της άμεσης και έμμεσης ενίσχυσης των ανταλλαγών των νέων:

A. Μέτρα που προβλέπουν άμεση οικονομική ενίσχυση των ανταλλαγών των νέων, εκτός από τις ανταλλαγές εκείνες που διοργανώνονται στα πλαίσια των επίσημων συστημάτων εκπαίδευσης και κατάρτισης. Οι επιχορηγήσεις αυτές που θα καλύπτουν τα έξοδα μετακίνησης θα διατεθούν κυρίως μέσω των κατάλληλων φορέων που ορίζει το άρθρο 5 παράγραφος 2 της απόφασης αυτής, και θα καθοριστούν ποσοτικά όρια για κάθε κράτος μέλος ανάλογα με τον πληθυσμό νέων που διαθέτει και τη δραστηριότητα ανταλλαγών που αναπτύσσει σήμερα. Κατά τη διάθεση των επιχορηγήσεων αυτών, θα δοθεί προτεραιότητα στις:

- α) ανταλλαγές των νέων διάρκειας τουλάχιστον μίας εβδομάδας οι οποίες:
- φέρνουν σε επαφή νέους από διάφορα κοινωνικά, οικονομικά και πολιτιστικά υπόβαθρα,
 - παρουσιάζουν στους νέους την ευρωπαϊκή "διάσταση" ζωής,
 - προορίζονται για νέους από μειονεκτικό περιβάλλον,

A. Οικονομική ενίσχυση στις ανταλλαγές νέων που αφορούν αιτήσεις σαφώς παιδαγωγικού χαρακτήρα, εκφραζόμενες υπό μορφή συνεκτικού σχεδίου που επιτρέπει στο μέτρο του δυνατού, να εκτιμηθούν ο αντίκτυπος ή οι επιπτώσεις των ανταλλαγών, από άποψη συνεργασίας ή κατάρτισης σε ατομικό ή ομαδικό επίπεδο. Δεν λαμβάνονται υπόψη οι ανταλλαγές που εγγράφονται στο πλαίσιο σχολικού προγράμματος ή προγράμματος επαγγελματικής κατάρτισης. Η ενίσχυση αυτή περιλαμβάνει κυρίως συνεισφορά, της οποίας το ποσό μπορεί να ποικίλλει ανάλογα με την απόσταση, στα έξοδα ταξιδιού από τον τόπο κατοικίας στον τόπο όπου πραγματοποιείται το πρόγραμμα ανταλλαγών (με επιστροφή). Η συνεισφορά αυτή δεν πρέπει να υπερβαίνει το 75% των εξόδων που έχουν πραγματοποιηθεί. Κατά τον υπολογισμό της ενίσχυσης αυτής, οι ποσοτικοί στόχοι που καλείται να καλύψει κάθε κράτος μέλος, αποτελούν συνάρτηση του αριθμού των νέων που περιλαμβάνονται στον πληθυσμό του. Κατά τον υπολογισμό αυτό λαμβάνονται επίσης υπόψη:

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

- αφορούν περιοχές της Κοινότητας που δεν αναπτύσσουν μεγάλη δραστηριότητα στις ανταλλαγές των νέων.
- έχουν προγραμματιστεί από ομάδες των ίδιων των νέων,

β) ανταλλαγές των νέων μακρότερης διάρκειας, στις οποίες περιλαμβάνονται και οι κατασκηνώσεις εθελοντικής εργασίας οι οποίες:

- φέρνουν σε επαφή νέους από τουλάχιστον έξι κράτη μέλη για να μελετήσουν και να εργαστούν σε ένα πρόγραμμα κοινού ευρωπαϊκού ενδιαφέροντος.

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

- το μέσο επίπεδο του κόστους διαβίωσης σε κάθε κράτος μέλος, σε σχέση με τον κοινοτικό μέσο όρο,
- η γεωγραφική απόσταση μεταξύ των κρατών μελών,

- η ισορροπη κατανομή των ανταλλαγών στο χώρο της Κοινότητας.

Η ενίσχυση αφορά κατά προτεραιότητα τις ανταλλαγές που:

- φέρνουν σε επαφή νέους που προέρχονται από διαφορετικό κοινωνικό, οικονομικό και πολιτιστικό περιβάλλον,
- ευαισθητοποιούν τους νέους στην κατανόηση της ευρωπαϊκής διάστασης,
- λαμβάνουν υπόψη τις ανάγκες των νέων που προέρχονται από μειονεκτικό περιβάλλον,
- σχεδιάζονται και διοργανώνονται από τις ίδιες τις ομάδες νέων,
- αφορούν περιοχές της Κοινότητας όπου παρόλ' αυτά υπάρχουν λίγες δυνατότητες ανταλλαγών.

Παράρτημα

Παράρτημα

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Ενέργειες Β και Γ

αμετάβλητες

Historical Archives of the European Commission

Παράρτημα

Παράρτημα

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Δ. Σχέδιο επιχορηγήσεων για σύντομες επισκέψεις στο εξωτερικό που αφορούν την προετοιμασία των ανταλλαγών και επιτρέπουν στους νέους να παρακολουθήσουν ένα μέρος των μαθημάτων επαγγελματικής κατάρτισης σε άλλο κράτος μέλος.

Δ. Ενισχύσεις για τη διοργάνωση συντόμων επισκέψεων στο εξωτερικό που αφορούν την προετοιμασία των ανταλλαγών νέων στο πλαίσιο της επαγγελματικής τους κατάρτισης.

Historical Archives of the European Commission

Παράρτημα

Παράρτημα

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Ε. Ενίσχυση για τη δημιουργία και την ανάπτυξη συγκεκριμένων δραστηριοτήτων που διοργανώνονται ή χρηματοδοτούνται από τις διορισμένες υπηρεσίες συντονισμού για τις ανταλλαγές των νέων στα κράτη μέλη. Οι δραστηριότητες αυτές θα αφορούν την ανάπτυξη:

- α) της πολιτικής εσωτερικής ενημέρωσης, που περιλαμβάνει πρόβλεψη για κεντρική βάση δεδομένων όσον αφορά όλες τις δυνατότητες ανταλλαγών των νέων και τις πηγές χρηματοδότησης, παροχής συμβουλών και κατάρτισης για τους διοργανωτές ανταλλαγών, καθώς και διατάξεις για τη διάδοση πληροφοριών στους νέους και τους διοργανωτές ανταλλαγών σε τοπικό και περιφερειακό επίπεδο,
- β) την πολιτική εξωτερικής ενημέρωσης, που περιλαμβάνει σύνδεση με τις υπηρεσίες συντονισμού των άλλων κρατών μελών και παροχή πολύγλωσσης ενημέρωσης και συμβουλών στους νέους από το εξωτερικό και στους διοργανωτές ανταλλαγών των νέων στην ίδια τη χώρα,

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

Ε. Ενίσχυση για τη δημιουργία και την ανάπτυξη συγκεκριμένων δραστηριοτήτων που διοργανώνονται ή χρηματοδοτούνται από τις διαρθρώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 7 παράγραφος 2 της παρούσας απόφασης. Οι δραστηριότητες αυτές θα αφορούν κυρίως την ανάπτυξη:

- α) ενημερωτική πολιτική σχετικά με δραστηριότητες στην ίδια τη χώρα που περιλαμβάνει ενημέρωση των στοιχείων όσον αφορά όλες τις δυνατότητες ανταλλαγών νέων και όλες τις πηγές χρηματοδότησης, πληροφόρηση και κατάρτιση των διοργανωτών ανταλλαγών καθώς και διάδοση των πληροφοριών στους νέους και τους διοργανωτές ανταλλαγών σε περιφερειακό και τοπικό επίπεδο,
- β) ενημερωτικής πολιτικής σχετικά με δραστηριότητες σε άλλες χώρες σε συνεργασία με φορείς συντονισμού άλλων κρατών μελών με την οργάνωση πληροφόρησης σε διάφορες γλώσσες και τη σύσταση υπηρεσίας παροχής συμβουλών στους νέους από το εξωτερικό καθώς και στους διοργανωτές ανταλλαγών νέων στη χώρα υποδοχής,

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

γ) συμβουλευτικών υπηρεσιών που θα δίνουν πρακτικές οδηγίες για την προετοιμασία των ανταλλαγών των νέων και θα προσφέρουν μαθήματα κατάρτισης, στα οποία περιλαμβάνεται και η διδασκαλία γλωσσών, στους διοργανωτές ανταλλαγών. Οι υπηρεσίες αυτές θα διαχειρίζονται επίσης τις επιχορηγήσεις που θα διατεθούν για το πρόγραμμα YES για την Ευρώπη.

γ) υπηρεσιών παροχής συμβουλών που μπορούν να εξασφαλίσουν την παροχή πρακτικών οδηγιών για την προετοιμασία των ανταλλαγών των νέων και προσφέρουν μαθήματα κατάρτισης ιδιαίτερα ξένων γλωσσών, στους διοργανωτές ανταλλαγών. Χάρη στις διαρθρώσεις αυτές διοχετεύονται ιδίως οι ενισχύσεις που προβλέπονται για το πρόγραμμα "YES για την Ευρώπη".

Historical Archives of the European Commission

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

ΣΤ. Ενίσχυση για την ευρωπαϊκή κατάρτιση ατόμων που διοργανώνουν κοινωνικο-εκπαιδευτικές δραστηριότητες για νέους όσον αφορά τη διοργάνωση και την αξιοποίηση των ανταλλαγών των νέων.

ΣΤ. Ενίσχυση για την ευρωπαϊκή κατάρτιση ατόμων που διοργανώνουν κοινωνικο-εκπαιδευτικές δραστηριότητες για νέους όσον αφορά τη διοργάνωση και την αξιοποίηση των ανταλλαγών των νέων.

4. Η Επιτροπή θα εφαρμόσει μέτρα που θα ολοκληρώνουν και θα ενισχύουν όσα προαναφέρθηκαν στις παραγράφους 2 και 3, μεταξύ των οποίων μέτρα:

3. Η Επιτροπή μπορεί να συμπληρώσει τα μέτρα που αναφέρονται στην παράγραφο 2,

- α) για την ανάπτυξη δικτύου μεταξύ των εθνικών υπηρεσιών συντονισμού,
- β) για την παραγωγή και διάδοση πληροφοριών, τεκμηρίωσης, και την προώθηση των ανταλλαγών εμπειρίας,
- γ) για τον έλεγχο της προόδου και την ανάλυση των τάσεων και των συγκεκριμένων προβλημάτων όπως είναι η κατάρτιση των νομικών και διοικητικών εμποδίων, οι τάσεις για ταξιδιωτικά προνόμια, η σκοπιμότητα της καθιέρωσης ευρωπαϊκής κάρτας των νέων,

- α) προωθώντας τις επαφές μεταξύ των διαφόρων διαρθρώσεων που αναφέρονται στο άρθρο 7 παράγραφος 2 της παρούσας απόφασης.
- β) διευκολύνοντας τη συγκέντρωση και διάδοση πληροφοριών και την τεκμηρίωση, καθώς επίσης προωθώντας τις ανταλλαγές εμπειριών και την έρευνα για την ανεύρεση κατάλληλων μεθόδων,
- γ) προωθώντας την εφαρμογή πρακτικών μέτρων που τείνουν να ευνοήσουν την κινητικότητα των νέων στα διάφορα κράτη μέλη, συμπεριλαμβανομένης και της δημιουργίας ευρωπαϊκής κάρτας νέων προκειμένου να διευκολυνθεί η πρόσβασή τους σε υπηρεσίες που ήδη υπάρχουν σε εθνικό επίπεδο.

ΑΡΧΙΚΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

δ) για την παροχή τεχνικής πείρας και ενίσχυσης για την εφαρμογή των προγραμμάτων επιχορήγησης και επιδότησης.

5. Τα σχέδια που θα λάβουν κοινοτική ενίσχυση θα επιλεγούν βάσει της ποιότητάς τους, του αντικτύπου τους και του βαθμού κατά τον οποίο συμβάλλουν σε εξισορρόπηση της δραστηριότητας των ανταλλαγών των νέων μεταξύ των κρατών μελών και στην ενίσχυση του αισθήματος της ευρωπαϊκής ταυτότητας.

ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΜΕΝΗ ΠΡΟΤΑΣΗ

δ) παρέχοντας την αναγκαία τεχνική βοήθεια για την εφαρμογή των προγραμμάτων επιχορήγησης και επιδότησης.

4. Προκειμένου να τύχουν κοινοτικής ενίσχυσης, τα σχέδια πρέπει να επιλεγούν βάσει ορισμένων κοινών κριτηρίων όσον αφορά την ποιότητα, τον αντίκτυπο και την αποτελεσματικότητα των στόχων του προγράμματος.

Historical Archives of the European Communities

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(87) 76 final.

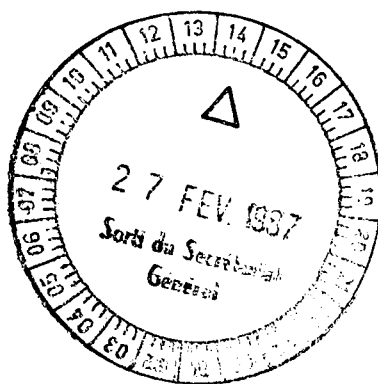
Bruselas, 25 de febrero de 1987

Propuesta modificada

DECISION DEL CONSEJO

por la que se establece un programa de acción para el fomento
de intercambios de jóvenes en la Comunidad
"YES por Europa", 1987-1989

(presentada por la Comisión al Consejo en virtud del
párrafo segundo del artículo 149 del Tratado CEE)



COM(87) 76 final.

- (e) L'article premier de l'annexe à la décision a été profondément remanié. Les principaux effets de ce remaniement sont les suivants :
- redéfinir et clarifier la définition des échanges prévus au programme;
 - accepter la recommandation du Parlement voulant que dans certains cas la contribution du programme aux frais autres que les frais de voyage des échanges de jeunes puisse représenter jusqu'à 75%;
 - adopter, en tant que facteurs de répartition des aides, trois éléments spécifiques, outre le nombre de jeunes de 15 à 25 ans :
 - . le coût de vie moyen dans chacun des Etats membres par rapport à la moyenne communautaire;
 - . la distance géographique entre les Etats membres;
 - . l'équilibre du flux des échanges à l'intérieur de la Communauté.

Dans cette nouvelle version de l'article 2 de l'annexe, la distinction entre les échanges de plus longue durée (sous-paragraphe (a) et (b) du texte initial) a été supprimée. La valeur de cette distinction a été fortement contestée, et ces deux activités étant incluses dans la définition des échanges de jeunes donnée dans le nouvel article 2 de la décision, il ne semble y avoir aucune raison de maintenir ici cette distinction. Cette modification n'amointrit pas le soutien de la Commission aux activités multilatérales qui, elles-mêmes, ont obtenu le soutien du Parlement non seulement dans son avis sur le programme "YES pour l'Europe", mais également dans la résolution du Parlement du 16.12.1983 sur un programme européen de service des jeunes. Toutefois, il ne semble plus nécessaire de distinguer formellement ce type d'activité de toutes les autres étant donné qu'il est également inclus dans la nouvelle définition des échanges de jeunes.

- (f) L'article 4 de l'annexe a été modifié à des fins de clarification, et pour introduire certaines des opinions qui ont été émises à différents stades.

4. Par contre, la Commission s'est prononcée contre la modification du texte aux points suivants :

- (a) Aucune modification n'a été apportée au préambule. En particulier il n'est fait aucune mention du nouvel article 100 du traité CEE prévu par l'Acte unique, étant donné que le fondement juridique de cette proposition n'est pas concerné par cet article.
- (b) En ce qui concerne la proposition de modification de la fourchette d'âge de 16 à 25 ans (proposition initiale) à 15 à 26 ans (proposition du Parlement européen), la Commission propose d'abaisser la limite d'âge inférieure à 15 ans mais de maintenir la limite

EXPOSE DES MOTIFS

1. Une proposition de Décision du Conseil établissant un programme d'action "YES pour l'Europe" pour promouvoir les échanges de jeunes dans le Communauté a été présentée au Conseil le 5 mars 1986 (1). Le Parlement européen a donné son avis sur cette proposition le 13 novembre 1986 (2) et le Comité économique et social, le 17 septembre 1986 (3); et le Forum de la jeunesse a présenté des observations formelles.
2. Le but de cette proposition modifiée est de tenir compte de ces avis; elle incorpore en substance un certain nombre d'amendements proposés par le Parlement européen et le Comité économique et social, de même que certaines modifications et clarifications considérées comme souhaitables au cours des discussions qui ont suivi la publication de la proposition initiale.
3. Les modifications de fond que la Commission a apportées à sa proposition initiale (c'est-à-dire, les modifications autres que les clarifications) sont les suivantes :
 - (a) A l'article 2, la définition des termes "échanges de jeunes" a été élargie de manière à faire apparaître de manière plus explicite que les manifestations tant multilatérales que bilatérales sont concernées, et l'âge minimum des jeunes pouvant y participer a été abaissé à 15 ans. Cette réduction a été proposée par différentes institutions, notamment le Parlement européen, et la Commission reconnaît que dès l'âge de 15 ans les jeunes peuvent tirer profit de l'expérience d'apprentissage pratique qu'un échange de jeunes bien organisé et structuré peut représenter. (Cette modification de la fourchette d'âge est reprise en différents autres points de la proposition de décision et de l'annexe.)
 - (b) Les objectifs ont été ajustés, essentiellement à des fins de clarification. Un objectif supplémentaire (nouveau sous-paragraphe 3(d) a été inclus pour tenir compte de l'amendement parlementaire relatif au soutien des liens entre jeunes.
 - (c) L'article 4 a été profondément remanié, pour tenir compte de la proposition faite par la Commission sur la structure des comités créés en vertu des actes communautaires faisant suite à l'adoption de l'Acte unique. La proposition initiale stipulait que la Commission devait consulter les Etats membres; la proposition modifiée institue un comité consultatif officiel dans lequel le Conseil de l'Europe (compte tenu de l'expérience en matière d'oeuvre internationale pour la jeunesse de son Centre et de son Fonds européen de la jeunesse), et le Forum de la jeunesse, auraient un statut d'observateurs. Par suite de cet amendement, les anciens articles 4.2 et 4.4 deviennent les nouveaux articles 5 et 6 et les articles suivants sont renumérotés.
 - (d) Diverses modifications de moindre importance ont été apportées à l'ancien article 5 (nouvel article 7), notamment à des fins de clarification.

¹ COM(86)52 final, JO C ... du ...

² JO

³ JO

les propositions complémentaires du Conseil de l'Europe, mais estime que les premières années d'application du programme "YES pour l'Europe" devraient servir essentiellement à faire des échanges de jeunes une activité reconnue et estimée dans tous les Etats membres de la Communauté, y compris ceux où ils sont peu pratiqués pour l'instant. La Commission considère également que les propositions "YES pour l'Europe" répondent pleinement au mandat qu'a donné le Conseil européen en adoptant les propositions relatives à "l'Europe des citoyens" lors de sa réunion de Milan en juin 1985. L'objectif initial de ces propositions, rappelons-le, était de renforcer "l'image et l'identité" de la Communauté vis-à-vis tant de ses citoyens que du monde extérieur. Pour toutes ces raisons, de même que pour des motifs d'ordre pratique, la Commission ne pense pas que le programme doive être élargi pour l'instant à l'extérieur de la Communauté et n'a accepté aucune modification dans ce sens. Néanmoins, la Commission suivra l'évolution de la situation au fur et à mesure que le programme sera mis sur pied.

- (g) La Commission a redéfini, à des fins de clarification, le texte de l'article 4(c) de l'annexe relatif à la Carte jeune européenne, mais n'a pas accepté les observations particulières présentées par le Parlement. Ces observations suggèrent en effet une carte d'usage plus limitée que celle qui est déjà disponible dans certains Etats membres, et il semble approprié de maintenir le texte initial, plus général et par conséquent plus large. Signalons que la Commission soutient déjà la coopération entre les cartes jeunes existantes, et on espère que davantage d'Etats membres seront en mesure de coopérer dans ce domaine de travail en temps utile.
- (h) La Commission n'a pas accepté la proposition voulant qu'une partie de la contribution financière communautaire soit spécifiquement consacrée aux initiatives prises par les organisations de jeunes. Cela ne veut pas dire que ces organisations doivent être exclues du programme; en effet, il serait difficile d'envisager le fonctionnement du programme sans les organisations de jeunes. Toutefois, l'importance de ces organisations, et l'appel qu'elles adressent aux jeunes, diffèrent d'un Etat membre à l'autre, de même que la définition de ce qu'est ou n'est pas une organisation de jeunes. En tout cas, il ne serait pas approprié de réserver une partie des fonds d'un programme d'intention générale aux bénéficiaires sur la base de leur structure juridique ou organisationnelle plutôt que de la qualité de leurs projets.

5. Enfin, la Commission a pris acte de la demande adressée par le Parlement de présenter d'autres propositions dans le domaine des échanges scolaires, demande qui a été répercutée. La Commission reconnaît qu'à la suite de l'adoption par le Conseil européen du rapport relatif à "l'Europe des citoyens", et de l'invitation faite aux institutions communautaires de prendre les mesures nécessaires pour sa mise en application, la Communauté fera en sorte de faciliter ces échanges et de participer à leur coût. La Commission estime que cette contribution doit être liée aux efforts réalisés pour améliorer l'enseignement des langues étrangères dans la Communauté européenne de même que pour promouvoir la dimension européenne en matière d'éducation. Elle présentera les propositions appropriées en temps utile, en tenant compte tant du développement des travaux dans ces domaines que de la situation financière de la Communauté.

d'âge supérieure à 25 ans. Cette limite ne constitue pas uniquement la limite supérieure des "jeunes" dans le cadre d'autres règlements communautaires importants (par exemple, dans le cas du Fonds social européen), mais elle coïncide aussi avec la limite d'âge supérieure de la plupart des programmes similaires des Etats membres. Il convient de noter que cette fourchette d'âge ne s'applique qu'aux participants aux échanges de jeunes (action A), et que les autres activités proposées (actions B-G) ne comportent aucune restriction quant à l'âge.

- (c) Compte tenu de la définition modifiée des "échanges de jeunes" donnée à l'article 2 de la décision, qui indique clairement que les activités tant multilatérales que bilatérales sont comprises, la Commission n'a accepté aucune des propositions visant à mettre l'accent sur les activités multilatérales. Tant les activités multilatérales que bilatérales sont importantes et il serait injuste de favoriser l'un ou l'autre aspect du programme étant donné que les conditions et les programmes existant dans les Etats membres varient aussi largement. Au contraire, il serait inutile de ménager une certaine souplesse qui permettrait au programme de répondre à l'expérience actuelle des Etats membres et de se fonder sur cette expérience.
- (d) En ce qui concerne la question budgétaire, le Parlement a proposé une augmentation du budget estimé de 30 millions d'Ecus sur trois ans à 50 millions d'Ecus sur la même période. La Commission n'a pas accepté cette suggestion, d'une part, parce que dans un grand nombre d'Etats membres les activités proposées démarreront avec très peu de préparation et que le programme devra donc être mis en place progressivement et, d'autre part, parce que la situation financière de la Communauté en général ne permet pas, semble-t-il, une extension budgétaire de ce niveau à ce stade. De ce fait, la Communauté prendrait modestement part au lancement du programme, mettant l'accent sur la qualité des arrangements et des infrastructures qui devront être mis au point.
- (e) Sur la question des obstacles juridiques et administratifs aux échanges de jeunes, la Commission estime que la législation et la jurisprudence de la Communauté sur la libre circulation des travailleurs sont largement inapplicables, étant donné la nature et la durée des échanges de jeunes et elle n'a donc pas accepté la suggestion du Parlement de faire référence aux possibilités que confère cette législation. D'autre part, les références faites dans le nouvel article 7(b) de la décision modifiée au maintien des droits sociaux acquis renforce le texte de l'ancien article 5(b).
- (f) Différentes autorités, notamment le Parlement et le Comité économique et social, ont soulevé la question de l'extension du programme aux jeunes à l'extérieur de la Communauté. Il a également été noté que la première conférence des ministres européens responsables de la jeunesse, qui s'est tenue au Conseil de l'Europe en décembre 1985, a invité le Conseil de l'Europe à promouvoir, en liaison avec la Communauté européenne, un vaste programme d'échange des jeunes. La Commission attend avec intérêt

PROPUESTA INICIALPROPUESTA MODIFICADA

Titulo, vistos, considerandos

sin modificaciones

Artículo primero

sin modificaciones

Artículo 2Artículo 2

En la presente Decisión, los términos "intercambios de jóvenes" designarán cualquier tipo de estancia que dure normalmente entre una y tres semanas, efectuada por jóvenes entre 16 y 25 años en un Estado miembro distinto al de su residencia, con el fin de:

En la presente Decisión, los términos "intercambios de jóvenes" designarán los intercambios y encuentros bilaterales y multilaterales efectuados por grupos de jóvenes entre 15 y 25 años de una duración mínima de una semana en un Estado miembro distinto ~~del~~ de su residencia, con el fin de:

guiones

sin modificaciones

PROPUESTA INICIALArtículo 3

El programa "Yes por Europa" tendrá los siguientes objetivos:

- a) fomentar los intercambios de jóvenes en la Comunidad europea, en los campos económico, social, cultural y deportivo, a fin de aumentar el número de jóvenes que participan, y equilibrar las corrientes de intercambios entre los Estados miembros;
- b) mejorar la calidad de los intercambios de jóvenes, en particular ayudando a su preparación y organización con el fin de permitirles obtener el máximo provecho posible y, al mismo tiempo, desempeñar un papel activo en la organización de los mismos;

PROPUESTA MODIFICADAArtículo 3

El programa "Yes por Europa" tendrá los siguientes objetivos:

- a) fomentar los intercambios de jóvenes en los campos económico, social, cultural y deportivo, en beneficio de un número creciente de jóvenes procedentes de todos los Estados miembros, incluyendo, en particular, aquellas regiones en las que existen habitualmente pocas posibilidades de intercambio;
- b) mejorar la calidad de los intercambios de jóvenes, tal y cómo se definen en el artículo 2, en particular ayudando a su preparación y organización con el fin de conseguir el máximo impacto, así como permitir a los jóvenes obtener el mayor provecho posible, en especial, mediante el desempeño de un papel activo en la organización de los intercambios;

PROPUESTA INICIALPROPUESTA MODIFICADA

- c) fomentar la diversificación de los intercambios de jóvenes para ampliarlos, de manera particular, a jóvenes que vivan en condiciones sociales, económicas y culturales diferentes, así como a todas las regiones de la Comunidad;
- c) fomentar la diversificación de los intercambios de jóvenes y su reequilibrio entre los Estados miembros, especialmente mediante la promoción de intercambios multilaterales, con el fin de ampliarlos, de manera particular, a jóvenes que viven en condiciones sociales, económicas y culturales diversas;
- d) buscar los medios para superar los obstáculos financieros jurídicos y administrativos que puedan impedir a los jóvenes participar en los intercambios o dificultar la organización de los mismos;
- d) apoyar la realización de actividades europeas dirigidas a desarrollar vínculos de asociación permanentes y estructurados entre jóvenes o grupos de jóvenes de diferentes Estados miembros;
- e) determinar, con la experiencia adquirida, nuevas acciones necesarias a nivel nacional o comunitario con el fin de cubrir las lagunas que se hayan experimentado en los programas de intercambio existente y de volver a determinar las prioridades;
- e) buscar los medios para superar los obstáculos financieros, jurídicos y administrativos que puedan impedir a los jóvenes participar en los intercambios o dificultar la organización de los mismos;
- f) definir, habida cuenta de la experiencia adquirida, nuevas acciones con el fin de colmar las posibles lagunas que se detecten en los programas de intercambios existentes

PROPUESTA INICIALArtículo 4

1. La Comisión aplicará el programa "YES por Europa" basándose en los diferentes incentivos y medidas complementarias.

PROPUESTA MODIFICADAArtículo 4

1. La Comisión aplicará el programa "YES por Europa" de acuerdo con lo dispuesto en la presente Decisión y su Anexo.

2. En el ejercicio de esta tarea, la Comisión estará asistida por un Comité consultivo. Dicho Comité estará compuesto por dos representantes por Estado miembro, designados por la Comisión a propuesta del Estado miembro respectivo. Los miembros del Comité podrán estar asistidos por expertos o consejeros. El Comité será presidido por un representante de la Comisión. La Comisión se hará cargo de la secretaría del Comité. Un representante del Consejo de Europa y un representante del Foro de Jóvenes de las Comunidades europeas participarán en los trabajos del Comité como observadores.

3. La Comisión podrá consultar al Comité sobre cualquier cuestión relativa a la aplicación del presente programa. La Comisión consultará al Comité sobre:

- las orientaciones generales de las medidas previstas en el programa.
- las cuestiones de equilibrio general a los diversos tipos de acciones y a los intercambios entre Estados miembros.

PROPUESTA INICIALPROPUESTA MODIFICADA

4. El Comité deliberará sobre las peticiones de dictamen formuladas por la Comisión. La Comisión, al solicitar el dictamen del Comité, podrá fijar el plazo en el que deberá emitirse. Tras las deliberaciones del Comité no se celebrará ninguna votación. No obstante, cualquier miembro del Comité podrá exigir que su opinión se haga constar en el acta.
5. Las deliberaciones del Comité serán confidenciales. El Comité establecerá su reglamento interno.

2. Los créditos necesarios para financiar estas medidas durante el periodo 1987 a 1989 ascenderán a 30 millones de ECUS.

3. Para todas las cuestiones importantes relacionadas con la ejecución del programa, la Comisión consultará a los representantes de los Estados miembros y del Foro de Jóvenes de las Comunidades Europeas.

Artículo 5

Los créditos necesarios para financiar el programa "YES por Europa" durante el periodo 1987-1989 se estiman en 30 millones de ECUS.

+ PROPUESTA INICIAL

4. La Comisión velará por que el presente programa sea compatible y complementario con las demás acciones comunitarias relativas a los intercambios de jóvenes, en particular, las acciones a que se refiere la Decisión 84/636/CEE. Asimismo, la Comisión asegurará la complementariedad de sus acciones con las de la Fundación Europa y mantendrá contactos periódicos con las organizaciones internacionales que actúan en el ámbito de los intercambios de jóvenes, coordinando con la suya propia la acción de dichas organizaciones.

PROPUESTA MODIFICADAArtículo 6

La Comisión velará por la compatibilidad y complementariedad del presente programa con las demás acciones comunitarias relativas a los intercambios de jóvenes, en particular, las acciones a que se refiere la Decisión 84/636/CEE. Asimismo, la Comisión asegurará la complementariedad de sus acciones con las de la Fundación Europea y mantendrá contactos periódicos con las organizaciones internacionales que actúan en el ámbito de los intercambios de jóvenes.

PRO=UESTA INICIALArtículo 5

1. Los Estados miembros prestarán su ayuda para la realización del programa "YES por Europa", expuesto en el artículo 3 de la presente Decisión, y adoptarán un plan de acción adecuado.

2. Cada Estado miembro deberá:

a) designar o crear uno o varios organismos competentes que garanticen la coordinación, a escala nacional, para el desarrollo de los intercambios de jóvenes en la Comunidad Europea. Si este órgano es diferente de la autoridad designada conforme al apartado 2 del artículo 7 de la Decisión nº 84/636/CEE, el primero debe actuar en estrecha colaboración con dicha autoridad;

b) adoptar, si es preciso, las medidas necesarias para garantizar que la estancia en el extranjero de jóvenes que participen en intercambios reconocidos no tengan como consecuencia la pérdida del derecho al subsidio de desempleo o a las indemnizaciones equivalentes.

Artículos 6,7,8

PRO=UESTA MODIFICADAArtículo 7

1. Los Estados miembros prestarán su ayuda para la realización de los objetivos del programa "YES por Europa" expuestos en el artículo 3, adoptando las medidas apropiadas al respecto.

2. Cada Estado miembro:

a) designará o creará una o varias estructuras competentes que garanticen la coordinación, a escala nacional, de la aplicación del programa, sin que dicho mandato excluya cualquier otro cometido;

b) adoptará, si es preciso, las disposiciones necesarias para garantizar que la estancia en el extranjero de jóvenes que participen en los intercambios con arreglo al programa no implique la pérdida de derechos, en particular, aquellos vinculados a las prestaciones sociales.

pasan a ser artículos 8,9,10

Anexo

Anexo

PROPUESTA INICIALPROPUESTA MODIFICADA

ANEXO A LA PROPUESTA DE DECISION
SOBRE EL PROGRAMA "YES POR EUROPA"

ANEXO A LA PROPUESTA DE DECISION
SOBRE EL PROGRAMA "YES POR EUROPA"

1. El programa "YES por Europa" agrupa un conjunto de medidas orientadas a fomentar los intercambios de jóvenes en la Comunidad Europea. Dichas medidas afectan a jóvenes entre los 16 y los 25 años, así como a las organizaciones de jóvenes, a los animadores socio-educativos, a las organizaciones no gubernamentales, a los poderes públicos y a todos aquellos órganos que puedan desempeñar un papel en la promoción u organización de intercambios de jóvenes.

1. El programa "YES por Europa" abarca un conjunto de medidas orientadas a fomentar los intercambios de jóvenes en la Comunidad Europea. Dichas medidas afectan a jóvenes entre los 15 y los 25 años, así como a las organizaciones de jóvenes, animadores socio-educativos, organizaciones no gubernamentales, poderes públicos y a todos aquellos órganos que puedan desempeñar un papel en la promoción u organización de los intercambios de jóvenes.

Anexo

PROPUESTA INICIAL

2. Se aplicarán las siguientes medidas para mejorar la ayuda directa a los intercambios de jóvenes:

A. Ayuda financiera directa para los intercambios de jóvenes, con excepción de los intercambios organizados en el marco de los sistemas tradicionales de educación y formación. Dicha ayuda se encauzará normalmente a través de los órganos designados en virtud de las disposiciones del apartado 2 del artículo 5 de la Decisión. Los objetivos cuantitativos asignados a cada Estado miembro dependerán del número de jóvenes de su población. La ayuda se destinará prioritariamente:

a) a los intercambios de una duración mínima de una semana que:

- reúnan jóvenes de diferentes contextos sociales, económicos y culturales;
- familiaricen a los jóvenes con la dimensión europea;
- beneficien, asimismo, a jóvenes desfavorecidos;

Anexo

PROPUESTA MODIFICADA

2. Se podrán aplicar las siguientes medidas para mejorar la ayuda directa e indirecta a los intercambios de jóvenes:

A. Ayuda financiera a los intercambios de jóvenes con una finalidad pedagógica precisa, expresada en forma de proyecto coherente que permita, en la medida de lo posible, medir el impacto o los efectos del intercambio, en términos de cooperación o la formación personal o de grupo. No se tendrán en cuenta los intercambios que se inscriban en el contexto de un programa escolar o de formación profesional. Dicha ayuda incluirá, en particular, una contribución, cuya cuantía podrá variar en función de la distancia, a los gastos de viaje entre el lugar de residencia y el lugar donde se desarrolle el intercambio (ida y vuelta); esta contribución no deberá sobrepasar el 75% de los gastos realizados. En el cálculo de esta ayuda, se asignarán unos objetivos cuantitativos a cada Estado miembro, en función del número de jóvenes de su población. Dicho cálculo tomará también en consideración:

PROFUESTA INICIAL

- afecten a regiones de la Comunidad con las que se practique un menor número de intercambios.

- sean concebidos y organizados por los propios grupos de jóvenes,

b) a los intercambios de mayor duración, incluidos los campos de trabajo voluntario, que:

- reunan a jóvenes de al menos seis Estados miembros para estudiar y trabajar sobre un proyecto de interés comunitario.

PROFUESTA MODIFICADA

- el nivel medio del coste de vida en cada uno de los Estados miembros, con relación a la media comunitaria;

- la distancia geográfica entre los Estados miembros;

- el reequilibrio de las corrientes de intercambios en la Comunidad.

La ayuda se destinará prioritariamente a los intercambios que:

- reúnan a jóvenes de diferentes contextos sociales, económicos y culturales;

- sensibilicen a los jóvenes en relación con la dimensión europea;

- beneficien, asimismo, a jóvenes desfavorecidos.

- sean concebidos y organizados por los propios grupos de jóvenes;

- afecten a regiones de la Comunidad con escasas posibilidades de intercambio.

Anexo

Anexo

PROPUESTA INICIALPROPUESTA MODIFICADA

D. Ayudas para la organización de visitas breves al extranjero relacionadas con la preparación de intercambios que permitan a los jóvenes seguir una parte reconocida de su formación profesional en otro Estado miembro.

D. Ayudas para la organización de visitas breves al extranjero relacionadas con la preparación de intercambios de jóvenes en el contexto de su formación profesional.

Historical Archives of the European Commission

Anexo

PROPUESTA INICIAL

E. Asistencia en el establecimiento y el desarrollo de actividades específicas o financiadas por las agencias de coordinación designadas para los intercambios de jóvenes en cada Estado miembro. Estas actividades estarán relacionadas con el desarrollo de:

a) una política de información interna que incluya la puesta al día de una base de datos que reúna todas las posibilidades de intercambios de jóvenes y todas las fuentes de financiación; la información y la formación de los organizadores de intercambios; la difusión de la información entre los jóvenes y los organizadores de intercambios, tanto a nivel regional como local;

b) una política de información externa de las agencias de coordinación de otros Estados miembros con la aplicación de una información multilingüe y de un servicio de consulta para los jóvenes en el extranjero y para los organizadores de intercambios de jóvenes acogidos en el país;

Anexo

PROPUESTA MODIFICADA

E. Ayuda para el establecimiento y el desarrollo de actividades específicas organizadas o financiadas por las estructuras previstas en el apartado 2 del artículo 7 de la presente Decisión. Estas actividades estarán especialmente relacionadas con el desarrollo de:

a) una política de información interna que incluya la actualización de una base de datos que reúna todas las posibilidades de intercambios de jóvenes y todas las fuentes de financiación; la información y la formación de los organizadores de intercambios; la difusión de la información entre los jóvenes y los organizadores de intercambios, tanto a nivel regional como local;

b) una política de información externa de las agencias de coordinación de otros Estados miembros y el establecimiento de un servicio de información multilingüe y de asesoramiento para los jóvenes procedentes del extranjero, así como para los organizadores de intercambios de jóvenes que acoja el país;

PROPUESTA INICIALPROPUESTA MODIFICADA

c) servicios consultivos que puedan garantizar una orientación práctica sobre la preparación de los intercambios de jóvenes y ofrecer cursos de formación, especialmente lingüística, a los organizadores de intercambios. Las agencias constituirán asimismo el conducto por el que se encauzarán normalmente las ayudas previstas por el programa "YES por Europa".

c) servicios de asesoramiento que puedan garantizar una orientación práctica sobre la preparación de los intercambios de jóvenes y ofrecer cursos de formación, especialmente lingüística, a los organizadores de intercambios. Esas estructuras constituirán, en particular, el conducto por el que se encauzarán normalmente las ayudas previstas en el programa "YES por Europa".

Anexo

PROPUESTA INICIAL

F. Ayuda a la formación europea de animadores socio-educativas con el fin de organizar mejor los intercambios de jóvenes y de sacar mayor partido de los mismos.

4. La Comisión completará las medidas mencionadas en los apartados 2 y 3:

a) organizando una red de agencias nacionales de coordinación;

b) produciendo y difundiendo la información y la documentación, así como favoreciendo el intercambio de experiencias;

c) siguiendo su puesta en práctica y analizando las tendencias, así como diversos problemas, tales como la eliminación de obstáculos jurídicos y administrativos, las tendencias relativas a los descuentos para viajes o la posibilidad de expedir una tarjeta de "Joven europeo".

Anexo

PROPUESTA MODIFICADA

F. Ayuda a la formación europea de animadores socio-educativos con el fin de conseguir una mejor organización y una utilización más eficaz de los intercambios de jóvenes.

3. La Comisión podrá completar las medidas mencionadas en el apartado 2:

a) favoreciendo los contactos entre las diferentes estructuras previstas en el apartado 2 del artículo 7 de la presente Decisión.

b) facilitando la producción y la difusión de la información y la documentación, y favoreciendo los intercambios de experiencias y la investigación de metodologías adecuadas;

c) promoviendo la aplicación de medidas prácticas dirigidas a favorecer la movilidad de jóvenes en los diferentes Estados miembros, incluida la realización de una Tarjeta de "Joven Europeo" con el fin de facilitar su acceso a los servicios existentes a escala nacional.

PROPUESTA INICIAL

d) proporcionando el apoyo técnico necesario para la puesta en práctica de los programas de ayudas y de subvenciones.

5. Para que puedan beneficiarse de la ayuda comunitaria, los proyectos deberán responder a determinados criterios de calidad, alcance y eficacia en el sentido de que deberán contribuir a equilibrar los intercambios de jóvenes entre los Estados miembros y a hacerles tomar conciencia de su pertenencia a Europa.

PROPUESTA MODIFICADA

d) proporcionando el apoyo técnico necesario para la ejecución de los programas de ayudas y de subvenciones.

4. Para que puedan beneficiarse de la ayuda comunitaria, los proyectos deberán satisfacer determinados criterios comunes de calidad, impacto y eficacia que correspondan a los objetivos del programa.

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

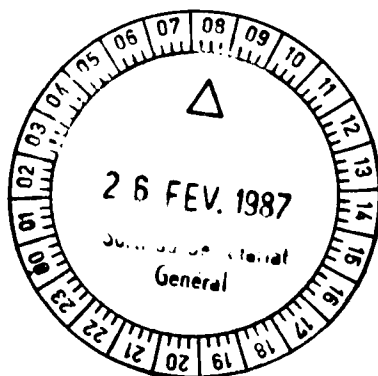
COM(87) 76 final

Bruxelas, 20 de Fevereiro de 1987

Proposta modificada de
DECISÃO DO CONSELHO

que adopta um programa de acção "YES à Europa" para a promoção
de intercâmbios juvenis na Comunidade

(Apresentada pela Comissão ao Conselho
ao abrigo do nº 2 do artigo 149º do Tratado CEE)



COM(87) 76 final

EXPOSE DES MOTIFS

1. Une proposition de Décision du Conseil établissant un programme d'action "YES pour l'Europe" pour promouvoir les échanges de jeunes dans le Communauté a été présentée au Conseil le 5 mars 1986 (1). Le Parlement européen a donné son avis sur cette proposition le 13 novembre 1986 (2) et le Comité économique et social, le 17 septembre 1986 (3); et le Forum de la jeunesse a présenté des observations formelles.
2. Le but de cette proposition modifiée est de tenir compte de ces avis; elle incorpore en substance un certain nombre d'amendements proposés par le Parlement européen et le Comité économique et social, de même que certaines modifications et clarifications considérées comme souhaitables au cours des discussions qui ont suivi la publication de la proposition initiale.
3. Les modifications de fond que la Commission a apportées à sa proposition initiale (c'est-à-dire, les modifications autres que les clarifications) sont les suivantes :
 - (a) A l'article 2, la définition des termes "échanges de jeunes" a été élargie de manière à faire apparaître de manière plus explicite que les manifestations tant multilatérales que bilatérales sont concernées, et l'âge minimum des jeunes pouvant y participer a été abaissé à 15 ans. Cette réduction a été proposée par différentes institutions, notamment le Parlement européen, et la Commission reconnaît que dès l'âge de 15 ans les jeunes peuvent tirer profit de l'expérience d'apprentissage pratique qu'un échange de jeunes bien organisé et structuré peut représenter. (Cette modification de la fourchette d'âge est reprise en différents autres points de la proposition de décision et de l'annexe.)
 - (b) Les objectifs ont été ajustés, essentiellement à des fins de clarification. Un objectif supplémentaire (nouveau sous-paragraphe 3(d) a été inclus pour tenir compte de l'amendement parlementaire relatif au soutien des liens entre jeunes.
 - (c) L'article 4 a été profondément remanié, pour tenir compte de la proposition faite par la Commission sur la structure des comités créés en vertu des actes communautaires faisant suite à l'adoption de l'Acte unique. La proposition initiale stipulait que la Commission devait consulter les Etats membres; la proposition modifiée institue un comité consultatif officiel dans lequel le Conseil de l'Europe (compte tenu de l'expérience en matière d'oeuvre internationale pour la jeunesse de son Centre et de son Fonds européen de la jeunesse), et le Forum de la jeunesse, auraient un statut d'observateurs. Par suite de cet amendement, les anciens articles 4.2 et 4.4 deviennent les nouveaux articles 5 et 6 et les articles suivants sont renumérotés.
 - (d) Diverses modifications de moindre importance ont été apportées à l'ancien article 5 (nouvel article 7), notamment à des fins de clarification.

1 COM(86)52 final, JO C ... du ...

2 JO

3 JO

(e) L'article premier de l'annexe à la décision a été profondément remanié. Les principaux effets de ce remaniement sont les suivants :

- redéfinir et clarifier la définition des échanges prévus au programme;
- accepter la recommandation du Parlement voulant que dans certains cas la contribution du programme aux frais autres que les frais de voyage des échanges de jeunes puisse représenter jusqu'à 75%;
- adopter, en tant que facteurs de répartition des aides, trois éléments spécifiques, outre le nombre de jeunes de 15 à 25 ans :
 - . le coût de vie moyen dans chacun des Etats membres par rapport à la moyenne communautaire;
 - . la distance géographique entre les Etats membres;
 - . l'équilibre du flux des échanges à l'intérieur de la Communauté.

Dans cette nouvelle version de l'article 2 de l'annexe, la distinction entre les échanges de plus longue durée (sous-paragraphe (a) et (b) du texte initial) a été supprimée. La valeur de cette distinction a été fortement contestée, et ces deux activités étant incluses dans la définition des échanges de jeunes donnée dans le nouvel article 2 de la décision, il ne semble y avoir aucune raison de maintenir ici cette distinction. Cette modification n'amointrit pas le soutien de la Commission aux activités multilatérales qui, elles-mêmes, ont obtenu le soutien du Parlement non seulement dans son avis sur le programme "YES pour l'Europe", mais également dans la résolution du Parlement du 16.12.1983 sur un programme européen de service des jeunes. Toutefois, il ne semble plus nécessaire de distinguer formellement ce type d'activité de toutes les autres étant donné qu'il est également inclus dans la nouvelle définition des échanges de jeunes.

(f) L'article 4 de l'annexe a été modifié à des fins de clarification, et pour introduire certaines des opinions qui ont été émises à différents stades.

4. Par contre, la Commission s'est prononcée contre la modification du texte aux points suivants :

- (a) Aucune modification n'a été apportée au préambule. En particulier il n'est fait aucune mention du nouvel article 100 du traité CEE prévu par l'Acte unique, étant donné que le fondement juridique de cette proposition n'est pas concerné par cet article.
- (b) En ce qui concerne la proposition de modification de la fourchette d'âge de 16 à 25 ans (proposition initiale) à 15 à 26 ans (proposition du Parlement européen), la Commission propose d'abaisser la limite d'âge inférieure à 15 ans mais de maintenir la limite

d'âge supérieure à 25 ans. Cette limite ne constitue pas uniquement la limite supérieure des "jeunes" dans le cadre d'autres règlements communautaires importants (par exemple, dans le cas du Fonds social européen), mais elle coïncide aussi avec la limite d'âge supérieure de la plupart des programmes similaires des Etats membres. Il convient de noter que cette fourchette d'âge ne s'applique qu'aux participants aux échanges de jeunes (action A), et que les autres activités proposées (actions B-G) ne comportent aucune restriction quant à l'âge.

- (c) Compte tenu de la définition modifiée des "échanges de jeunes" donnée à l'article 2 de la décision, qui indique clairement que les activités tant multilatérales que bilatérales sont comprises, la Commission n'a accepté aucune des propositions visant à mettre l'accent sur les activités multilatérales. Tant les activités multilatérales que bilatérales sont importantes et il serait injuste de favoriser l'un ou l'autre aspect du programme étant donné que les conditions et les programmes existant dans les Etats membres varient aussi largement. Au contraire, il serait inutile de ménager une certaine souplesse qui permettrait au programme de répondre à l'expérience actuelle des Etats membres et de se fonder sur cette expérience.
- (d) En ce qui concerne la question budgétaire, le Parlement a proposé une augmentation du budget estimé de 30 millions d'Ecus sur trois ans à 50 millions d'Ecus sur la même période. La Commission n'a pas accepté cette suggestion, d'une part, parce que dans un grand nombre d'Etats membres les activités proposées démarreront avec très peu de préparation et que le programme devra donc être mis en place progressivement et, d'autre part, parce que la situation financière de la Communauté en général ne permet pas, semble-t-il, une extension budgétaire de ce niveau à ce stade. De ce fait, la Communauté prendrait modestement part au lancement du programme, mettant l'accent sur la qualité des arrangements et des infrastructures qui devront être mis au point.
- (e) Sur la question des obstacles juridiques et administratifs aux échanges de jeunes, la Commission estime que la législation et la jurisprudence de la Communauté sur la libre circulation des travailleurs sont largement inapplicables, étant donné la nature et la durée des échanges de jeunes et elle n'a donc pas accepté la suggestion du Parlement de faire référence aux possibilités que confère cette législation. D'autre part, les références faites dans le nouvel article 7(b) de la décision modifiée au maintien des droits sociaux acquis renforce le texte de l'ancien article 5(b).
- (f) Différentes autorités, notamment le Parlement et le Comité économique et social, ont soulevé la question de l'extension du programme aux jeunes à l'extérieur de la Communauté. Il a également été noté que la première conférence des ministres européens responsables de la jeunesse, qui s'est tenue au Conseil de l'Europe en décembre 1985, a invité le Conseil de l'Europe à promouvoir, en liaison avec la Communauté européenne, un vaste programme d'échange des jeunes. La Commission attend avec intérêt

les propositions complémentaires du Conseil de l'Europe, mais estime que les premières années d'application du programme "YES pour l'Europe" devraient servir essentiellement à faire des échanges de jeunes une activité reconnue et estimée dans tous les Etats membres de la Communauté, y compris ceux où ils sont peu pratiqués pour l'instant. La Commission considère également que les propositions "YES pour l'Europe" répondent pleinement au mandat qu'a donné le Conseil européen en adoptant les propositions relatives à "l'Europe des citoyens" lors de sa réunion de Milan en juin 1985. L'objectif initial de ces propositions, rappelons-le, était de renforcer "l'image et l'identité" de la Communauté vis-à-vis tant de ses citoyens que du monde extérieur. Pour toutes ces raisons, de même que pour des motifs d'ordre pratique, la Commission ne pense pas que le programme doive être élargi pour l'instant à l'extérieur de la Communauté et n'a accepté aucune modification dans ce sens. Néanmoins, la Commission suivra l'évolution de la situation au fur et à mesure que le programme sera mis sur pied.

- (g) La Commission a redéfini, à des fins de clarification, le texte de l'article 4(c) de l'annexe relatif à la Carte jeune européenne, mais n'a pas accepté les observations particulières présentées par le Parlement. Ces observations suggèrent en effet une carte d'usage plus limitée que celle qui est déjà disponible dans certains Etats membres, et il semble approprié de maintenir le texte initial, plus général et par conséquent plus large. Signalons que la Commission soutient déjà la coopération entre les cartes jeunes existantes, et on espère que davantage d'Etats membres seront en mesure de coopérer dans ce domaine de travail en temps utile.
- (h) La Commission n'a pas accepté la proposition voulant qu'une partie de la contribution financière communautaire soit spécifiquement consacrée aux initiatives prises par les organisations de jeunes. Cela ne veut pas dire que ces organisations doivent être exclues du programme; en effet, il serait difficile d'envisager le fonctionnement du programme sans les organisations de jeunes. Toutefois, l'importance de ces organisations, et l'appel qu'elles adressent aux jeunes, diffèrent d'un Etat membre à l'autre, de même que la définition de ce qu'est ou n'est pas une organisation de jeunes. En tout cas, il ne serait pas approprié de réserver une partie des fonds d'un programme d'intention générale aux bénéficiaires sur la base de leur structure juridique ou organisationnelle plutôt que de la qualité de leurs projets.

5. Enfin, la Commission a pris acte de la demande adressée par le Parlement de présenter d'autres propositions dans le domaine des échanges scolaires, demande qui a été répercutée. La Commission reconnaît qu'à la suite de l'adoption par le Conseil européen du rapport relatif à "l'Europe des citoyens", et de l'invitation faite aux institutions communautaires de prendre les mesures nécessaires pour sa mise en application, la Communauté fera en sorte de faciliter ces échanges et de participer à leur coût. La Commission estime que cette contribution doit être liée aux efforts réalisés pour améliorer l'enseignement des langues étrangères dans la Communauté européenne de même que pour promouvoir la dimension européenne en matière d'éducation. Elle présentera les propositions appropriées en temps utile, en tenant compte tant du développement des travaux dans ces domaines que de la situation financière de la Communauté.

Proposta modificada de

DECISÃO DO CONSELHO

que adopta um programa de acção "YES à Europa" para a promoção
de intercâmbios juvenis na Comunidade

PROPOSTA INICIAL

PROPOSTA MODIFICADA

Título, citações e considerandos

Sem alterações

Artigo 1º

Sem alterações

Artigo 2º

Artigo 2º

Na presente decisão, a expressão "intercâmbios juvenis" designa todos os tipos de estadias com uma duração compreendida normalmente entre 1 e 3 semanas, efectuadas por jovens de 16 a 25 anos num Estado-membro diferente daquele onde residem, tendo em vista:

Na presente decisão, a expressão "intercâmbios juvenis" designa os intercâmbios e encontros bilaterais e multilaterais, com uma duração mínima duma semana, efectuados por grupo de jovens de 15 a 25 anos num Estado-membro diferente daquele onde residem, tendo em vista :

Travessões

Sem alterações

PROPOSTA INICIAL

Artigo 3º

Os objectivos do programa "YES à Europa" são os seguintes :

- a) Promover os intercâmbios juvenis nos domínios económicos, social, cultural e desportivo na Comunidade Europeia, aumentando o número de jovens abrangidos e equilibrando o fluxo de intercâmbios entre os Estados-membros;

- b) Melhorar a qualidade dos intercâmbios juvenis, tais como se encontram definidos no artigo 2º, nomeadamente pela ajuda na sua preparação e organização, a fim de permitir aos jovens tirar deles o maior proveito possível e desempenhar igualmente um papel activo na sua organização;

PROPOSTA MODIFICADA

Artigo 3º

Os objectivos do programa "YES à Europa" são os seguintes :

- a) Promover os intercâmbios juvenis nos domínios económico, social, cultural e desportivo, em proveito de um número crescente de jovens provenientes de todos os Estados-membros, incluindo, em especial, as regiões onde habitualmente existem escassas possibilidades de intercâmbio;

- b) Melhorar a qualidade dos intercâmbios juvenis, tais como se encontram definidos no artigo 2º, nomeadamente pela ajuda na sua preparação e organização, a fim de provocar o máximo impacte, bem como permitir aos jovens tirar deles o maior proveito possível, nomeadamente desempenhando um papel activo na organização dos intercâmbios;

PROPOSTA INICIAL

c) Encorajar a diversificação dos intercâmbios juvenis para os alargar, em especial, a jovens que vivam em condições sociais, económicas e culturais diferentes, bem como a todas as regiões da Comunidade;

d) Procurar os meios de ultrapassar os obstáculos financeiros, jurídicos e administrativos que possam impedir os jovens de participar nos intercâmbios ou entravar a organização dos mesmos;

e) Determinar, com a experiência, as novas acções necessárias a nível nacional ou comunitário para preencher as lacunas verificadas nos programas de intercâmbio existentes e para redefinir as prioridades.

PROPOSTA MODIFICADA

c) Encorajar a diversificação dos intercâmbios juvenis e o seu equilíbrio entre os Estados-membros, nomeadamente pela promoção de intercâmbios multilaterais, para os alargar, em especial, a jovens que vivam em condições sociais, económicas e culturais distintas;

d) Apoiar a realização de actividades europeias destinadas a desenvolver laços associativos permanentes e estruturados entre jovens ou grupos de jovens de diferentes Estados-membros;

e) Procurar os meios de ultrapassar os obstáculos financeiros, jurídicos e administrativos que possam impedir os jovens de participar nos intercâmbios ou entravar a organização dos mesmos;

f) Definir, tendo em conta a experiência adquirida, novas acções com vista a preencher as eventuais lacunas verificadas nos programas de intercâmbios existentes.

PROPOSTA INICIAL

Artigo 4º

1. A Comissão desenvolverá o programa "YES à Europa" com base em diferentes incentivos e medidas complementares.

PROPOSTA MODIFICADA

Artigo 4º

1. A Comissão aplicará o programa "Yes á Europa" de acordo com a presente Decisão e o seu Anexo.

2. No desempenho desta tarefa, a Comissão será assistida por um Comité Consultivo. Este Comité é composto por dois representantes de cada Estado-membro, nomeados pela Comissão sob proposta do Estado-membro em causa. Os membros do Comité poderão ser assistidos por peritos ou conselheiros. O Comité será presidido por um representante da Comissão. O secretariado do Comité será assegurado pela Comissão. Um representante do Conselho da Europa e um representante do Fórum da Juventude das Comunidades Europeias participarão nos trabalhos do Comité na qualidade de observadores.

3. A Comissão pode consultar o Comité sobre todas as questões relacionadas com a execução do presente programa. A Comissão consultará o Comité sobre :

- as orientações gerais das medidas previstas no programa;
- as questões de equilíbrio geral no que se refere aos diferentes tipos de acções e aos intercâmbios entre Estados-membros.

PROPOSTA MODIFICADA

4. O Comité delibera sobre os pedidos de parecer apresentados pela Comissão. Esta, ao solicitar o parecer do Comité, pode fixar o prazo em que o parecer deve ser emitido. As deliberações do Comité não são objecto de votação. No entanto, os membros do Comité podem exigir que a sua posição seja registada em acta.

5. As deliberações do Comité são confidenciais. O Comité adoptará o seu regulamento interno.

PROPOSTA INICIAL

PROPOSTA MODIFICADA

Artigo 5º

2. Os montantes necessários para financiar estas medidas durante o período de 1987 a 1989 são avaliados em 30 milhões de ECUs.

Os montantes necessários para financiar o programa "YES à Europa" durante o período 1987-1989 são estimados em 30 milhões de ECUs.

3. A Comissão consultará os representantes dos Estados-membros e do Forum da Juventude das Comunidades Europeias sobre todos os assuntos importantes relativos à realização do programa.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSTA INICIAL

4. A Comissão estará atenta à compatibilidade e à complementaridade deste programa com as outras acções comunitárias relativas a intercâmbios juvenis, nomeadamente as acções previstas na Decisão 84/636/CEE. A Comissão garantirá a complementaridade das suas acções com as da Fundação Europeia e manterá também contactos regulares com as organizações internacionais que actuem no domínio dos intercâmbios juvenis, coordenando a sua acção com a daquelas entidades.

PROPOSTA MODIFICADA

Artigo 6º

A Comissão estará atenta à compatibilidade e à complementaridade deste programa com as outras acções comunitárias relativas a intercâmbios juvenis, nomeadamente as acções previstas na Decisão 84/636/CEE. A Comissão garantirá a complementaridade das suas acções com as da Fundação Europeia e manterá também contactos regulares com as organizações internacionais que actuem no domínio dos intercâmbios juvenis.

PROPOSTA INICIAL

Artigo 5º

1. Os Estados-membros darão o seu apoio à realização dos objectivos do programa "YES á Europa" descritos no artigo 3º desta decisão e estabelecerão um plano de acção adequado.

2. Cada Estado-membro deverá, em especial :

a) designar ou criar um ou mais organismos competentes que assegurem a coordenação nacional da execução dos intercâmbios juvenis no seio da Comunidade Europeia. Se este organismo for diferente da autoridade designada por força do nº 2 do artigo 7º da Decisão 84/636/CEE, agirá em estreita colaboração com a referida autoridade;

b) tomar, em caso de necessidade, as disposições necessárias para garantir que a estadia no estrangeiro dos jovens que participem nos intercâmbios aprovados não acarrete a perda do direito aos subsídios de desemprego ou a prestações equivalentes.

PROPOSTA MODIFICADA

Artigo 7º

1. Os Estados-membros darão o seu apoio à realização dos objectivos do programa "YES á Europa" descritos no artigo 3º, tomando as medidas apropriadas para esse fim.

2. Cada Estado-membro :

a) Designará ou criará uma ou mais estruturas competentes que assegurem a coordenação, à escala nacional, da execução do programa, sem que no entanto este mandato exclua qualquer outra missão;

b) Tomará, em caso de necessidade, as disposições necessárias para garantir que a estadia no estrangeiro de jovens que participem em intercâmbios ao abrigo do programa não acarrete a perda de direitos, nomeadamente os ligados às prestações sociais.

PROPOSTA INICIAL

Artigos 6^a, 7^a, 8^a

PROPOSTA MODIFICADA

Passam a artigos 8^a, 9^a e 10^a

Historical Archives of the European Commission

Anexo

Anexo

PROPOSTA INICIAL

PROPOSTA MODIFICADA

ANEXO À PROPOSTA DE DECISÃO SOBRE

ANEXO À PROPOSTA DE DECISÃO SOBRE

O PROGRAMA "YES EUROPA"

O PROGRAMA "YES á Europa"

1. O programa "Yes Europa" reúne um conjunto de medidas que visam a promoção dos intercâmbios juvenis na Comunidade Europeia. Estas medidas destinam-se aos jovens de 16 a 25 anos, bem como às organizações juvenis, aos animadores sócio-educativos, às organizações não governamentais, aos poderes públicos e a todos os outros órgãos susceptíveis de desempenhar um papel na promoção ou na organização de intercâmbios juvenis.

1. O programa "YES á Europa" reúne um conjunto de medidas que visam a promoção dos intercâmbios juvenis na Comunidade Europeia. Estas medidas destinam-se aos jovens de 15 a 25 anos, bem como às organizações juvenis, aos animadores sócio-educativos, às organizações não governamentais, aos poderes públicos e a todos os outros órgãos susceptíveis de desempenhar um papel na promoção ou na organização de intercâmbios juvenis.

Anexo

PROPOSTA INICIAL

2. Para melhorar a ajuda directa aos intercâmbios juvenis, serão postas em prática as seguintes medidas :

A. Ajuda financeira directa aos intercâmbios juvenis, com exclusão dos intercâmbios organizados no âmbito dos sistemas tradicionais de educação e de formação. Esta ajuda transitará normalmente pelos órgãos designados por força das disposições do nº 2 do artigo 5º da decisão. Os objectivos quantitativos estabelecidos para cada Estado-membro serão em função do número de jovens da sua população. A ajuda destinar-se-á prioritariamente :

a) Aos intercâmbios com uma duração mínima de uma semana que :

- reúnam jovens de diferentes contextos sociais, económicos e culturais;
- sensibilizem os jovens para a dimensão europeia;
- beneficiem igualmente jovens mais desfavorecidos;

Anexo

PROPOSTA MODIFICADA

2. Para melhorar a ajuda directa e indirecta aos intercâmbios juvenis, poderão ser postos em prática as seguintes medidas :

A. Ajuda financeira aos intercâmbios juvenis decorrentes de uma iniciativa pedagógica explícita, expressa na forma de projecto coerente e que permita, na medida do possível, avaliar o impacto ou os efeitos do intercâmbio, ao nível da cooperação ou da formação pessoal ou de grupo. Não são considerados os intercâmbios que se inserem no contexto dum programa escolar ou de formação profissional. Esta ajuda incluirá nomeadamente uma contribuição, cujo montante pode variar em função da distância, para as despesas de viagem entre o local de residência e o local onde se efectua o intercâmbio (ida e volta), não devendo ultrapassar 75% das despesas consideradas. No cálculo desta ajuda serão fixados objectivos quantitativos a cada Estado-membro, em função do número de jovens da sua população. Este cálculo também terá em conta :

Anexo

Anexo

PROPOSTA INICIAL

- se destinem a regiões da Comunidade com as quais os intercâmbios juvenis são menos praticados;
- sejam concebidos e organizados pelos próprios grupos de jovens;

b) Aos intercâmbios de duração mais prolongada, incluindo os campos de trabalho voluntário, que :

- reúnam jovens de pelo menos seis Estados-membros para estudar e trabalhar sobre um projecto de interesse comunitário.

PROPOSTA MODIFICADA

- o nível médio do custo de vida em cada um dos Estados-membros em relação com a média comunitária;
- a distância entre os Estados-membros;
- o reequilíbrio dos fluxos de intercâmbios no seio da Comunidade.

A ajuda destinar-se-á prioritariamente aos intercâmbios que :

- reúnam jovens de diferentes contextos sociais, económicos e culturais;
- sensibilizem os jovens para a dimensão europeia;
- beneficiem igualmente jovens mais desfavorecidos;
- sejam concebidos e organizados pelos próprios grupos de jovens;
- se destinem a regiões da Comunidade onde normalmente se oferecem poucas possibilidades de intercâmbio.

Anexo

Anexo

PROPOSTA INICIAL

PROPOSTA MODIFICADA

Acções B e C

Sem alterações

Historical Archives of the European Commission

Anexo

Anexo

PROPOSTA INICIAL

PROPOSTA MODIFICADA

D. Ajudas à organização de curtas visitas ao estrangeiro relacionadas com a preparação de intercâmbios que visem permitir aos jovens continuar uma parte reconhecida da sua formação profissional noutro Estado-membro.

D. Ajudas à organização de curtas visitas ao estrangeiro relacionadas com a preparação de intercâmbios de jovens no contexto da sua formação profissional.

Historical Archives of the European Commission

Anexo

Anexo

PROPOSTA INICIAL

PROPOSTA MODIFICADA

E. Ajuda à instalação e ao desenvolvimento de actividades específicas organizadas ou financiadas pelas agências de coordenação encarregadas dos intercâmbios juvenis no seio dos Estados-membros. Estas actividades estarão ligadas ao desenvolvimento :

a) de uma política de informação interna, que compreenda a criação de uma base de dados que reúna todas as possibilidades de intercâmbios juvenis e todas as fontes de financiamento; a informação e a formação dos organizadores de intercâmbios; a difusão da informação junto dos jovens e dos organizadores de intercâmbios tanto a nível regional como local;

b) de uma política de informação externa das agências de coordenação de outros Estados-membros, com instalação de uma informação multilingue e de um serviço de consultas para os jovens no estrangeiro e os organizadores de intercâmbios de jovens recebidos no país;

E. Ajuda à instalação e ao desenvolvimento de actividades específicas organizadas ou financiadas pelas estruturas referidas no nº 2 do artigo 7º da presente decisão. Estas actividades estarão ligadas, nomeadamente, ao desenvolvimento :

a) de uma política de informação interna, que compreenda a criação de uma base de dados que reúna todas as possibilidades de intercâmbios juvenis e todas as fontes de financiamento; a informação e a formação dos organizadores de intercâmbios; a difusão da informação junto dos jovens e dos organizadores de intercâmbios, tanto a nível regional como local;

b) de uma política de informação externa das agências de coordenação de outros Estados-membros, com instalação de uma informação multilingue e de um serviço de consultas para os jovens vindos do estrangeiro, bem como para os organizadores de intercâmbios de jovens recebidos no país;

Anexo

Anexo

PROPOSTA INICIAL

c) de serviços consultivos que possam assegurar uma orientação prática sobre a preparação de intercâmbios juvenis e proporcionar cursos de formação, nomeadamente linguística, aos organizadores de intercâmbios. As agências constituirão igualmente o canal através do qual transitarão normalmente as ajudas previstas pelo programa "YES à Europa".

PROPOSTA MODIFICADA

c) de serviços de consulta que possam assegurar uma orientação prática sobre a preparação de intercâmbios juvenis e proporcionar cursos de formação, nomeadamente linguística, aos organizadores de intercâmbios. Estas estruturas constituirão nomeadamente o canal através do qual transitarão normalmente as ajudas previstas pelo programa "Yes à Europa".

Anexo

Anexo

PROPOSTA INICIAL

F. Ajuda à formação europeia de animadores sócio-educativos, com vista a organizar melhor e a tirar melhor partido dos intercâmbios juvenis.

4. A Comissão levará a cabo as medidas referidas nos nºs 2 e 3,

a) Organizando em redes as agências de coordenação nacionais;

b) Produzindo e difundindo a informação e a documentação, bem como incrementando as trocas de experiências;

c) Seguindo a respectiva execução e analisando as tendências, bem como diversos problemas, tais como a eliminação dos obstáculos jurídicos e administrativos, as tendências relativas às reduções dos custos das viagens ou à exequibilidade de um cartão-jovem europeu;

PROPOSTA MODIFICADA

F. Ajuda à formação europeia de animadores sócio-educativos, com vista a organizar melhor e a tirar maior proveito dos intercâmbios juvenis.

3. A Comissão poderá executar as medidas referidas no nº 2,

a) favorecendo os contactos entre as diversas estruturas previstas no nº 2 do artigo 7º da presente decisão;

b) facilitando a produção e a difusão da informação e da documentação, bem como incrementando as trocas de experiências e a investigação de metodologias adequadas;

c) promovendo a execução de medidas práticas destinadas a favorecer a mobilidade dos jovens nos diversos Estados-membros, incluindo a realização de um cartão-jovem europeu, com o fim de facilitar o respectivo acesso aos serviços existentes a nível nacional;

Anexo

Anexo

PROPOSTA INICIAL

PROPOSTA MODIFICADA

d) Concedendo o apoio técnico necessário para a execução de programas de ajudas e de subvenções.

d) concedendo o apoio técnico necessário para a execução de programas de ajudas e de subvenções.

5. Para beneficiar da ajuda comunitária, os projectos deverão obedecer a certos critérios de qualidade, de impacte e de eficácia, na medida em que contribuirão para equilibrar os intercâmbios juvenis entre os Estados-membros e para uma tomada de consciência, por parte dos jovens, da sua ligação à Europa.

4. Para beneficiar da ajuda comunitária, os projectos deverão obedecer a determinados critérios comuns de qualidade, de impacte e de eficácia, em consonância com os objectivos do Programa.